

# Le **Nouvel Ouest**

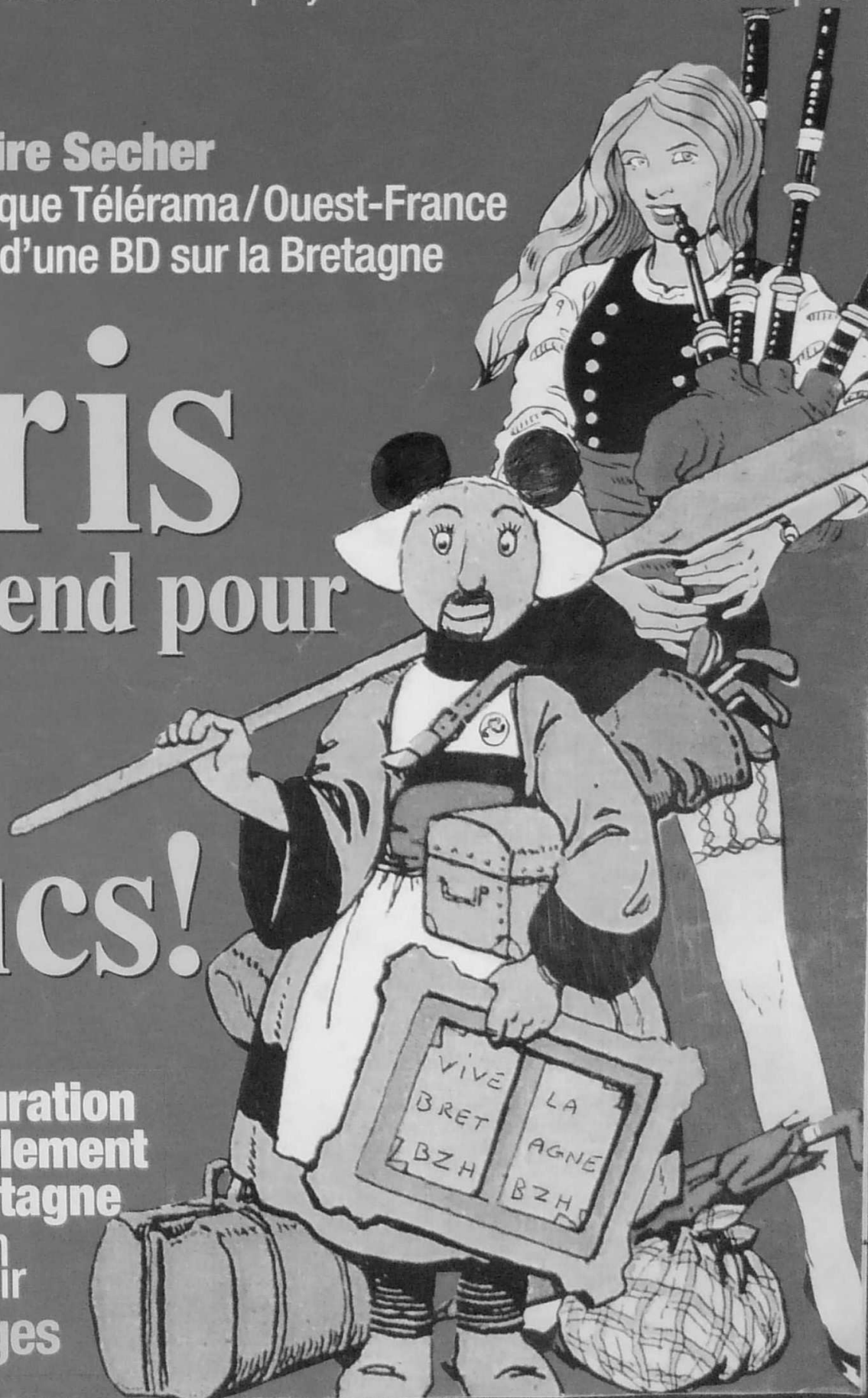
Toute l'actualité des pays de l'Ouest Atlantique



## L'affaire Secher

Polémique Télérama/Ouest-France  
autour d'une BD sur la Bretagne

# Paris nous prend pour des ploucs!



**Nouvel Ouest**



M 4349 - 47 - 18,00 F

**Inauguration  
du Parlement  
de Bretagne**  
L'album  
souvenir  
**20 pages**

# NOTRE MÉTIER C'EST L'EMPLOI.



## SYNERGIE TRAVAIL TEMPORAIRE

30 ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines

250 agences en France et à l'étranger

30 000 intérimaires détachés par jour

25 000 entreprises clientes

Chiffre d'Affaires en 1999 : 3,2 milliards

Synergie l'expérience de la qualité certifiée

- CEFRI
- ISO 9002
- MASE

SYNERGIE  
TRAVAIL TEMPORAIRE

Synergie présente aux lecteurs du  
Nouvel Ouest une bonne année 2000

Siège Social : 3, rue d'Alger - B.P. 80507 - 44105 NANTES  
Tél. 02 40 69 26 26 - Fax 02 40 69 15 24 / [www.synergie.fr](http://www.synergie.fr)

SYNERGIE SA au Capital de 20 000 000 F

## Éditorial

Hervé LOUBOUTIN



# Notre Histoire nous appartient !

**E**n choisissant de fêter son deuxième anniversaire au Parlement de Bretagne, à Rennes, le 21 janvier 2000, *Le Nouvel Ouest* ne savait pas que cette manifestation se déroulerait sur fond de polémique. En effet, alors que la publication des bandes dessinées de Reynald Secher et René Le Honzec sur l'histoire de la Bretagne par *Ouest-France* lui paraissait comme une excellente chose, le très parisien *Télérama*, qui se pique de culture à défaut d'être toujours fiable sur les programmes de télévision, déclenche une attaque en règle sur cette BD, ses auteurs et ceux qui ont choisi de la publier, en les suspectant de contribuer à une relecture de l'Histoire peu conforme à ce que la pensée officielle (c'est-à-dire la *vulgate* médiatico-universitaire parisienne) pense généralement de nous. Trop, c'est trop !

Que ces petits messieurs de l'intelligentsia jacobine et de la sous-culture journalistique prennent garde. Car le monde change et plus personne ne tolérera en Normandie, en Bretagne, en Anjou ou en Poitou qu'ils continuent d'écrire notre histoire à notre place. Le magistère de la pensée unique doit cesser son travail de sape. Le XIX<sup>e</sup> siècle est bien fini quand commence le XXI<sup>e</sup> libéré du joug totalitaire (communisme rouge et nazisme noir), ces deux maladies de la pensée et du prurit révolutionnaire.

Penser notre Histoire librement, nous les hommes et les femmes de l'Ouest, c'est se débarrasser à tout jamais des prétentions idéologiques de toutes sortes pour toucher enfin du doigt la vérité. Trop longtemps la vision « officielle » a gommé ce qu'elle était incapable de

comprendre ou d'admettre. Il fallait calquer éternellement l'Histoire sur les manuels académiques sans se soucier le moins du monde des partis pris systématiques et des modes aléatoires. Bécassine devait se taire et tout gober. Et bien, ce temps, Messieurs, est terminé !

Depuis que Pierre Jakez Hélias en Bretagne et Michel Ragon en Vendée (pour ne citer que ces deux-là) ont décidé de dire la vérité, notre vision de l'histoire a changé. En nous apprenant à nous réapproprier notre histoire, ils nous ont du même coup libéré du joug suffisant et insuffisant du savoir contingenté.

Ce qui ne plaît pas à Paris (dans les salles de rédaction où le prêt-à-penser tient lieu d'éthique), c'est que nous puissions interpréter nous-mêmes notre histoire. Nous, les « ploucs » bretons tout juste bon à patouer les pieds dans le mazout. Trop cons pour penser. Trop bons

« Bécassine devait se taire et tout gober. Et bien, ce temps, Messieurs, est terminé ! »

pour s'offusquer !

Au risque de fâcher, nous dirons simplement que ce que l'on pense à Paris (du moins dans certains cénacles branchés) nous indiffère totalement. Nous protestons seulement comme Bernanos le faisait hier en refusant le droit aux imbéciles d'en rajouter éternellement.

Placé sous le double symbole de la renaissance du Parlement de Bretagne et de cette courageuse bande dessinée injustement décrite, ce 2<sup>e</sup> anniversaire du *Nouvel Ouest* tombe à pic.

Il est l'occasion rêvée pour dire aux chiens de garde du centralisme démodé et étriqué que le printemps des régions est annoncé.

L'aventure du nouvel Ouest ne fait donc que commencer...

# 15 jours en



**22<sup>e</sup> rallye Paris-Dakar-Le Caire**  
La pilote allemande Andrea Mayer sur BMW dans la savane sénégalaise lors de la première étape du 22<sup>e</sup> rallye Paris-Dakar-Le Caire. Informée par le FBI de risques d'attentats lors de la traversée du Niger préparés par les extrémistes algériens, l'organisation du rallye a mis en place un gigantesque pont aérien pour transporter les concurrents et les véhicules directement en Libye.



**Réincarnation**  
Considéré comme le 17<sup>e</sup> Bouddha vivant et comme la troisième plus haute personnalité dans la religion bouddhiste tibétaine, Ugyen Trinley Dorje, âgé de 16 ans, a fui le Tibet et est arrivé dans le nord de l'Inde, à Dharamsala, où il a rejoint le Dalai Lama en exil. Il y a quarante ans, le Dalai Lama avait lui-même fui le Tibet après l'invasion de son pays par la Chine communiste.

**Mariage d'argent**  
Steve Case (à gauche), président de AOL, Gerald Levin, président de Time Warner, et Ted Turner, vice-président de Time Warner, posent ensemble après l'annonce, le 10 janvier, de la fusion de leur société. Le montant de l'opération atteint la somme record de 1 140 milliards de francs. Ce mariage entre le numéro un mondial de l'accès à Internet (AOL) et le premier groupe mondial de médias (Time Warner) consacre ce que les experts appellent « la nouvelle économie ».



**Décès**  
L'écrivain Alphonse Boudard, photographié ici devant la Coupole en 1995 après avoir reçu le grand prix du roman de l'Académie française pour son livre *Mourir d'Enfance*, est décédé le 14 janvier à Nice à l'âge de 74 ans. Fin connaisseur du « milieu » qu'il avait fréquenté pendant la guerre, Alphonse Boudard avait gagné ses galons d'écrivain grâce à une « langue verte » directement tirée de l'argot.



**Extradition**  
Après avoir échappé à plusieurs reprises à la police française qui le recherchait depuis le 14 décembre, le jeune franco-algérien Sid Ahmed Rezala a été arrêté à Lisbonne le 11 janvier. Il fait l'objet d'une demande d'extradition de la part de la justice française. Sid Ahmed Rezala est le principal suspect dans la série de crimes qui ont été commis contre des jeunes femmes dans des trains de nuit. La procédure d'extradition risque d'être plus compliquée que prévue. Selon *Le Figaro* daté du 18 janvier, le dossier de demande d'extradition, remis le 14 aux autorités portugaises, serait incomplet.



**Greenpeace mobilisé**  
Les militants de Greenpeace se sont enchaînés devant le port de Cherbourg pour s'opposer au départ d'un convoi de déchets nucléaires. Au-delà de la marée noire de l'*Erika* qui mobilise ses troupes, l'organisation écologiste ne veut pas baisser la garde contre le combat qu'elle juge prioritaire : l'abandon du programme nucléaire.

Avec l'Agence France Presse

# en images



**Tempêtes** Michel Brilland, paysagiste de 43 ans installé près d'Alençon, aide, le 13 janvier, à replanter les vergers de Mantilly dévastés par la tempête. Selon les dernières estimations, 114 millions de mètres cubes ont été détruits. La Lorraine, la Champagne-Ardenne, le Limousin et l'Aquitaine sont les régions les plus affectées. Les forestiers ont réclamé des mesures d'urgence. Contrairement à l'agriculture, la sylviculture est un secteur très mal couvert par les assurances.



**Marée noire... toujours**  
Bénévoles nettoyant le 4 janvier la grande plage de L'Herbaudière, sur l'île de Noirmoutier (Vendée), souillée par la marée noire de l'*Erika*. Le travail accompli est déjà remarquable mais de nombreuses traces de pétrole s'accrochent sur les rochers. En déplacement à Belle-Ile (Morbihan) le 17 janvier, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, s'est dit persuadé que tout serait propre dans deux mois.

## Votre ville

### Sur le Web

TC Multimédia    ouest france

# www.maville.com

Alençon - Angers - Brest - Caen - Laval - La Roche-sur-Yon - Le Mans - Lorient  
Nantes - Quimper - Rennes - Saint-Brieuc - Saint-Lô - Saint-Malo - Saint-Nazaire - Vannes

**Actualité**  
**Infos pratiques**  
**Shopping**  
**Cinéma**  
**Emploi**  
**Météo**  
**Petites annonces**

La chronique de Jean-François Polo\*

Modernité désespérée

Paradoxal début d'année. D'un côté, le bogue de l'an 2000, ou plutôt son absence. Le zèle lucratif des spécialistes de l'informatique a fait disparaître jusqu'à la moindre trace de ce qui avait été annoncé comme un péril majeur. Las ! Au même moment, le déchaînement des tempêtes et le déferlement de la marée noire ont trouvé la société française dans un surprenant état d'impréparation. L'abnégation des pompiers, le professionnalisme des agents d'EDF ou le dévouement des bénévoles qui se sont chargés de lutter contre les dégâts sont certes louables. Mais on reste étonné par le nombre de rales qui ont entouré ces drames. Les « spécialistes » ont regardé dériver les plaques de fuel sans être capables d'annoncer avec le moindre semblant de précision leur lieu d'échouage, mettant en émoi la Charente-Maritime quand ce sont la Vendée et la Bretagne qui devaient écopier de l'essentiel du cadeau empoisonné. Quant aux méthodes de nettoyage, elles sont apparues aussi rustiques qu'au temps de l'*Amoco Cadiz*. Côté tempête, Météo France avait prévu son parcours avec une précision digne d'admiration. Mais elle avait hélas omis de mettre en garde contre sa violence. Les erreurs du passé se paient elles aussi. Dans les forêts, on constate, un peu tard, que la politique de plantation d'une même espèce sur des hectares a des effets néfastes en favorisant les chutes d'arbres en cascade. Et EDF fait un *mea culpa* en reconnaissant que ses stocks de matériel, comme les normes de résistance de ses lignes à haute tension, étaient insuffisants.



Photo: J. Polo

« Nos sociétés bourrées d'électronique restent désespérées face à des phénomènes impressionnants. »

Ces difficultés montrent à quel point nos sociétés bourrées d'électronique restent désespérées face à des phénomènes impressionnants, mais non inédits. Il faut certes prendre garde à ne pas suggérer des solutions simplistes pour répondre à des problèmes compliqués. Mais il n'en demeure pas moins que certaines orientations de bon sens s'imposent. A commencer par l'application des textes : pas plus l'obligation de prévoir des lieux de stockage pour les matières polluantes que celle qui impose aux communes d'élaborer un plan de prévention des risques naturels n'ont été convenablement mises en œuvre. Autre priorité : la décentralisation des moyens. Il est étonnant de voir municipalités et départements devoir quêmander pelles, cirés ou tronçonneuses auprès de tel ou telle ministre venu profiter des déclarations plus ou moins inspirées. Dernier impératif : la transparence. L'incertitude qui demeure sur les circonstances qui ont précédé le naufrage de l'*Erika*, tout comme d'ailleurs celle qui entoure l'apparition de la récente épidémie de listériose, montre le chemin qui reste à parcourir.

\* Journaliste aux Echos

Economie  
Josselin de Rohan et la BDPME sauvent la SDR de Bretagne

Après les Pays de la Loire (notre article du 24 décembre) c'est au tour de la Bretagne de boucler la restructuration financière de sa société de développement régional, confrontée, comme toutes les SDR, à une situation difficile. L'opération de sauvetage s'est faite grâce à l'intervention de la Banque des PME (la BDPME) qui a pris 50 % des 70 millions de francs de capital d'une nouvelle société baptisée Bretagne Développement, filiale de la holding de tête SDR de Bretagne. C'est cette filiale qui reprend désormais les activités de prêts à long terme et de crédit bail et devient l'outil opérationnel. Pour sa part, la holding SDR de Bretagne va se concentrer sur la gestion, jusqu'à extinction, des 3,2 milliards d'encours de prêts issus de la précédente organisation. Le dispositif mis en place s'accompagne aussi de la création de deux nouvelles sociétés : Bretagne Participations, spécialisée comme son nom l'indique dans les prises de participations dans les PME-PMI en croissance, et de Bretagne Jeunes Entreprises dont la vocation est d'aider à la création de nouvelles sociétés orientées vers les hautes technologies. Ces deux sociétés sont dotées respectivement de 35 millions et de 10 millions de francs de capital. Tant au niveau de la holding qu'au niveau des filiales, Josselin de Rohan s'est fortement impliqué pour conserver un outil financier régional de capital-développement. La Région détient d'abord 21,5 % du capital de la holding SDR de Bretagne, 18 % de Bretagne Participations et 35 % de Bretagne Jeunes Entreprises. Les banques, la Caisse des dépôts et consignations et les entreprises privées complètent dans les trois cas les tours de table. L'achèvement de cette reorganisation, qui ressemble à s'y méprendre à celle opérée il y a quelques semaines par les Pays de la Loire avec la mise sur orbite de Sodero Participations, coïncide avec le départ de Yves Sabouret de la présidence de la SDR de Bretagne et président par ailleurs des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP). Son successeur est Jacques Boulau qui assurait jusque-là la direction générale de la SDR de Bretagne.

Port autonome Nantes-Saint-Nazaire  
Le trafic a baissé, mais la direction du port est contentée

Avec un volume de 28,8 millions de tonnes en 1999, le trafic du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire affiche une baisse de 9 % par rapport à 1998. Cette baisse est imputable à la chute des trafics énergétiques (notamment le pétrole). L'activité la plus importante de la direction. En effet, le trafic conteneurs, à forte valeur ajoutée, a progressé de plus de 26 % et le trafic roulier est en augmentation de 6 %. La direction du port maintient son objectif de 40 millions de tonnes à l'horizon 2015 et a inscrit un programme d'investissements d'un milliard de francs d'ici à 2004. De son côté le groupe Intermarché a annoncé la création à partir de 2002 d'une plateforme logistique de 44 000 m<sup>2</sup> à Montoir-de-Bretagne.

Rectificatif Le vrai mandat de Robert Jarry

Dans le dossier consacré à la Sarthe (Le Mans s'apprête à livrer sa seconde bataille du rail), il fallait lire : « En 1977, Le Mans, ville de la SNCF et de l'automobile, a choisi pour premier magistrat Robert Jarry » Et non en « 1997 » comme il a été écrit.

Entreprise

Chantiers de l'Atlantique Patrick Boissier veut bien construire le Queen Mary II, mais pas à n'importe quel prix !

Le président des Chantiers de l'Atlantique, Patrick Boissier, réfléchit sérieusement à la possibilité de construire à Saint-Nazaire le plus gros paquebot du monde, le *Queen Mary II*, pour le compte de la compagnie britannique Cunard, propriétaire de Carnival, numéro un mondial des armateurs de croisière. Patrick Boissier a été informé de ce projet par les dirigeants de Carnival lors d'un voyage aux Etats-Unis effectué à la fin du mois de novembre. Le *Queen Mary II* mesurerait 340 mètres de long pour 40 mètres de large, capable de naviguer à 30 nœuds et offrant 1 300 cabines. Le prix aussi est hors norme : l'équivalent de 4,5 milliards de francs. Raison de plus pour ne pas se tromper dans l'établissement du devis. Seuls trois chantiers au monde peuvent prétendre à ce marché : l'italien Fincantieri, le finlandais Masa et les Chantiers de l'Atlantique.

tèmes informatiques, thermique énergétique. Actuel directeur de l'Irest, Bernard Remaud a été nommé administrateur provisoire de la nouvelle école polytechnique par Yann Tanguy, président de l'université de Nantes, en attendant la nomination, au printemps prochain, du directeur et du président de l'école. Un autre centre polytechnique universitaire pourrait bientôt voir le jour à Tours et donner ainsi naissance à un réseau dans l'Ouest.

Culture

Bretagne La musique celtique de OAK pour Bretagne Nouvelle Vague

Le groupe de musique rock celtique Oak (le « chien » en anglais), basé à Plouha dans les Côtes-d'Armor, a été retenu pour la nou-



Oak, groupe de musique celtique, entre rock et tradition, sélectionné pour la publicité de télévision Bretagne Nouvelle Vague.

Education

Nantes Le premier centre polytechnique universitaire est à l'Ouest

Le décret créant l'école polytechnique de l'université de Nantes est paru au Journal officiel du 1<sup>er</sup> janvier 2000. Né de la fusion de trois écoles d'ingénieurs du département - Esa-Igelec, Irest et Isitem -, cette école est la première des réalisations de centres polytechniques universitaires en France. Elle rassemble plus de 1 000 élèves, 110 enseignants-chercheurs et 9 laboratoires de recherche. Elle comporte cinq départements : génie électrique, matériaux, systèmes électroniques et informatique industrielle, sys-

velle publicité de Bretagne Nouvelle Vague que l'on découvrira sur toutes les chaînes de télévision françaises en mars, avril et mai, durant trois ans. Ces deux spots de 15 secondes, commandés à la société Unicom par le Comité régional du tourisme de Bretagne et mis en scène par Simon Kentish, rejoignent les six membres du groupe : Gwenola Larivaïn, James Brookes, Sylvain Paytra, Shaggy Pestel, Pascal Claudon et Kristof Kras. Leur CD, *Celtic Planet*, vient juste de paraître, un titre a été sélectionné pour figurer en Italie sur une compilation de musiques celtiques actuelles. Contact : 02 96 20 35 72

Vents d'Ouest...

● François Pinault donne 30 millions pour nettoyer les plages

L'industriel breton, patron du groupe Pinault-Printemps-la Redoute, et propriétaire du Stade rennais, prendra en charge les frais d'hébergement et l'équipement de 200 bénévoles affectés au nettoyage des plages et des rochers du Morbihan souillés par la marée noire de l'*Erika*. Le coût de la facture a été estimé par l'entourage de François Pinault à quelque 30 millions de francs. Commentaire de François Pinault : « Si ça doit être plus, ce sera plus... et ça donnera peut-être des idées à d'autres : Vincent Bolloré, Yves Rocher, etc. »



● Nantes : pourquoi pas Fillon ?

Certains militants et élus de la droite nantaise se demandent avec de plus en plus d'insistance si la solution François Fillon ne serait pas la meilleure pour les prochaines municipales. Jean-Luc Harrouseau est toujours incertain, Michel Hunault est bien implanté à Derval. Et en face d'eux Jean-Marc Ayrault demeure solidement installé. Ne faudrait-il donc pas un grand leader d'envergure, au poids politique incontestable depuis qu'il a conquis brillamment la Région Pays de la Loire et dont l'image d'efficacité, de modération et de convictions est bonne et rassembleuse ? Du coup, les mêmes militants se remettent à espérer vaincre le socialisme en place, bien que l'usure du pouvoir ne commence tout juste à se faire sentir pour Jean-Marc Ayrault, contrairement à des maires de gauche au pouvoir depuis plus de 20 ans comme Edmond Hervé à Rennes, Jacques Santrôt à Poitiers ou Jacques Auxiette à La Roche-sur-Yon.

● Roselyne Bachelot ne brigue pas la mairie d'Angers

Longtemps sollicitée pour se présenter aux prochaines élections municipales, Roselyne Bachelot-Narquin, député du Maine-et-Loire, vice-présidente du conseil régional des Pays de la Loire, vient de faire savoir qu'elle ne briguerait pas la mairie d'Angers. Après avoir présidé, de 1996 à 1999, le Conseil national consultatif des personnes handicapées, Roselyne Bachelot-Narquin, 53 ans, occupe depuis 1993 la fonction de présidente de la Commission parlementaire sur les personnes handicapées. Elle est aussi animatrice et coordinatrice (« whip ») de la commission des affaires sociales du RPR. Pour les municipales, on parle de la candidature éventuelle du général Morillon (la famille Morillon est enracinée pour une bonne partie en Mayenne et dans le Maine-et-Loire). Les positions de Roselyne Bachelot en faveur du Pays avaient scandalisé non nombre d'électeurs de droite.

● Les rendez-vous culturels de l'ESCNA

L'écrivain-journaliste Jean-Claude Guillebaud sera présent à Nantes le 26 janvier à l'Ecole supérieure de commerce de Nantes-Atlantique pour une conférence sur le thème : « Quelles valeurs pour le XXI<sup>e</sup> siècle ? » Jean-Claude Guillebaud est l'invité de l'association Isegoria dont l'objectif est de développer un pôle culturel propice à la réflexion. Lors de son intervention du 26 janvier, Jean-Claude Guillebaud fera part de ses vues et perspectives concernant les valeurs fondamentales - l'avenir, l'égalité, la raison, l'universel, la liberté, la justice - qui sont à l'origine de notre morale et sont en pleine mutation.



La chronique financière du CIO



# Un millésime d'exception

L'année boursière qui vient de s'achever aura été caractérisée par une succession de nombreux records historiques sur la plupart des grandes places financières mondiales. La bourse française aura même signé sa plus belle performance depuis la création de l'indice CAC 40 en 1987, en s'octroyant 51 %. Quant à l'Eurostoxx 50, représentatif des grandes sociétés de l'euro-land, il aura progressé de 48 %. On notera cependant que ce sont principalement les valeurs technologiques qui ont tiré les indices à la hausse.

Les marchés européens se sont mis à l'heure américaine. Le Nasdaq - indice représentatif des sociétés technologiques, notamment liées à l'Internet - a quant à lui progressé de 85 %. Cette euphorie boursière sur un secteur bien déterminé de la cote n'est pas sans rappeler celle de 1845 lorsque l'apparition du chemin de fer avait engendré la cotation en bourse de nombreuses compagnies dont quelques-unes avaient été multipliées par six en

quelques semaines. La bulle, par la suite, s'était dégonflée, entraînant une concentration du secteur.

C'est pourquoi il est réconfortant de voir en ce début d'année une correction s'opérer sur l'ensemble des places financières, notamment sur les titres ayant fait l'objet d'une spéculation souvent excessive. A l'in-

sance de 3,7 %, ce qui placerait notre pays dans le peloton de tête de la zone euro.

Toutefois, ce contexte de bonne santé économique et de maîtrise de l'inflation ne doit pas faire oublier les risques inhérents à l'accélération de la croissance. Il est probable que les taux d'intérêt, qui ont

**« Un certain nombre de bureaux économiques voient pour la France une croissance de 3,7 %, ce qui placerait notre pays dans le peloton de tête de la zone euro. »**

verse, on notera que les sociétés industrielles, caractérisées par des actifs ou par des bons fondamentaux économiques, font preuve d'une résistance tout à fait remarquable.

Comment aborder le nouveau millénaire en bourse ? Sur un plan macroéconomique, les perspectives établies récemment par l'OCDE sont très encourageantes. Elles laissent entrevoir une croissance de 3,5 % cette année. Un certain nombre de bureaux économiques voient même pour la France une crois-

déjà remonté sensiblement en 1999, resteront orientés sur un trend haussier. On suivra donc avec beaucoup d'attention les décisions des politiques monétaires des banques centrales.

Au-delà de la nécessité d'une consolidation, l'épargne placée en actions devrait encore se révéler bénéfique, à condition d'inscrire sa démarche dans le temps, car, comme le dit Fernand Braudel, « le temps court est la plus capricieuse, la plus trompeuse des durées » ●

Jean-Yves HERRY

## Agenda

**3 et 4 février**  
Nantes  
**10<sup>e</sup> CECOM de Nantes et de la région Pays de la Loire**  
Salon régional des comités d'entreprise et des collectivités  
Parc des expositions de la Beaujoire  
Contact organisateur Exposition : Christian Pautonnier  
Tél. 04 42 180 199 ou 06 16 93 64 91

**5 et 6 février**  
Nantes  
**1<sup>er</sup> salon de la moto du Grand Ouest**  
Parc des expositions de la Beaujoire  
Tél. 02 40 52 08 11



**Du 9 au 12 février**  
Brest  
**Agriexpo 2000**  
Le salon des professionnels de l'agriculture, vitrine de l'innovation en Ouest Bretagne  
Parc des expositions de Penfeld  
Tél. : 02 98 19 50 90

**10 février**  
Alençon  
**Les combats des femmes au XXI<sup>e</sup> siècle**  
Conférence d'Annie Goldmann  
Halles aux Toiles à 20 h 30  
Tél. 02 33 32 40 00



**Rectificatif**  
**10 mars**  
Nantes  
**« L'évolution du rôle d'assistante de direction »**  
Débat en présence des assistant(e)s de PPDA, d'un grand patron, d'un artiste et d'un évêque.  
CCO  
Tél. : 02 40 20 23 23

## Leaders

### L'Ouest absent de la liste des 100 Français qui feront les années 2000

Dans son numéro du 31 décembre 1999, le magazine *Le Point* dresse la liste des 100 Français qui feront les années 2000. Le moins que l'on puisse dire est que l'Ouest y est peu représenté. Cinq personnalités seulement sont distinguées par notre confrère : Cédric Bannel, 33 ans, directeur des relations financières de Renault, député suppléant UDF du Morbihan en 1997 ; Thierry Georges, 35 ans, chercheur au CNET de Lannion et créateur de sa propre entreprise Algety Telecom ; Fabrice Hybert, 39 ans, plasticien formé à l'école des beaux-arts de Nantes, lauréat d'un prix à la Biennale de Venise, Gilles Martin, 36 ans, centralien, président d'Eurofins Scientifique, initiateur d'une technologie permettant de vérifier l'origine des aliments, Bruno Putzulu, 32 ans, originaire de Normandie, entré à la Comédie-Française en 1994.

► **Bretagne**  
**Yves-Thibault de Silguy chez Suez-Lyonnaise des Eaux**  
Né à Rennes, descendant de l'amiral Yves de Kerguelen de Trémarec qui découvrit en 1772 les îles de la Fortune et des Kerguelen, Yves-Thibault de Silguy a rejoint l'état-major de Suez-Lyonnaise comme membre du comité exécutif et conseiller du président Gérard Mestrallet. Ancien commissaire européen à Bruxelles, spécialiste des questions financières et monétaires - il fut



Yves-Thibault de Silguy, ancien commissaire européen à Bruxelles, fut l'un des artisans du passage à l'euro.

l'un des artisans du passage à l'euro -, Yves-Thibault de Silguy sera plus particulièrement en charge chez Suez-Lyonnaise des grands projets internationaux. Il supervisera en outre tout le secteur de la ressource en eau. Un dossier sensible en Bretagne... pour cet énarque (promotion Guernica) d'origine bretonne.

► **Ouest**  
**Denis Fissolier nouveau président de la Fedécom**  
Denis Fissolier, directeur de la compagnie générale immobilière (CGIE), vient de prendre la présidence de la Fedécom, Fédération des groupements du commerce, prenant la suite de André Bedel, dirigeant du groupe de bijoutiers Oriades. La fédération, qui réunit 15 groupements, a été créée en décembre 1996 pour faciliter la coopération et les échanges entre les professionnels (1 200 points de vente, 4 000 emplois, 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires).

## Economie

### Le guide des salons et foires 2000 est paru

Salons et foires de Bretagne et des Pays de la Loire vous intéressent ? Les 240 manifestations prévues cette année sont recensées dans le nouveau guide « Foires et salons 2000 » ainsi que diverses informations : dates, lieux, surfaces d'exposition, coordonnées des organisateurs, nombre de visiteurs et d'exposants... Prix : 180 F. S'adresser à la Chambre de commerce et d'industrie.

## Revue de l'Ouest...

● **Le retour de la grande Normandie**  
« A une très large majorité (65 %), les Normands optent pour la réunification de la Haute et de la Basse-Normandie selon un sondage réalisé en novembre par BVA à l'initiative du groupe de presse Méaulle... 85 % des personnes interrogées pronostiquent le dynamisme en cas de réunification et le déclin si l'on maintient le statu quo... Comment a-t-on pu laisser faire le découpage, il y a presque trente ans, d'une des régions que les Français identifient le plus ? A gauche comme à droite, c'est la même réponse : à cause de Jean Lecanuet et de Michel d'Ornano, deux monstres sacrés de la vie politique normande. D'Ornano protégeait son fief ; Lecanuet concevait la Seine-Maritime comme la fenêtre de l'Île-de-France vers la mer. La Basse-Normandie le gênait. Le jacobinisme pompidolien était aussi à l'œuvre... Ce découpage, totalement technocratique, a été fait aussi pour mettre un frein à la renaissance du mouvement régionaliste. »  
**Le Monde, 18 janvier.**

● **Luc Guyau jaloux du succès médiatique de José Bové**  
« Rélu deux fois à la tête de la FNSEA, Luc Guyau (exploitant agricole en Vendée, ndlr) préfère se faire photographier devant ses vaches que dans le triste costume de l'homme d'appareil parisien. Militant des champs, rompu aux jeux politiques des villes, il croyait avoir réussi à démontrer qu'on pouvait réussir la synthèse entre la défense de la grande agriculture exportatrice et la prise en compte des attentes des consommateurs. Jusqu'à ce que le ciel bleu des photos bucoliques lui tombe sur la tête sous la forme du très médiatique José Bové. Le Larzac et la « mal bouffe » font plus facilement un tabac que les problèmes du lait ou des relations avec la grande distribution. La moustache de l'un supplante le collier de l'autre dans les magazines qui n'aiment qu'une agriculture : celle des beaux clichés. »  
**Les Echos, 14 janvier.**

● **Thierry Jean-Pierre épingle Elisabeth Guigou**  
« Nous demandons une grande réforme de la justice, complète et cohérente. Quand on vote sur l'indépendance des juges, on ne peut pas ne pas voter en même temps sur leur responsabilité. Quand on vote sur la présomption d'innocence, on ne peut pas ne pas voter sur le secret de l'instruction. Ce que nous reprochons à madame Guigou, c'est une méthode de travail. Alors qu'il est très important, ce texte constitutionnel sur le Conseil supérieur de la magistrature ne va probablement pas être voté uniquement pour des motifs politiques et c'est consternant. »  
**Ouest-France, 14 janvier.**

● **« L'effet tempête » : Voynet en baisse... Villiers en hausse**  
« La tempête et la marée noire n'ont produit aucun effet sur la cote de Jacques Chirac, malgré ses efforts pour témoigner sa sympathie aux Français (sondage Ipsos-Le Point). Lionel Jospin, lui, gagne trois points et passe devant le président... La véritable victime de la marée noire est, sans surprise, Dominique Voynet, qui paie de cinq points ses malheurs. L'omniprésence de Philippe de Villiers sur le front de la catastrophe pétrolière lui rapporte deux points. »  
**Le Point, 14 janvier.**

# Paris nous prend pour des ploucs!



LA POLICE DE LA PENSÉE.

Allo! TÉLÉRAMA?... On a trouvé un Breton en train de lire une histoire de Bretagne dans un quotidien breton... Qu'est-ce qu'on fait?

## Histoire de la Bretagne Comment Télérama manipule la réalité et ses lecteurs



**L'**article sur l'histoire de la Bretagne en bande dessinée est paru sur trois pages dans le numéro de Noël de *Télérama* (22 décembre) qui s'ornait en une d'un enfant Jésus et d'un titre : *2000 ans d'art chrétien*. Il faut dire que le magazine de télévision appartient au puissant groupe des Publications de la Vie catholique fondé par Georges Hourdin qui a toute sa vie essayé de faire coïncider sa religion avec ses choix politiques de gauche.

L'amour en façade, la haine à l'intérieur. Dans l'article en question, après avoir souligné que Reynald Secher et René Le Honzec, les auteurs de la bande dessinée, ont « pris soin de s'appuyer sur un grand nombre de documents et d'archives », *Télérama* affirme d'emblée qu'ils auraient commis « un certain nombre d'erreurs et d'omissions dont il est difficile de croire qu'elles sont le seul fruit du hasard ». Nous sommes prévenus, cette histoire de Bretagne est inexacte et orientée. Diantre!

« Quelques exemples choisis dans la période contemporaine suffisent pour s'en convaincre », dit ce journal. Pour nous simplifier la tâche sans doute, *Télérama* a choisi d'analyser un seul tome sur les huit parus; puisque cela suffit à *Télérama*, il faudra donc s'en contenter.

### A 5000 morts près...

Première attaque du magazine : la BD ose prétendre qu'on ne connaît pas précisément le nombre de morts de la Première Guerre mondiale, mais cite le chiffre de 130 000, assorti d'un point d'interrogation. « Faux, le chiffre est connu, il est compris entre 125 000 et 130 000 », assène le magazine télé qui accuse Secher et Le Honzec de « relayer le discours classique des nationalistes bretons qui ont toujours cherché à accréditer l'idée d'une Bretagne particulièrement sacrifiée (par la France) au cours de la Première Guerre mondiale ». En fait, aucun historien n'est encore cer-

**Une fois de plus Paris nous prend pour des ploucs. Un article de Télérama salit l'Histoire de la Bretagne en BD publiée par Ouest-France et ses auteurs. Un cas d'école de manipulation et de dialectique subversive. Un beau travail de sape.**

tain du chiffre. Jusqu'au milieu des années soixante-dix les ouvrages d'histoire parlaient de 250 000 morts. Aujourd'hui, les évaluations les plus sérieuses donnent des estimations autour de 130 000 morts. Une brochure éditée par le Centre régional de documentation pédagogique *Bretagne, une histoire*, parle « d'au moins 130 000 morts parmi les soldats bretons, soit 22 % des mobilisés pour une moyenne française de 16 % », un supplément historique du *Télégramme* évoque, lui, 134 000 morts. Et visiblement le chiffre est parfaitement connu de *Télérama*... à 5 000 morts près.

Mais c'est la Seconde Guerre mondiale qui excite vraiment la plume du journaliste de *Télérama*, qui permet plus facilement de semer le doute et distiller la haine.

Selon ce journal, la bande dessinée commet un crime de « lèse-parti communiste » en indiquant son entrée en résistance contre les

nazis, seulement en juin 1941, à la suite de la rupture du pacte germano-soviétique. C'est pourtant la pure vérité. Qu'il y ait « des dirigeants » qui aient appelé à la résistance et que l'on trouve « des traces » de la résistance communiste dès l'été 1940, comme l'indique prudemment *Télérama*, sans doute, mais rien de façon officielle et organisée avant juin 1941. Les engagements de *Télérama* et de *L'Humanité* sur ce point sont significatifs de cette manipulation historique et idéologique qui tente de faire oublier les mauvais souvenirs du temps où communistes et nazis étaient alliés, et ainsi nous faire croire qu'il y avait d'un côté les bons militants, résistants et de gauche, et de l'autre les salauds, collabos et de droite et militants bretons. Mais la vérité est toujours un peu plus compliquée que les slogans...

### Calomniez, calomniez...

La bande dessinée ne cache rien de cette triste période, pas même l'existence des mouvements bretons pro-allemands, voire carrément criminels au service des nazis, ce qui est d'autant plus remarquable pour un auteur que *Télérama* soupçonne et accuse par ailleurs d'être un nationaliste breton. Les juifs ne sont pas oubliés, contrairement aux accusations de ce journal, l'ouvrage signale les 224 déportés juifs parmi 3 763 déportés en Bretagne, ajoutant que la moitié ne reviendra pas des camps. Signalons tout de même que c'est Reynald Secher lui-même qui s'inquiétait, dans un livre publié il y a une dizaine d'années déjà, des risques d'oubli de la Shoah, et que c'est lui encore qui a écrit un ouvrage sur la résistance bretonne.

Deux dessins (sur 340 dans le tome VII et environ 3 000 sur les huit tomes) sont, pour le journaliste de *Télérama*, la révélation du crime. L'un rappellerait « l'iconographie antisémite d'avant-guerre ». « J'ai simplement dessiné, comme je l'ai fait à plusieurs reprises dans ce tome et le précédent, un vieux rentier parlant des pêcheurs et des paysans qui porte le calot d'intérieur que les bourgeois portaient au XIX<sup>e</sup> siècle et début du XX<sup>e</sup>, et que l'on peut voir dans

« un Laurel et Hardy », explique le dessinateur René Le Honzec, « choqué par tant de mauvaise foi ». L'autre dessin incriminé représente une cérémonie du PNB, parti collaborationniste breton. Machiavélique, le dessinateur aurait « opportunément recadré » une photo d'époque pour y enlever les saluts au drapeau. « C'est ridicule, je n'ai pas repris une photo pour la recadrer, j'ai utilisé plusieurs photos représentant des réunions du PNB, dont celle évoquée par Télérama, pour réaliser une création d'historien et d'artiste. Je signale d'ailleurs, puisqu'on nous suspecte d'être de vilains militants bretons, que je ne cache même pas la présence du drapeau breton présent lors d'une réunion du PNB et qui n'était pas sur la photo que souhaitait Télérama... »

**De grâce, arrêtons le délire !**

Le reste de l'article est consacré à casser du sucre sur le dos de Reynald Secher en reprenant pour mot les accusations qui traînent dans les tiroirs de la police de la pensée depuis des années, et que l'on ressort à chaque campagne de propagande. Après avoir signalé qu'il fut candidat sur une liste municipale UDF-RPR rennaise, on le soupçonne du pire. Citons la phrase : « Il est par ailleurs présenté par certains comme faisant partie du Cercle Renaissance (ce qu'il dément farouchement) et aurait participé aux après-midi du livre du Cercle Horizon (ce qu'il dément également), deux associations largement investies par l'extrême droite. » Admirable ! Le journaliste de Télérama aurait pu ajouter « A ce qu'on dit au café du commerce, il aurait tué père et mère (ce qu'il dément), il aurait participé au putsch d'Alger (ce qu'il dément également), il aurait aussi été l'adjuvant de Barbie (ce qu'il dément toujours) »...

Sont mis à contribution pour cette besogne quatre universitaires de gauche, dont trois sont les ennemis déclarés de l'auteur de la BD et l'ont systématiquement attaqué et exclu d'université. La plupart, pas tous, sont reconnus comme de bons historiens, mais pas forcément de la période qui intéresse Télérama, et plusieurs sont réputés pour leur sectarisme ou leurs opinions très à gauche\*. On s'étonne de trouver parmi eux Jacqueline Sainclivier, de gauche modérée, que l'on dit candidate à la présidence de son université rennaise et qui fait ici un faux pas assez maladroit.

Comme disait un écrivain français : « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose »...

Vincent COMBEUIL

\*L'un d'eux a réussi à caser un éloge de la classe ouvrière dans un ouvrage sur le XVI<sup>e</sup> siècle... Un autre, particulièrement antichrétien, a même refusé de tenir une réunion culturelle dans un local breistrois, pour la seule raison qu'il appartenait à une université catholique...

Au-delà d'une simple bande dessinée, c'est une campagne de presse bien orchestrée

# Les dessous d'une campagne de presse

L'article de trois pages publié dans le magazine *Télérama*, critiquant violemment la bande dessinée historique réalisée par Reynald Secher et René Le Honzec et publiée dans les colonnes de *Ouest-France*, n'est qu'un élément d'une campagne de presse qui paraît bien organisée.

Quelques semaines plus tôt, d'autres attaques étaient portées par le même journal contre *TV Breizh*, le projet de télévision bretonne de Patrick Le Lay, et les écoles de langue bretonne Diwan. Quelques magazines comme *Le Nouvel Obs* ou *L'Express*, ou des journaux militants tels que *Charlie-Hebdo*, *Golias* ou *l'Humanité* ont participé eux aussi à cette campagne de presse.

**Critiques...**

En gros, ces journaux défenseurs autoproclamés des Droits de l'homme nous disent : méfiez-vous de l'identité bretonne et des régionalistes bretons, ce sont d'affreux fascistes, racistes, extrémistes. D'ailleurs, ils étaient déjà collabos pendant la guerre, alors... J'oubiais le pire : ces Bretons sont bien sûr intégristes et membres de l'Opus Dei comme chacun sait. L'horreur quoi.

La campagne de presse, qui traîne de façon rémanente dans ces journaux, s'est vigoureusement réactivée lors du débat sur la ratification de la charte des langues minoritaires il y a quelques mois. Il suffit dans l'Ouest d'un journaliste d'extrême gauche et d'un universitaire pour nourrir cette presse qui s'autoalimente avec quelques accusations reprises indéfiniment.

Une attaque paraît à Nantes en octobre 1999, elle est reprise et amplifiée par le bulletin du réseau Voltaire, association regroupant les mouvements d'extrême gauche et laïques qui a milité pour le Pays et dans laquelle sont fortement représentés des éditeurs pornographiques.

Dans ce bulletin, *Ouest-France* apparaît à une « association religieuse, émanation de la démocratie chrétienne » (?). Plus loin, le travail de Secher et Le Honzec est décrit comme une « réécriture mythique de l'histoire, dans une perspective contre-révolutionnaire ». La bande dessinée serait même une « réhabilitation des collaborateurs » bretons. La thèse de Reynald Secher sur le génocide vendéen

qualifié de « mythe » aurait servi de base à l'écriture du texte du spectacle du Puy du Fou. Or, le spectacle a démarré 7 ans avant la thèse... Tout y passe. Tout et n'importe quoi. Voilà ce qui sert à alerter les rédactions et militants amis !

« Ce qui les gêne, c'est justement le sérieux du travail de Reynald Secher. Sa thèse sur la Vendée représentait un travail énorme de recherche et d'analyse. Pour la première fois, quelqu'un démontrait l'ampleur des conséquences humaines et matérielles des massacres opérés en Vendée. Reynald Secher a fait faire un grand pas à l'historiographie de cette période. » Les propos sont de quelqu'un qui connaît particulièrement bien le travail de Reynald Secher, il s'agit de son directeur de thèse d'histoire, le professeur Jean Meyer.

**... et indignation**

Chez les responsables d'organismes culturels en Bretagne, c'est l'indignation. « Il s'agit d'une véritable chasse aux sorcières ! déclare Emmanuel Salmon-Légagneur, président de l'Association Bretonne. Je trouve que la bande dessinée est remarquable, objective, précise et exacte, et l'initiative de *Ouest-France* de la publier tout à fait excellente. » Même ton chez Per Denez, président du conseil scientifique de l'Institut culturel de Bretagne : « Secher est un garçon honnête, courageux, compétent qui réussit ce qu'il fait. Il a déclenché la colère des jacobins dont les critiques ne sont plus du domaine de la raison, mais de celui du dogme, comme pour l'affaire Galilée. Globalement, c'est excellent, un très bon travail qui ne néglige aucun aspect et n'est pas partisan. »

« C'était un projet énorme, fou, souligne Bernard Le Nail, directeur de l'Institut culturel de Bretagne, dont beaucoup avaient rêvé mais que personne avant Reynald Secher n'avait osé tenter. Cette BD est à mon avis très équilibrée. » « Jamais auparavant on avait permis au grand public de connaître son histoire », ajoute-t-il, ainsi que Per Denez et Emmanuel Salmon-Légagneur qui se souviennent avoir découvert l'histoire de la Bretagne très tardivement, parce qu'elle n'était pas enseignée à l'école.

« Pourquoi les Bretons devraient-ils porter éternellement cette accusation de collaboration qu'une petite minorité d'entre eux a pratiquée, comme dans toute la France, s'insurge

c'est l'affirmation de l'identité bretonne qui est visée parée au nom du centralisme triomphant.

Bernard Le Nail. Je rappelle que 40% des effectifs de la France Libre en 1940 étaient bretons, et encore un tiers deux ans plus tard, mobilisation que le général De Gaulle a saluée; que la Bretagne a donné de grandes figures de la résistance; qu'un mouvement de résistance Sao Breizh a existé très tôt à Londres. Patton lui-même a félicité les maquis bretons pour avoir fait gagner plusieurs semaines de guerre. Nous nous sentons héritier de cet esprit de résistance, y compris aujourd'hui face aux jacobins. »

Non, la Bretagne et son renouveau culturel et identitaire ne sont pas de ferments d'ex-



Bernard Le Nail, directeur de l'Institut culturel de Bretagne. « Nous nous sentons héritiers de cet esprit de résistance, y compris aujourd'hui face aux jacobins. »

langues minoritaires. Face à la mondialisation, nous voulons avoir les pieds bien accrochés au terrain, dans cette culture populaire écrasée pendant si longtemps, sinon c'est le nivellement total. Le complexe breton est tombé et c'est bien ce qui gêne les tenants du jacobinisme, cette intelligentsia parisienne qui est dans le système. Et qu'on arrête de nous suspecter de droitisme. Le mouvement breton est plutôt à gauche, depuis longtemps et les élus de gauche sont dans l'ensemble antijacobins, sauf Pierre Maille. D'une famille de résistants, je suis moi-même élu dans l'opposition de gauche à Alain Madelin à Redon. » Bref, le ras-le-bol. « Tout ça commence à me casser les pieds. Nous avons envie d'être reconnus tels que nous sommes. Nous avons le droit d'exister ! »

**La peur du séparatisme !**

Est-ce la peur du séparatisme qui raidit ces jacobins qui aimeraient bien que les Bretons se contentent de leurs festou-noz et de leur musique ? « C'est une chimère, poursuit Bernard Le Nail. Je constate que les Bretons ne sont pas séparatistes; ils remettent seulement en cause les relations entre la région et l'Etat. La Bretagne est d'ailleurs depuis des décennies le ferment de l'action régionale. Dans les années cinquante, le Celib fut le premier exemple de comité d'expansion. En 1969, quand De Gaulle a voulu parler de régionalisation, c'est à Quimper qu'il l'a fait. Puis, Mitterrand a repris ces thèmes avec des gens comme Charles Josselin, Louis Le Penne et Jean-Yves Le Drian. En 1977, Giscard avait tenté de réagir en annonçant une "politique nouvelle" lors d'un discours à Ploermel, où il parlait des langues régionales et de la richesse de la diversité. Une charte culturelle pour la Bretagne a été lancée qui a eu le mérite de changer l'état d'esprit de pas mal d'élus vis-à-vis de la culture régionale. Devenu président de la République, Mitterrand a lancé la régionalisation et en 1982 fut passée une convention de développement culturel dont sont sortis l'agence culturelle et technique, l'Institut culturel de Bretagne et le Conseil culturel de Bretagne. »

« Dans cette France, pays des Droits de l'homme, conclut Bernard Le Nail, nous devons offrir une société donnant les mêmes chances à tous. Or, nous sommes sous la coupe d'une caste composée de gens de la

bourgeoisie parisienne qui sortent des grandes écoles et qui se satisfont très bien du système actuel. Or, dans le projet collectif qui permettrait de dépasser les égoïsmes, la région peut être cet espace culturel collectif où les initiatives peuvent naître. » ● V.C.



Reynald Secher, auteur de l'« Histoire de la Bretagne » en BD

# « Il faut faire tomber le mur de Berlin intellectuel qui existe en France »

Depuis 15 ans, Reynald Secher subit l'insulte, le rejet, l'opprobre. Pourquoi ? A-t-il tué, violé, volé ? Non. Il a simplement écrit une thèse historique sur l'extermination des Vendéens pendant la Révolution française. Travail historique remarquable qui a fait avancer l'historiographie de cette période et qui a été salué par un doctorat d'Etat en lettres et sciences humaines avec la mention très honorable décernée à l'unanimité par un jury composé de sommités comme Pierre Chaunu, Jean Tulard, ou Jean Meyer. Mais alors, pourquoi tant de haine ?

La seule raison est que la révolution française est un tabou qu'un certain nombre d'idéologues refusent d'étudier de façon sereine. N'est-ce pas là une forme de révisionnisme ?

Oui, la Révolution française a éradiqué sciemment une partie du peuple français de façon systématique, organisée et pour des raisons idéologiques. L'utilisation du mot génocide a été certains sous prétexte que ce mot était dédié au peuple juif victime de la Shoah. Le Larousse indique pourtant à génocide : « crime commis dans l'intention de détruire un groupe humain, national, ethnique, racial ou religieux ». N'est-ce pas ce qui est arrivé à la Vendée en 1793 ? Qu'on change le mot s'il le faut, les réalités demeurent.

Jamais contredit sur le fond, Reynald Secher a été saisi et interdit d'université. C'est très dommage pour les étudiants, mais réjouissant pour les milliers de lecteurs qu'il a réussi à toucher grâce à son dynamisme, son intelligence, sa puissance de travail. Il est très probablement aujourd'hui l'historien le plus lu en France, et bien évidemment cela doit agacer quelques universitaires qui souffrent de leur confidentialité.

Reynald Secher nous révèle ici pour la première fois les méthodes qu'on lui a opposées et ce qu'il a subi depuis 15 ans.

Les propos tenus à votre égard par « Télérama » bouleversent la Bretagne. Quelle est votre réaction ?

Je sais que beaucoup de Bretons sont choqués mais je dois reconnaître que, personnellement, j'ai une certaine habitude d'être traité de la sorte, tant par certains universitaires qu'une certaine presse, et ce, depuis 1986.

Comment expliquez-vous cette hargne ?

En 1985, soit 4 ans avant la célébration du bicentenaire, j'ai commis un crime suprême, mais je ne l'ai compris qu'après, c'était de faire ma thèse de doctorat d'Etat, à Paris IV Sorbonne, sur la Vendée, et plus précisément sur l'extermination des Vendéens, en révélant les lois et les divers textes d'accompagnement, les méthodes utilisées et les bilans et, bien entendu, le « mémoricide » commis. C'était, évidemment, ni un travail idéologique ni un travail polémique contrairement à ce qui a été proclamé haut et fort, mais une froide analyse du drame vendéen : la critique est une chose, la diffamation une autre.

Je n'avais pas du tout mesuré que ce sujet était inacceptable pour bon nombre de jacobins et de professeurs qui ont toujours occulté, donc de fait nié, cette terrible vérité, vérité insoutenable pour l'histoire officielle.

Un des membres de votre jury, le professeur Pierre Chaunu, de l'Institut, était très lucide à cette époque puisqu'à la fin du rapport de soutenance, il écrit : « c'est donc à l'unanimité et sans l'ombre d'une hésitation que le jury couronne ce beau travail d'une mention très honorable bien méritée. Ce travail sera bientôt publié. Nul ne peut douter que le succès qu'il remportera vaudra à son auteur la haine de ceux qui voient petit et pensent sur commande. C'est dire que la carrière de Monsieur Secher dans l'enseignement supérieur, où il a sa place, sera selon toute vraisemblance, efficacement entravée par ceux qui sont, comme chacun sait, *offrés* en la matière ». Terrible prémonition !

Il faut dire qu'une semaine avant la soutenance, mon appartement avait été « visité » et mes thèses volées. Deux jours plus tard, j'ai été l'objet d'un chantage que j'ai refusé. Un jour, je raconterai précisément ce qui s'est passé. Ceci dit, je ne croyais pas du tout que cela fut possible et je dois dire, et je regrette, qu'il avait raison.

La soutenance s'est cependant bien déroulée, non ?

Parfaitement, avec un jury exceptionnel de 7 historiens réputés. Tout a commencé avec la publication de ce travail aux PUF, et plus précisément après mon passage à *Apostrophe*, en juillet 1986. Après, ça a été l'inimaginable : appels téléphoniques anonymes, parfois très menaçants, agressions physiques, insultes, articles de presse qui assimilaient mon travail à celui des révisionnistes, propos très durs et parfois diffamants de certains professeurs d'université à mon égard aux étudiants ou à l'occasion de colloques relatifs à la Révolution.

Colloques dont j'ai été systématiquement écarté en France bien qu'étant un des spécialistes de la Vendée, alors qu'à l'étranger j'étais invité un peu partout.

J'étais inquiet d'autant que l'on commençait à s'en prendre à ma famille, y compris à ma grand-mère qui m'avait élevé et qui avait à l'époque 80 ans. A l'école où j'enseignais, c'était devenu infernal : j'ai été acculé à la démission et je me suis retrouvé au chômage.

De tels agissements ne sont faits que pour nuire et c'est très efficace, croyez-moi. Tout est ainsi rendu difficile. Même après des années, me faire traiter ainsi continue à me bouleverser.

Mais vous ne pouviez pas réagir ?

Que vouliez-vous que je fasse ? J'étais devenu un bouc émissaire sans droit de réponse et, devant moi, il y avait une pléiade de professeurs en poste. Qui plus est, je me refusais à entrer dans cette logique déshonorante qui de toute façon n'aurait fait qu'attiser l'incendie.

J'ai tout de même écrit au président de la République François Mitterrand pour lui demander de faire cesser ces calomnies, car à la suite de la parution de mon ouvrage que la maison d'édition lui avait expédié, il avait eu la gentillesse de m'écrire. Je lui racontais en quelques mots mes problèmes en lui demandant d'intervenir. Je n'en pouvais plus et je craignais pour ma femme. D'ailleurs, les choses se sont calmées pendant un temps.

Vos candidatures dans les universités françaises ont toutes été refusées malgré vos travaux et vos diplômes, pourquoi ?

J'adorais l'enseignement et je ne pouvais

pas m'imaginer que l'université, lieu théorique d'échange d'idées par excellence, soit sectaire à ce point. L'université recrutée par cooptation et pendant 10 ans, je me suis échiné à me présenter jusqu'au jour où, pour la énième fois, un membre d'un jury, devant lequel je m'étais présenté, m'a pris à part en me disant de renoncer « car je ne pensais pas comme il fallait » : alors j'ai arrêté.

Mais vous avez continué à écrire des documentaires vidéo, des romans historiques et des ouvrages d'histoire ?

J'aime écrire et, à ce niveau, je n'ai jamais eu de problèmes. Certes, tout ce qui est universitaire ou affini m'est interdit mais, par contre, j'en ai jamais eu de difficulté avec les revues indépendantes ou les éditeurs non politisés, français ou étrangers.

Etiez-vous prévenu que l'article de Télérama allait paraître ?

Quelques jours plus tôt, ce journaliste m'avait téléphoné et soumis à une addition de questions très désobligeantes et partisanes qui reprenaient un article odieux paru quelques semaines plus tôt dans un bulletin militant et signé, semble-t-il, par un pseudonyme. L'auteur allait très loin puisque, entre autres, il niait mes diplômes d'historien et reprenait à son compte les diffamations déjà citées. Ce qui me surprenait chez ce journaliste de *Télérama*, c'était la perversité des questions et si je m'attendais à un article décapant, je ne croyais pas à une telle infamie. Je veux bien être traité d'anti-jacobin parce que, c'est vrai, je refuse la lecture jacobine de l'histoire, mais tout le reste m'est odieux.

Quelle a été votre réaction ?

C'était l'horreur. Le catchemar vécu quelques années plus tôt recommençait dans les mêmes termes d'autant plus menaçants que quelques minutes plus tard un anonyme m'insultait au téléphone. Cela peut vous étonner mais j'ai été submergé par l'émotion et j'ai pleuré.

Sur le moment, l'idée de l'exil s'est imposée à moi. Puis, le soir même et pendant 4 jours, les coups de fil d'amis, de relations, d'inconnus de tous horizons, de tous milieux, se sont succédés, et c'était toujours la même indignation. Paradoxalement, c'était moi qui les rassurais tout en tentant de leur faire prendre



Reynald Secher, auteur avec René Le Honzec de l'histoire de Bretagne en bande dessinée, énorme travail de vulgarisation historique.

mentale de Noyal-sur-Vilaine, commune où je réside, ou que l'on distribue l'article de *Télérama*. Qu'on l'attaque pour des raisons objectives, c'est la règle du jeu, mais pas à partir de telles ignominies. Je trouve tout aussi inadmissible qu'un journaliste téléphone à mon fils de 6 ans pour le faire parler. Je crois que tout ceci est très grave pour la liberté.

A plus long terme, quelles conséquences peut avoir cet article ?

Je crois que c'est l'article de trop lancé par une revue dont ce n'est surtout pas le rôle et qui s'est disqualifiée d'autant qu'elle a révélé son inféodation. Cependant, et c'est dire sa méconnaissance de la Bretagne, elle s'est lourdement trompée de stratégie car, à travers moi, c'est à tout un peuple qu'elle s'est attaquée et à des principes fondamentaux de notre démocratie comme le droit à l'information et surtout le droit d'accès à son histoire. Ce que je trouve d'extraordinaire dans cette aventure, c'est la réaction des Bretons dans leur majorité qui disent non devant de telles méthodes.

Je crois qu'il faut faire tomber le mur de Berlin intellectuel qui existe en France et qui nous fait croire, entre autres, qu'il n'y a qu'une seule pensée dans notre pays, pensée énoncée et gérée par ceux qui nous ont les structures. Je vous assure qu'ensemble nous pouvons faire beaucoup de choses, d'autant que l'Europe est là avec un immense espoir tandis que le jacobinisme est remis en cause, à gauche comme à droite.

Occupé à vos travaux historiques, n'avez-vous pas finalement sous-estimé les haines politiques de certains ?

Je n'aurais jamais pensé qu'une histoire de la Bretagne en bandes dessinées allait déclencher de telles attaques, comme d'ailleurs il y a 15 ans je n'aurais jamais imaginé que ma thèse sur la Vendée aurait eu de telles conséquences. Quoi qu'il en soit, et je peux vous paraître naïf, je ne crois pas qu'il existe une histoire de droite et une histoire de gauche. Je crois qu'il existe des gens de droite et des gens de gauche et qu'il n'y a qu'une seule histoire, même si celle-ci n'est pas toujours facile à reconstituer, celle des faits et des hommes, et moi je suis historien.

Propos recueillis par Vincent COMBEUIL

conscience des raisons qui animaient *Télérama* et ce journaliste.

A *Ouest-France*, tout le monde était scandalisé. Le rédacteur en chef, Didier Pillet, historien de formation, a été très accueillant et très réconfortant tout en essayant de comprendre.

Et maintenant, vous réagissez. Pourquoi ?

Au-delà de mon honneur, il y a ma famille, puisque de nouveau, comme il y a 15 ans, on m'agresse par ce biais. Je trouve, par exemple, inadmissible que des élus d'opposition profitent de cette occasion pour faire campagne contre ma belle-mère, maire majorité départe-



## Dossier à la une

**Le grand quotidien Rennais a entrepris la publication des 8 tomes de l'histoire de la Bretagne en bande dessinée. « Scandalisé » par le procès qui lui est fait, Didier Pillet entend ne pas se laisser intimider.**

Didier Pillet, rédacteur en chef de Ouest-France

# « Ce qui a été dit est fallacieux, injurieux et infamant »

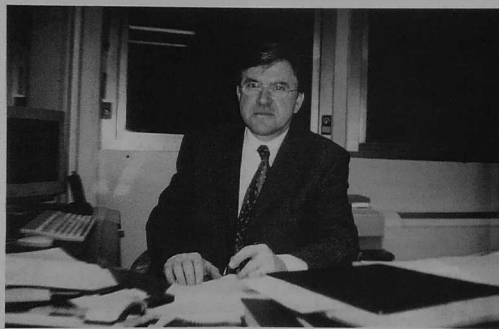
**C**omment et pourquoi « Ouest-France » a décidé de publier chaque jour une planche de cette « Histoire de la Bretagne » ?

Je veux rappeler tout d'abord que ce journal a été créé par des gens de la région dont le souhait était de faire participer les lecteurs aux débats qui sont les leurs. Il est un instrument de promotion au service des gens et de la région. C'est tout notre boulot de journalistes locaux. Nous sommes établis sur une grande région composée de la Bretagne, de la Normandie, des Pays de la Loire, des régions qui ont leurs identités propres qu'il convient de mettre en valeur. Nous sommes un outil d'ouverture au service des petites communautés dans lesquelles nous sommes ancrés. La publication de cette BD, c'est une manière de suivre ces objectifs. Cela fait partie de la connaissance, du débat que nous devons à nos lecteurs. Ils sont suffisamment adultes et éclairés pour s'approprier leur histoire.

« Ouest-France » ne s'est pourtant jamais beaucoup fait remarquer par son engagement régional ou régionaliste.

Je vous fais remarquer que les pages région existaient à Ouest-France avant même la création des régions administratives. Nous avons été des militants de la région, avec sans doute plus de raison que de passion. Notre pays est fort de toutes ces richesses-là. Mais la France a souvent peur d'elle-même. En même temps, nous avons toujours montré notre attachement à la France.

Alors, bien sûr, dans l'histoire bretonne comme dans toute la France, il y a eu des fractures dont certaines sont encore douloureusement ressenties. Qu'il y ait eu des collaborateurs en Bretagne pendant la guerre, c'est un fait, et la BD ne le cache nullement, mais il s'agissait d'un groupe assez restreint. Les ja-



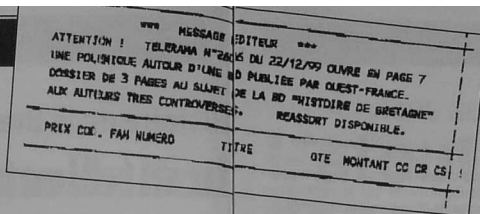
Didier Pillet, rédacteur en chef de Ouest-France : « Nos lecteurs sont suffisamment adultes et éclairés pour s'approprier leur histoire. »

cobins se sont toujours servis de cela pour jeter le discrédit sur toute cause régionaliste. Or, nous pensons que notre journal est là pour relier les gens plutôt que les opposer. Conscient de son rôle, Ouest-France a toujours assuré la promotion de la démocratie.

**Que pensez-vous du travail historique mené par Secher et Le Honzec dans cette bande dessinée ?**

Je l'ai découverte quand elle était en librairie et j'ai trouvé que c'était un instrument remarquable pour permettre aux gens de prendre connaissance de leur histoire. Etant historien de formation, je ne suis cependant pas étonné que ce travail soit discuté comme tous les autres ouvrages historiques. Je ne veux pas rentrer dans le débat sur les hommes,

je ne choisis pas l'opinion de mes interlocuteurs ; comme nous ne recrutons jamais un journaliste en demandant quelles sont ses convictions. Cela dit, je suis scandalisé par ce qui est dit à propos des auteurs. Je m'étais renseigné auprès de Jean Meyer, professeur d'histoire et qui fut le directeur de thèse de Reynald Secher ; il m'a confirmé combien c'était un chercheur très consciencieux, rigoureux et qui avait mis au jour des documents inédits. Qu'on le conteste sur tel ou tel point, pourquoi pas, mais qu'on l'insulte comme on l'a fait, qu'on empêche son entrée à l'université depuis 1986, qu'on laisse traîner des soupçons de négationisme, de révisionnisme, c'est une infamie. Même si son utilisation du mot génocide pour parler des guerres de Vendée a pu choquer, il reste néanmoins suffisamment un démocrate et un ré-



Message adressé par Télérama aux marchands de journaux : « nous lançons une polémique », sous entendu : ça va vendre ! ». Mais le journal est allé trop loin et de nombreux lecteurs ont annoncé qu'il arrêtaient leur abonnement à ce journal.

publicain. Il faut lire à ce sujet son livre *Juifs et Vendéens*. Mais c'est vrai que, pour certains, l'histoire commence à la Révolution française. Or dans sa thèse sur la Vendée, Reynald Secher a déboulonné quelques mythes. Je trouve que, même s'il a pu gommer quelques aspérités, son *Histoire de la Bretagne* est très consensuelle. C'est pourquoi je trouve que ce qui a été dit contre lui et son travail est fallacieux, injurieux et infamant.

**Cette attaque violente de « Télérama » est-elle une simple opération commerciale, une charge contre « Ouest-France », ou bien une campagne de presse contre l'idée régionale ?**

Depuis la discussion sur la charte des langues régionales, *Télérama* s'est élevé à plusieurs reprises contre la culture bretonne. C'est l'illustration des tensions fortes qui existent entre régionalistes et jacobins, soutenues par une intelligentsia parisienne qui fait fausse route. Quand on voit comment l'Etat a échoué en Corse, je dis : bravo les jacobins, continuez avec les vieux schémas tendancieux !

Y a-t-il d'autres motivations plus mercantiles ? J'ai appris que les diffuseurs de presse avaient tous été avertis que *Télérama* « lançait une polémique » sur le sujet. Je constate par ailleurs que, contrairement à sa légère progression dans le reste de la France, ce journal est en baisse de près de 2 % en Bretagne...

**Alors, vous continuez à publier cette bande dessinée ?**

Et comment ! Ils ne vont tout de même pas nous interdire de la faire ! Il s'agit de la liberté de penser et d'agir en offrant à nos lecteurs un outil, parmi d'autres, de connaissance d'eux-mêmes et de la France. Vincent COMBEUIL

## Le retour des vieux démons

**On attendait le « bogue ». Ce fut la tempête qui advint... et, avec les flots déchaînés, le mazout tueur d'oiseaux et souilleur de côtes. Cette fois-ci, contrairement à 1987, l'ouragan a eu le mauvais goût de s'en prendre à l'Île-de-France, Paris ayant été décoiffé, c'est le climat de la planète tout entière qui est mis en accusation... !**

**D**écidément, il n'est pas mort le « séparianisme » ! Non seulement il survit à l'europanisation, à la mondialisation, à l'américanisation, mais il puise de nouvelles forces dans son terreau de prédilection : le centralisme politique social et culturel français : le jacobinisme.

La conduite admirable mais normale des techniciens d'EDF des lignards de France-Telecom et des pompiers, a déchaîné un *Je Deum* envers le service public. C'est justice en revanche, abus et mystification, c'est d'en faire un hymne à la gloire de l'Etat centralisé et du modèle jacobin. Entreprise publique, EDF n'est pas l'Etat. C'est encore plus vrai de France-Telecom. Quant aux pompiers, oublie-t-on qu'ils sont désormais sous la responsabilité conjointe des Départements et des communes ? En revanche, qui a mobilisé les dizaines de milliers de bénévoles pour réparer sur les côtes de Bretagne, des Pays de la Loire et de Poitou-Charentes, du mazout l'irréparable outrage ? Ce ne furent pas les services d'Etat. Ce ne sont pas les ministres de la République qui revinrent visiblement excédés de n'avoir pu achever de bronzer sur les côtes du Pacifique et d'être entraînés maussades, égotant et ergotant sur nos rivages atlantiques.

Depuis plusieurs années, les tenants du jacobinisme et du séparianisme relèvent la tête pour mettre en cause, sous les prétextes les plus divers, éhontés parfois, le régionalisme, la décentralisation et les manifestations d'identités culturelles qui contrarient leur vision uniforme et monocroque de la Nation. On profite

de quelques turpitudes locales, évidemment condamnables, pour dénoncer la paille piquée dans l'œil des « girondins » qui cache les poutres fichées dans celui du cyclope étatique. On dénonce les budgets consacrés par les Départements et les Régions à la reconstruction et à l'entretien d'un patrimoine scolaire de collèges et de lycées transmis en loques aux collectivités locales. On voit la République menacée par la pratique publique de langues régionales. On s'attaque basement, de façon organisée et coordonnée, à une bande dessinée publiée par Ouest-France et, pour la seule raison qu'elle raconte une histoire de la Bretagne obliérée par le pouvoir politique et intellectuel de l'Etat jacobin, on traite ses auteurs de fascistes. En revanche, quand un préfet et des gendarmes deviennent des incendiaires, c'est pour sauver l'autorité de l'Etat.

Le gouvernement en sort grand ! Messieurs les jacobins, séparianistes et sectateurs de la pensée hexagonale unique, la République n'est pas votre propriété. Etymologiquement, c'est la chose de tous. Elle est aussi la nôtre. Nous la servons pour servir, tout simplement. Nous servons pour faire la France d'aujourd'hui et de demain et non pas pour paraître en être le sel, l'esprit et le verbe.

Claude CHAMPAUD



Claude Champaud, vice-président du conseil général d'Île-et-Vilaine.

Claude Champaud est vice-président du conseil général d'Île-et-Vilaine et conseiller régional de Bretagne. Il est également l'auteur d'un pamphlet provincialiste : *Le séparianisme* et d'un livre à la gloire de sa région : *A jamais la Bretagne*.

Dossier à la une

## Inacceptable!

La Datar nous avait prévenus au début des années soixante-dix : elle serait « inacceptable » la France qu'on nous prévoyait pour l'an 2000. On aurait eu beau tenter de résoudre les problèmes de la société française en promouvant la régionalisation, les forces centralisatrices seraient revenues au galop afin de reprendre en main une situation intolérable pour l'unité de l'Hexagone. Je me souviens, pour avoir fait partie de l'équipe de futurologues qui assistait la Datar dans ses premiers essais de prospective territoriale, que ce « scénario de l'inacceptable » n'avait été baptisé comme tel que pour en permettre sa publication. Le délégué de l'époque, Jérôme Monod, ne pouvait pas, en effet, faire admettre aux plus hautes instances de l'Etat qu'il s'agissait d'une vision correspondant à un « scénario tendanciel », analysé comme tel pendant plusieurs mois par de nombreux experts. L'avenir, la réalité d'aujourd'hui est venue démontrer la justesse, dans leurs grandes lignes, de ces prévisions.

Le centralisme fait sans doute partie des gènes de la nation française, car les comportements n'ont guère changé sur ce plan depuis Louis XIV ou Napoléon. Il n'est qu'à regarder la conception des réseaux routiers ou ferroviaires, ou à observer la magie qu'exerce Paris pour tous les Rastignac en mal de réussite et ne rêvant que de « monter à la capitale ». A l'heure de l'Europe, nos voisins s'amusaient d'un mode d'organisation unique qui ne semble plus de mise dans les démocraties avancées. En cette année 2000, c'est à Hanovre que l'Allemagne organise la dernière Exposition universelle du XX<sup>e</sup> siècle. Impensable en France en dehors de Paris!

Ce qui est plus grave, c'est que les phénomènes de concentration excessive génèrent des problèmes et des besoins coûteux. Le Conseil national des économies régionales avait présenté, lors de son congrès annuel de 1992 à Tours, une étonnante enquête sur « les 1000 projets de l'an 2000 » (plus généralement, en fait, l'ensemble des grands projets d'équipement et d'aménage-

ment qui étaient envisagés pour les vingt ans à venir). Ce travail mettait en évidence que chaque fois que l'on prévoyait de dépenser 1 F dans des projets à l'Ouest, on prévoyait de dépenser dans le même temps 2,5 F en Ile-de-France, ce rapport étant même de 1 à 4 pour les équipements d'enseignement, de formation et de recherche et de 1 à 5 pour les équipements culturels, de loisirs et d'accueil. On voyait ainsi se renforcer l'hégémonie parisienne, complétée également par un renforcement des régions frontalières plus proches du cœur de l'Europe.



Jean-Yves Paumier :

« Concentration des hommes et des élites, concentration des investissements et des équipements de prestige... tout est réuni pour que la pensée unique du « médiatiquement correct » soit également centralisée. »

Rejoignant ainsi le « scénario de l'inacceptable » qui indiquait en conclusion, et ceci en 1971 : « Plus que jamais, la France se présente comme formée de deux pays. Alors que jadis il s'agissait de Paris et de la province, puis par la suite de régions développées et de régions moins favorisées, puis dans un passé récent de zones de polarisation et de zones hors polarisation, c'est aujourd'hui d'un côté un territoire entièrement dépendant et ne vivant que de subsides de l'Etat central, de l'autre côté un territoire intégré dans

un large ensemble européen auquel il reste étroitement lié. » Les récents débats sur les contrats de plan Etat-Régions et sur la répartition des fonds structurels européens auraient tendance à accréditer cette vision.

Alors, concentration des hommes et des élites, concentration des investissements et des équipements de prestige... tout est réuni pour que la pensée unique du « médiatiquement correct » soit également centralisée. La condensation dont font parfois preuve certains dossiers sur ces lieux que leurs auteurs continuent d'appeler, comme sous l'Ancien Régime, « la province », témoigne d'une conception qu'on aimerait d'un autre âge. Une reconnaissance minimale des langues régionales ne mettrait pas en péril l'unité nationale; il n'est qu'à regarder chez nos voisins pour s'en convaincre, au lieu de vouloir toujours une décision uniforme mettant à la même enseigne plus d'une centaine de langues ou de dialectes qui n'ont évidemment pas la même légitimité historique. Heureusement, il en est qui soutiennent la diversité, la capacité de penser et de créer en se référant aussi à des valeurs culturelles et patrimoniales spécifiques, le droit à l'expérimentation... Puissent-ils, les uns et les autres, tirer les enseignements du passé et comprendre que les régions ont besoin d'une plus grande autonomie sans que cette émancipation bien légitime ne mette en péril la République.

Je laisserai le mot de la fin à Victor Hugo. « Toutes les forces intellectuelles doivent en effet se réunir aujourd'hui pour lutter contre cette tendance machinale qui précipite tout à Paris, écrivait-il en s'adressant à l'Académie Provinciale de Lyon, ajoutant qu'il serait bon que la pensée jetât des germes sur tous les coins de France, que l'absurde préjugé fût détruit, qui fait de Paris la patrie obligée de tous les citoyens d'élite; et qu'en un mot la France cessât d'avoir son cœur dans sa tête. »

Jean-Yves PAUMIER

Expert en aménagement du territoire  
Président du Comité éditorial

COMMUNIQUE

Entreprise

## Les services aux entreprises de Météo-France L'atout météo dans vos décisions

Dans chaque département, un centre de Météo-France observe, stocke les données pour mieux prévoir le temps et concourir à la sécurité des personnes et des biens. Toutes ces informations, transmises par les 12 départements de Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie, sont centralisées et archivées à la Direction interrégionale, basée à Rennes Saint-Jacques-de-la-Lande. « La météo ne sera jamais une science exacte, mais nous avons fait d'énormes progrès. Les 220 techniciens et ingénieurs, formés à l'Ecole nationale de la météorologie et travaillant dans l'Ouest, proposent aujourd'hui aux entreprises une multitude de services pour les aider dans leurs prévisions et la gestion de leur production. »

### Les données du temps à votre disposition

**Données du passé.** Depuis 1949, les informations des centres départementaux sont stockées et mises à disposition.

**Données du temps présent.** Sur l'ensemble du territoire, des radars détectent la pluie dans un rayon de 150 km. Des réseaux de stations automatiques observent et enregistrent l'évolution du temps.

**Données du temps futur.** Météo-France est en mesure d'effectuer des prévisions jusqu'à 7 jours.

**Consultance.** Les techniciens de Météo-France proposent conseils, renseignements et formations aux professionnels.

### Des services adaptés à vos besoins

**Atmo-service.** Suivez par fax, sur minitel ou sur votre micro-ordinateur, l'évolution du temps. A partir d'un graphique facilement lisible, Atmogramme vous permet d'identifier, sur une zone définie, les évolutions prévues dans les 36 heures. Vous gérez la production et la distribution de plusieurs sites dans un même département et devez planifier les activités : Atmotab vous précise, pour un paramètre météorologique, les évolutions représentatives. Atmoflash vous avertit de l'arrivée d'un phénomène météorologique important ou du dépassement prévu de certains seuils de vent, de pluie, de gel ou de chaleur.

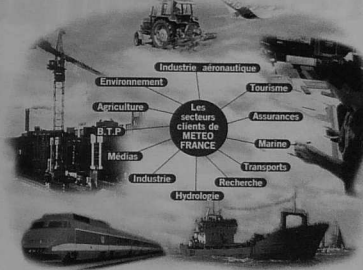
**Bulletin professionnel.** Avec ce document, vous disposez d'un service de prévisions à la demande, ciblé sur les paramètres nécessaires à votre prise de décision.

**Caractérisation climatologique de site.** Cette étude vous permet de choisir en toute connaissance de cause et d'intégrer préalablement les contraintes climatologiques d'un site.

**Certificat d'intempérie.** Avec ce certificat, vous disposez d'un document de référence certifiant de phénomènes météorologiques.

**Colchique.** Certaines industries ont besoin, pour alimenter leurs prévisions de vente, gérer leur logistique, conforter leurs études économiques ou développer de nouveaux produits, de corréler leurs informations aux données climatologiques. Avec Colchique, Météo-France offre aux professionnels un accès direct et convivial à sa base de données climatologiques. Interactif, le système permet, en outre, de constituer des requêtes spécifiques.

**Etudes climatologiques.** Tout



Météo-France, une masse d'informations et de compétences disponibles sur demande pour les entreprises de l'Ouest.

le potentiel d'informations et de relevés de Météo-France vous est accessible. Elaborées à la demande, les études climatologiques optimisent le travail des services de recherche, de commercialisation et de marketing.

**Météoflash.** Ce service vous avertit par télécopieur des changements prévisibles de phénomènes météorologiques pouvant affecter, par exemple, un chantier ou un débarquement de matières fragiles dans un port.

**Météotel.** Avec ce logiciel, Météo-France met au service de chacun une information en temps réel, accessible 24 heures sur 24 : zones de précipitation, vent, foyers orageux, gel, nébulosité, vagues de froid ou de chaleur... Toutes les 30 minutes, Météotel diffuse des images satellite sur la France et

l'Europe. Toutes les 15 minutes, vous observez les éventuels impacts de la foudre...

**Produits foudre.** Avec ce service, vous disposez d'une véritable carte d'identité du risque foudre.

**Statistiques climatologiques.** Ces statistiques vous permettent d'intégrer, très en amont, les impacts de la climatologie locale.

**Pour tout renseignement :**  
Henri Cazes, Direction interrégionale Ouest  
Météo-France  
BP 9139

35091 Rennes cedex 9  
Tél. 02 99 85 24 11  
Fax 02 99 85 22 22



**Agroalimentaire • Le 3 février, sauf contreordre, Fleury-Michon entrera pour la première fois à la Bourse de Paris. C'est l'aboutissement d'un succès familial et vendéen, et une nouvelle accélération pour ses ambitions françaises et internationales.**

# Fleury-Michon De la Vendée à la Bourse, l'étonnant parcours d'un géant de l'agroalimentaire

**M**arque du siècle ! Introduction en bourse ! Comment messieurs Fleury et Michon auraient-ils pu imaginer un tel développement en lançant, en 1926, sur le carreau des halles, à Paris, leur activité d'abattage de porcs et de commercialisation de viande fraîche ? Les deux beaux-frères avaient pourtant de l'énergie et de l'ambition à revendre, car, dès 1934, ils démarrent une fabrication artisanale de charcuterie et salaisons en Vendée qui est industrialisée peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, quand le manque de nourriture et le baby boom dopent la croissance.

A des années lumière des débuts, le groupe Fleury-Michon, présidé aujourd'hui par Yves Gonnord, est aujourd'hui orienté autant sur la charcuterie que sur les plats traiteurs occupant les places de premier ou de second sur la plupart des marchés. Sans doute est-ce le fruit de cet esprit typiquement vendéen fait de conscience professionnelle, d'énergie et d'indépendance, mais aussi de valeurs partagées.

« Nous avons fait depuis maintenant plusieurs années le choix stratégique de l'innovation et de la forte valeur ajoutée, dans les domaines en forte croissance », explique le P-dg qui s'attache à une écoute permanente des goûts des consommateurs. « Les gens réclament des produits de plus en plus élaborés et prêts à consommer, c'est ce qu'on appelle des "solutions repas", mais aussi des produits frais qui apportent du goût et du plaisir, en étant assurés d'un équilibre nutritif et d'une totale sécurité. » C'est ainsi que Fleury-Michon



**L'introduction en bourse**  
C'est la banque CIO qui est chargée avec le Crédit Mutuel de l'introduction de Fleury-Michon au second marché de la bourse le 3 février prochain. Il s'agit d'une opération mixte, cession et augmentation de capital ; 838 900 titres sont mis sur le second marché et 150 000 sont proposés aux salariés. La part de la famille d'Yves Gonnord passera après l'ouverture du capital de 81,4 % à 67,8 %. Près de 17 % seront dans le public et 3 % devraient être détenus par le person-

nel engagé à connaître en totalité l'origine des produits mis en œuvre dans ses recettes.

## Des investissements en France

Dans le domaine de la charcuterie libre-service, Fleury-Michon est numéro 1 du marché des jambons supérieurs avec 15 % (sans compter ceux produits sous marque distributeur) ; numéro 1 de la charcuterie de volaille (32 % du marché) ; numéro 2 des pâtés (14 %) ; numéro 2 des aides culinaires (11 %). Autant de spécialités qui enregistrent des croissances à deux chiffres.

Pour ce qui concerne la partie traiteur libre-service, qui bénéficie de l'image et des conseils du grand chef Joël Robuchon, Fleury-Michon s'est lancée de façon très volontariste dans ces créneaux très porteurs : les plats cuisinés (n° 1 avec 29 % du marché), les surimi (n° 2 avec 23 %), les salades (n° 4 avec 6 %, après seulement trois ans de présence).

Des résultats obtenus pour plus des deux tiers sous la marque Fleury-Michon, sa marque emblème (marque « ombrelle » en langage marketing), reconnue « marque du siècle » lors d'une vaste enquête en 1997, le reste étant produit sous des marques distributeurs. Le groupe est d'ailleurs assuré contre tout pépin sanitaire, y compris pour la perte d'image.

Engagé sur des marchés porteurs, Fleury-Michon ne doit pas pour autant s'en contenter. Dans un secteur où l'accélération des modes de consommation va croissant, il faut être toujours plus innovant et productif. Et rester vigilant pour capter toutes les

chances. « Nous saisissons toute opportunité de croissance externe dans le cadre de notre développement et de nos axes stratégiques », indique Yves Gonnord.

Le groupe a prévu 135 millions de francs d'investissements pour les trois prochaines années, dont 80 MF pour la construction d'une usine de surimi. Pas question pour l'instant de quitter ses bases vendéennes (Pouzauges, Mouilleron-en-Pareds, Chantonnay) qui forment la plus grosse part de son activité et qui mettent ses camions à moins de 18 heures



**Yves Gonnord, P-dg de Fleury-Michon : « Nous voulons occuper tous les secteurs de la restauration rapide. »**

de tous les points de France, son marché ultra dominant. « L'essentiel des investissements se fera en France. » Les prévisions d'activité font état de 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires cette année (contre 2,3 en 1999) et 2,8 en 2001, ce qui représente une croissance moyenne de 12 % par an. Ce plan de développement devrait bénéficier de l'apport des nouveaux actionnaires, qui seront quelques institutionnels, les salariés du groupe et le grand public. Les perspectives de ce grand de l'agroalimentaire, aux assises solides et aux perspectives prometteuses, attireront sans nul doute les investisseurs. **Vincent COMBEUL**

## Fleury-Michon veut goûter à la restauration rapide

« Nous voulons occuper tous les secteurs de la restauration rapide », a confié Yves Gonnord. Une stratégie nouvelle pour Fleury-Michon qui s'explique déjà en Pologne où il s'est lancé, en association avec la Mie Cécile, vendéen lui aussi, dans une chaîne de restauration rapide. Dans ce pays où les chaînes de fast-food sont relativement peu présentes, l'expérience est plutôt positive selon le groupe.

Une autre tentative, française cette fois, est actuellement testée place du Commerce à Nantes. Sous l'enseigne « Graine d'appétit », le concept est de proposer des « solutions repas » composées par des plats Fleury-Michon et des desserts Danone, à consommer sur place. Pour l'instant, Yves Gonnord refuse de trop en dire, indiquant seulement que la marque Fleury-Michon est bien acceptée et son offre considérée comme crédible par les consommateurs. Il est probable que l'objectif soit d'étendre le concept à toute la France si le premier test est encourageant.



Graine d'appétit, place du Commerce à Nantes. Un nouveau concept de restauration rapide.

## L'international : une voie d'expansion

La part de l'international est encore faible pour Fleury-Michon (5%), ce qui est assez normal pour un fabricant de produits frais difficiles à exporter. Il est prévu de la faire progresser dès l'an prochain pour atteindre les 7 %.

Fleury-Michon a cependant déjà conclu des accords commerciaux et logistiques réciproques avec Navidul-Revilla en Espagne et Beretta en Italie.

Une chaîne de boutiques de viennoiserie-sandwicherie se développe en Pologne où devraient être investis 30 MF dans les trois prochaines années, mais aussi en Tchéquie et en Hongrie.

## Fleury-Michon

- 3 080 personnes
- CA 1999 : 2,3 milliards de francs
- Résultat net : 45 MF
- CA prévisionnel : 2,6 milliards de francs en 2000, 2,8 milliards de francs en 2001
- 7 sites industriels : 3 à Pouzauges (et siège), Mouilleron-en-Pareds, Chantonnay (pâtes fines), Albi (quiches et pizzas), Cracovie (chaîne de viennoiseries-sandwicheries)
- Activités
  - Charcuterie . . . . . 54 %
  - Traiteur . . . . . 38 %
  - International . . . . . 5 %
  - Autres . . . . . 3 %

**Débat • Marée noire, responsabilité de Total, mise en cause de l'Etat, pollutions agricoles, sécurité alimentaire...** Alors que les ministres et le chef de l'Etat multiplient les voyages sur les plages, Brice Lalonde (Union pour la Bretagne) et Mireille Ferri (Verts-Pays de la Loire) tirent les leçons de la catastrophe de l'Erika pour Le Nouvel Ouest.

# Le face-à-face de deux élus écologistes de l'Ouest

C'est une première. « Le Nouvel Ouest » a pris l'initiative d'organiser un débat entre deux élus écologistes de l'Ouest. Pour la Bretagne, Brice Lalonde, ancien ministre de l'Environnement, président de Génération Ecologie, maire de Saint-Briac et

élu au conseil régional sur la liste Union pour la Bretagne de Josselin de Rohan, a accepté de rencontrer Mireille Ferri, conseillère régionale Verts et Apparentés des Pays de la Loire, membre de la commission Infrastructures et Transports. Deux sensibilités s'affrontent :

l'une libérale et régionaliste, défendue par Brice Lalonde, l'autre, dirigiste et plutôt nationale, soutenue par Mireille Ferri.

ser à des armateurs dont on connaît l'état de vétusté des navires. Nous sommes dans une situation juridique un peu folle. S'il y a un problème matériel aujourd'hui dans la cour d'une école maternelle, le maire de la commune peut être pénalement responsable, mais l'affrèteur qui transporterait des produits toxiques en cabotage le long de nos côtes serait dédouané de tout. C'est le monde à l'envers. On sait que toutes les arguties juridiques vont être utilisées pour que Total se défile au final, et qu'après avoir gesticulé sur les plages en disant « on vient nettoyer », il s'en sortira bien. Alors, l'idée du boycott me paraît être un bon moyen de rappeler que, même lorsqu'on a de très bons avocats, il doit y avoir une réaction citoyenne.



**Brice Lalonde :**  
« Il m'arrive de rêver que la région Bretagne ait plus de compétences. »



**Mireille Ferri :**  
« Il nous faut une politique de la mer dans un pays qui n'en a plus. »

Comment faut-il qualifier la marée noire de l'« Erika » : catastrophe écologique ou accident ?

Mireille Ferri. D'abord, c'est tout sauf un accident. Parce que l'on connaît depuis longtemps la question des pavillons de complaisance, parce que l'on sait que la législation existe mais que l'on ne peut pas, ou que l'on ne veut pas la faire respecter, parce que l'on voit bien aujourd'hui le déficit de politique en matière maritime dans ce pays depuis au moins deux décennies. Bref, malheureusement, ce qui s'est produit n'est pas un accident. Ensuite, si les traces de pétrole semblent s'effacer rapi-

dement, ce qui ne s'effacera pas, en revanche, c'est le million d'oiseaux disparus. C'est catastrophe parce que dans ce million d'oiseaux disparus, il y a certes des espèces - goélands, mouettes - qui se renouvelleront sans problème, mais il y a surtout des espèces plus rares qui étaient déjà menacées : guillemots, pingouins... Enfin, on ne mesure pas encore les effets de la toxicité du produit qui a été répandu. Et cela, c'est inquiétant pour toute la chaîne alimentaire.

Brice Lalonde. C'est une catastrophe, bien sûr, parce que ce n'est pas supportable qu'une nou-

velle fois nous prenions une « énième marée noire » sur nos côtes. On l'a vue venir, mais on a joué un peu avec nous et, encore une fois, on nous a berzés d'illusion... C'est insupportable. Mais au bout de dix ans, en principe, le pétrole étant un produit relativement naturel, tout cela devrait être digéré. On a les rapports après le naufrage de l'Amoco Cadiz. Donc on verra bien. Mais, de mon point de vue, l'important est que l'Union européenne - comme les Etats-Unis l'ont fait après la catastrophe de l'Exxon Valdez - aurait déjà dû prendre des mesures d'application anticipée des réglementations de l'organisation maritime

internationale, et interdire la navigation des navires de plus de vingt ans d'âge. En principe, l'Erika devait, au mois de janvier, être soit équipée d'une double coque ou partir à la ferraille. Le problème majeur, il est là.

Comment expliquez-vous le « couac » de communication de pratiquement tous les politiques, et notamment de Dominique Voynet dans cette affaire ?

Brice Lalonde. Je crois tout simplement qu'ils étaient en vacances !

Mireille Ferri. J'ai une autre explication, mais la vôtre n'est

sans doute pas totalement fautive. D'abord je crois qu'au début personne ne savait où allait atterrir la nappe. Je ne pense pas qu'il y ait eu une volonté systématique de sous-estimer la catastrophe. Ma deuxième explication est d'ordre psychologique. Après le traumatisme de l'Amoco, il y a eu une sorte de manière de rentrer la tête dans les épaules en disant : « C'en est pas possible, cela ne va pas recommencer, on va y échapper... » Comme une sorte d'autosuggestion. Du coup, pour les politiques, l'évaluation a été rendue extrêmement difficile.

A quel niveau se situe, selon

vous, la responsabilité première de cette marée noire ? Faut-il boycotter Total ?

Mireille Ferri. Il me semble que l'affrèteur, c'est-à-dire Total, a une responsabilité très lourde dans cette histoire. C'est Total qui a choisi la compagnie maritime avec laquelle elle allait naviguer. Il est tout de même extraordinaire que Total loue un navire sans se soucier de savoir qui est le propriétaire. Or, il semble que le propriétaire soit napolitain et que la société de contrôle soit sicilienne... On ne peut pas, quand on est la plus puissante compagnie française, avec les moyens financiers que cela suppose, se permettre de s'adres-

Brice Lalonde. La responsabilité de Total est la moins morale et, d'ailleurs, il me semble que Total ne s'y soutrait pas. Mais allons chercher toutes les responsabilités. Moi je mettrais en cause personnellement l'état du pavillon, c'est-à-dire Malte. Tant qu'on ne fera pas la chasse à ces Etats, et notamment à ceux, comme Malte, qui sont candidats à l'Union européenne, on n'arrivera à rien. Mais je voudrais dire aussi que le recours aux pavillons économiques est lié aux conditions sociales d'exploitation du pavillon français, notamment les 35 heures, qui rendent impossibles la compétition internationale. Il faudrait considérer le pavillon français comme un produit d'exportation. Il n'est pas normal que les armateurs fran-

çais ne puissent pas prendre leur part dans ce marché. Il est peut-être aussi stratégique de continuer d'avoir des bateaux et de savoir naviguer. Maintenant je mets aussi en cause l'Etat français dans l'affaire de l'Erika, parce que le contrôle des ports, la surveillance de la mer - ou est le ministre de la Mer ? - est de sa responsabilité. Nous assistons depuis plusieurs années à une déliquescence de toutes nos activités maritimes et l'on voit le résultat. On devrait bannir de nos ports tous les navires pourris et si on ne peut pas le faire tout seul, pour je ne sais quelle objection européenne, nous devrions au moins « tanner » l'Union européenne pour qu'elle le fasse. En réalité, chaque fois qu'il y a une marée noire quelque part en Europe, l'Etat concerné s'agit pendant un an mais les autres s'en foutent. Avec cette affaire de l'Erika, est-ce que l'on va enfin regarder, tous ensemble, la question de la sécurité maritime et prendre les dispositions qui s'imposent ? C'est cela mon interrogation et mon souhait. Il y a aujourd'hui une surcapacité mondiale en matière de flotte pétrolière. La plupart de ces bateaux ont plus de vingt ans. La seule manière d'éliminer les navires pourris et d'avoir une réglementation forte est de dire : « dorénavant n'auront le droit de faire escale dans les ports de l'Union européenne que des navires obéissant à telle ou telle spécification. Et tous les autres partent à la casse. » Le problème est qu'il n'y a plus de chantier de démolition chez nous...

Si les Régions avaient disposé de moyens plus puissants n'auraient-elles pas été ?



## Actualité

plus efficaces que ne l'a été l'Etat ?

**Brice Lalonde.** J'ai été frappé par l'efficacité extraordinaire des sauveteurs. La Marine nationale a été véritablement magnifique. Mais j'ai aussi été frappé par l'inefficacité de la lutte contre la pollution. La Bretagne, au sens large, est beaucoup plus concernée par la mer que Paris; et il est désagréable pour les Bretons d'assister au naufrage de la politique maritime française. Il m'arrive de rêver que la Région ait plus de compétences. On voit passer les bateaux des autres et on reçoit le pétrole des autres. La Manche voit passer le tiers de la flotte mondiale. Tout ceci nous fait courir beaucoup de risques et c'est le contribuable français qui paie. Il pourrait très bien avoir un péage en Manche et le produit de ce péage être affecté aux ports, à la protection du littoral ou au paiement de salaires des inspecteurs chargés de vérifier l'état des navires.

**Mireille Ferri.** La surveillance du domaine maritime et des eaux territoriales doit rester, me semble-t-il, du domaine de l'Etat. Que les services décentralisés de l'Etat disposent de moyens supplémentaires, cela me paraît tout à fait nécessaire. Mais la dimension de l'Etat à augmenter, dans la mesure où elle comporte cet aspect mutualisation, ne paraît pas absurde. Mais c'est moins au niveau régional que j'aurais posé le problème qu'au niveau européen. Il nous faut à la fois une politique de la mer dans un pays qui n'en a plus — Louis le Pen se n'a été qu'une parenthèse — mais il nous faut aussi une politique européenne de la mer qui, pour l'instant, n'existe pas non plus. Ce n'est pas un Etat isolé qui va pouvoir créer une législation, empêcher un navire de plus de quinze ans de naviguer ou imposer le système des doubles coques...

**Brice Lalonde.** C'est pourtant ce que les Etats-Unis ont fait. Et on s'aperçoit que dans le domaine du contrôle et de la prévention, les Etats-Unis, souvent mis en cause pour leur libéralisme, n'y vont



Dominique Voynet cherche à corriger son erreur de communication.

pas de main morte... Donc arrêtons de faire le procès du libéralisme.

**Au-delà des marées noires,** quel est, selon vous, aujourd'hui, le risque écologique majeur à l'Ouest ?

**Brice Lalonde.** Le « bloom algo » ! Nous assistons tous les ans à des explosions de microalgues qui sécrètent des toxines dont certaines sont considérées comme dangereuses pour la santé. Régulièrement, les préfets prennent des mesures pour interdire la baignade dans les zones concernées. On ne sait pas à quoi est due cette prolifération. Mais ce sont des tonnes d'algues qui prolifèrent le long de nos côtes et dont certaines, je le répète, sont dangereuses.

**Mireille Ferri.** Je mettrais en tête la qualité de l'eau, et on va

toucher là au problème agricole, et la sauvegarde des zones humides — petits estuaires bretons, Grande Brière, Marais breton, Marais poitevin, lac de Grand-Lieu — qui sont des endroits où les conflits entre le développement économique et la protection des écosystèmes sont très aigus !

**Brice Lalonde.** Le dossier de l'eau est de loin le plus connu. Le système agricole est un exemple de pollution diffuse. L'Etat français est toujours content quand il peut mettre un impôt supplémentaire (écotaxe, ndlr). Ma proposition assis sur le nitrate et sur le phosphate, il faut qu'il reste à la région et à la profession agricole, et n'aille pas financer les 35 heures. Donc, oui au principe pollueur-payeur, mais à condition que l'ar-

gent reste à la région et reste à l'agriculture.

**Mireille Ferri.** Cette solution paraît séduisante, mais je suis en désaccord parce qu'elle ne remet pas en cause le système de production agricole qui est à l'origine de la pollution, et pas uniquement celle de l'eau. On sait aujourd'hui que ce système agricole a produit des aliments dont la qualité est mise en cause, au point de créer des phénomènes d'angoisse chez les consommateurs, avec toutes les conséquences économiques et sociales. Il faut changer notre manière de produire. L'agriculture biologique n'est sans doute pas généralisable à une très grande échelle. Aujourd'hui, on s'oriente vers une agriculture raisonnée qui offre l'avantage d'avoir moins de nuisances pour l'environnement et de créer plus d'emplois.

**Brice Lalonde.** Le marché, la modernisation, le fait que les fils d'agriculteurs intègrent désormais la dimension écologique... tout cela modifie déjà l'activité agricole. Cela se fait sous nos yeux. Mais je n'imagine pas qu'un ministre de l'Agriculture puisse dire demain : « en rang par deux, on va changer le mode de production agricole ! ». Il y a plusieurs sortes d'agriculture : une agriculture de produits spécifiques, la polyculture, la grande exportation sur le marché mondial. Je constate que la crise porcine en Bretagne est liée à l'effondrement du marché asiatique et du marché russe. On peut décider d'en faire moins pour le marché mondial. Mais il y a tout de même 6 milliards d'êtres humains à nourrir. Il est très difficile et risqué de dire du jour au lendemain « on change de système de production ». Je pense que le productivisme à outrance était lié aux aides agricoles et à l'absence de libéralisme. Avec les mécanismes européens, plus on produisait et plus on recevait d'argent. C'était ridicule, on tuait la concurrence et on ruinait le Tiers Monde. C'est en train de changer. Le marché veut de la qualité. Tant mieux. Accompagnons le changement. Mais je me méfie des donneurs de conseils. **Propos recueillis par Frédéric BARRAULT**

## L'Ouest fait front devant la marée noire

Alors que l'épave de l'Erika continue de suinter, un premier rapport d'enquête sur le naufrage du pétrolier a été remis le 13 janvier à Jean-Claude Gaysot, ministre des Transports. Il exonère le capitaine et l'équipage indien de toute responsabilité dans la catastrophe. En revanche, celle de Total, de l'armateur et du bureau italien de vérification, Rina, est mise en cause compte tenu de l'état de vétusté du navire. En attendant d'éventuelles suites judiciaires, les trois régions touchées par la marée noire,

Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, ont décidé de créer une association interrégionale de coordination des intérêts de leurs collectivités et des secteurs économiques concernés (tourisme, conchyliculture). La première assemblée générale de cette association se réunira à la fin du mois de janvier. En attendant, les trois présidents de région, François Fillon, Josselin de Rohan et Jean-Pierre Raffarin, auditionneront à Nantes le 22 janvier, en session exceptionnelle, Thierry Desmarest, le président de Total.

Brétagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, ont décidé de créer une association interrégionale de coordination des intérêts de leurs collectivités et des secteurs économiques concernés (tourisme, conchyliculture). La première assemblée générale de cette association se réunira à la fin du mois de janvier. En attendant, les trois présidents de région, François Fillon, Josselin de Rohan et Jean-Pierre Raffarin, auditionneront à Nantes le 22 janvier, en session exceptionnelle, Thierry Desmarest, le président de Total.

## Actualité

12 décembre 1999, naufrage de l'Erika au large de la pointe de Penmarc'h dans le Finistère. 10 000 tonnes de mazout flottent au large des côtes, et commencent à les envahir le 26 décembre. Dès le lendemain, à l'initiative de deux responsables du Groupement Intermarché, Roland Brossard et Georges Epinette, les Mousquetaires se mobilisent pour tenter de réparer les dégâts...

# Les Mousquetaires de l'Ouest mobilisés contre la marée noire...

Plus d'un mois après le naufrage de l'Erika, 10 000 tonnes de pétrole se sont répandues sur les côtes de l'Ouest, de la pointe de Penmarc'h à Oléron.

Alors que les pouvoirs publics brillent par leur absence et leur désorganisation, les bénévoles se succèdent sur les plages pour tenter de réparer les dégâts. Comme toujours en haut lieu, on se préoccupe plus de trouver des responsables que des solutions. Tant pis pour les côtes bretonnes et vendéennes, et quelques oiseaux mazoutés...

Dès le jour fatidique où la marée noire a touché les plages, le groupement Intermarché Ouest a voulu s'impliquer dans les opérations de nettoyage. Après avoir dressé l'état des stocks de matériel susceptibles d'aider les bénévoles dans leur action, les Mousquetaires ont entrepris de distribuer dans les différents départements touchés par la marée noire. Cette grande mobilisation du groupement, qui prouve ainsi son attachement à l'Ouest et sa volonté de participer à la défense de son environnement, a permis d'aider de manière sensible les départements victimes de cette catastrophe.

### Une opération rapidement menée

Dès le 27 décembre, le plan était mis en branle pour que le matériel stocké dans l'entrepôt d'Argentré-du-Plessis en Ile-et-Vilaine (la base logistique du Grand



Une mobilisation exceptionnelle des Mousquetaires contre la marée noire.

Ouest) puisse au plus tôt être expédié là où il était attendu. Ce sera chose faite trois jours plus tard seulement : Saint-Nazaire (44), Aubigny (85), Lorient (56) et Concarneau (29) voient arriver les semi-remorques transportant le matériel pouvant aider au nettoyage des côtes. La rapidité d'exécution de l'opération a été très appréciée par l'ensemble des PC des départements, en particulier dans le Finistère, où l'on était en rupture de stock de cirés et de gants. Au total, ce sont 2 020 râteaux, 1 020 fourches, 2 160 pelles, 4 496 poubelles, 1 000 paires de bottes, 5 760 paires de gants et 2 400



cirés et pantalons qui ont été livrés.

L'opération « Marée Noire » des Mousquetaires n'effacera pas toutes les traces du pétrole qui a jailli du ventre de l'Erika, et dont 20 000 tonnes sont restées dans l'épave... Mais elle montre que lorsqu'on veut réellement s'impliquer, la motivation et l'organisation

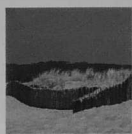
sont la clef du succès. Le groupement des Mousquetaires a su mettre une fois encore son efficacité au service de l'Ouest.

Ceux qui connaissent la qualité et la pugnacité des hommes et des femmes du groupement Intermarché ne seront pas surpris de leur engagement au service des autres. **Yann GUINIOU**

## Patrimoine naturel, patrimoine architectural d'Ille-et-Vilaine



500 églises et chapelles publiques, 150 mégalithes, 400 châteaux,



1000 manoirs, 46 espaces naturels ouverts au public,



Que la Bretagne est belle en Ille-et-Vilaine !



Pour en savoir plus : Point 35

1, quai Chateaubriand • 35000 Rennes • Tél. 02 99 79 35 35 • Fax : 02 99 79 76 35



# L'HISTOIRE DU PARLEMENT DE BRETAGNE

## Les LEÇONS DU PARLEMENT DE BRETAGNE

**L**a restauration du Parlement de Bretagne nous livre un double message. D'abord l'attachement des Bretons à leur patrimoine. Le Parlement en cendres, c'était un symbole de la Bretagne qui a été touchée en plein cœur. Cet attachement au patrimoine historique vaut aussi pour les multiples chapelles, châteaux et sites archéologiques dont l'Ille-et-Vilaine et toute la Bretagne regorgent. Le nombre d'associations créées, ici pour restaurer un calvaire, là un moulin ou un four à chaux témoignent de cette volonté de préserver notre patrimoine. Mais aussi de lui donner vie et de rappeler aux hommes d'aujourd'hui que nous sommes héritiers et comptables pour les générations futures de ce tout ce que nos ancêtres nous ont légué.

Attachés à leur patrimoine historique, les Bretons le sont tout autant à leur patrimoine naturel, une fois de plus et une fois de trop souillé par la marée noire. Si le génie humain a permis une restauration exceptionnelle du Parlement de Bretagne, il est beaucoup plus difficile de reconstituer les fragiles équi-

libres écologiques. Depuis de nombreuses années, le conseil général d'Ille-et-Vilaine a mis en œuvre une ambitieuse politique de préservation du patrimoine naturel. Nous avons ainsi acquis et ouvert au public quarante-six espaces naturels sensibles.

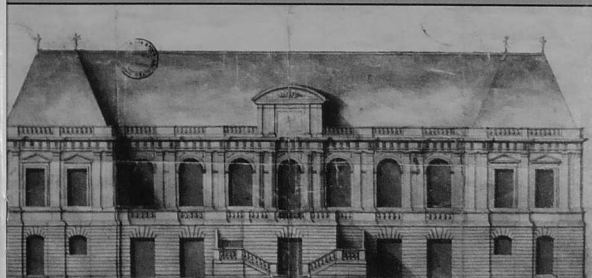
L'autre leçon du Parlement est la capacité des Bretons à se mobiliser. Certes, l'Etat a tenu les engagements que j'avais pris à l'époque en tant que Garde des Sceaux. Mais la restauration du Parlement n'aurait pas été possible sans la mobilisation de toutes les collectivités locales de la région et sans le travail de l'Association pour la Renaissance du Parlement qui a fédéré tous ceux qui, dans un immense élan de solidarité, ont voulu apporter leur pierre à l'édifice de la reconstruction du Parlement.

Au cours de son histoire, la Bretagne a toujours pu compter sur ses femmes et ses hommes pour relever les multiples défis auxquels elle a été confrontée. Il y a cinquante ans, région parmi les plus pauvres de France, terre d'immigration, grâce au Celib qui a rassemblé et mobilisé toutes les énergies, la Bretagne est devenue une région dynamique et conquérante.

Aujourd'hui, de nouveaux défis sont devant nous. La protection de notre environnement, la reconquête de la qualité de l'eau, notre situation géographique excentrée dans une Europe qui s'élargit à l'Est, l'internationalisation de la Bretagne... Voilà qui demandera une nouvelle mobilisation des femmes et des hommes de la région.

De même que nous avons pu reconstruire notre Parlement en six ans, nous saurons avec la même volonté donner à la Bretagne les meilleurs atouts pour entrer dans le troisième millénaire. C'est une conviction intime que j'exprime en forme de vœu en ce début d'année 2000.

Pierre MEHAIGNERIE  
Président du conseil général d'Ille-et-Vilaine



Le palais du parlement de Bretagne à RENNES

DESIGNÉ PAR L'ARCHITECTE DU PALAIS DU LUXEMBOURG  
SALOMON DE BROUSSE.

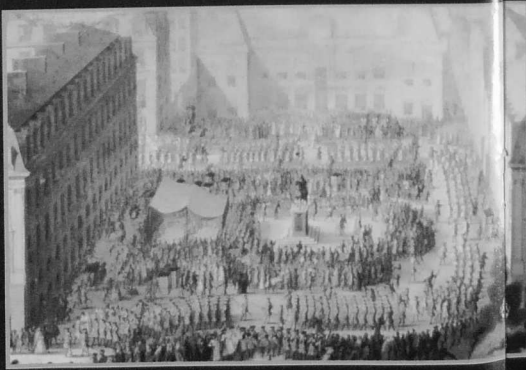
Le chantier dure un siècle, de 1618 à 1655 pour l'architecture,  
de 1655 à 1709 pour le décor.

RETOUR  
D'EXIL  
DU  
PARLEMENT  
DE BRETAGNE  
Le 1<sup>ER</sup> FÉVRIER  
1690



*A la suite de la révolte du Papier Timbré, d'avril 1675, le roi exile le Parlement de Bretagne à Vannes dès le 16 octobre.*

L'INCENDIE  
DU 22 AU  
30 SEPTEMBRE  
1720  
DE RENNES  
PAR HUGUET  
33 rues sont détruites  
et 8 000 familles  
sont sans abri.  
Le Parlement de  
Bretagne est au centre  
de la vie économique  
rennaise.



INAUGURATION DE LA STATUE DE LOUIS XIV  
DEVANT LE PARLEMENT DE BRETAGNE,  
LE 6 JUILLET 1726.  
*Cette statue équestre est l'œuvre de Coysevox.*

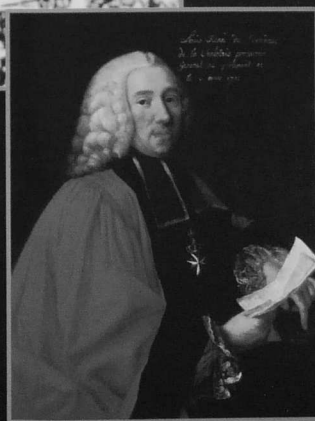




CONSTRUCTION DE LA PLACE ROYALE  
DU PARLEMENT DE BRETAGNE

*Le Palais est édifié au XVII<sup>e</sup> siècle sur le placis Saint-François. Gabriel, l'architecte de la reconstruction après l'incendie, le dote d'une place royale, bordée d'immeubles à arcades de granite, deux étages en calcaire et d'un toit à la Mansart.*

« RENNES, BERCEAU  
DE LA LIBERTÉ »  
*Émeute à Rennes sur la place du Parlement,  
le 27 juillet 1789 opposant bourgeois et étudiants à la noblesse.*



PORTRAIT DU PROCUREUR  
GÉNÉRAL DE CARADEUC  
DE LA CHALOTAIS

*A la suite de « l'affaire de Bretagne » qui éclate en 1760 et oppose le roi au Parlement, La Chalotais est emprisonné en 1765.*

# Les Hôtels particuliers des Nobles parlementaires



*Hôtel du président Christophe Paul de Robien*



*Escalier de l'hôtel de Blossac*



*Hôtel du président Isaac Loisel de Brie*

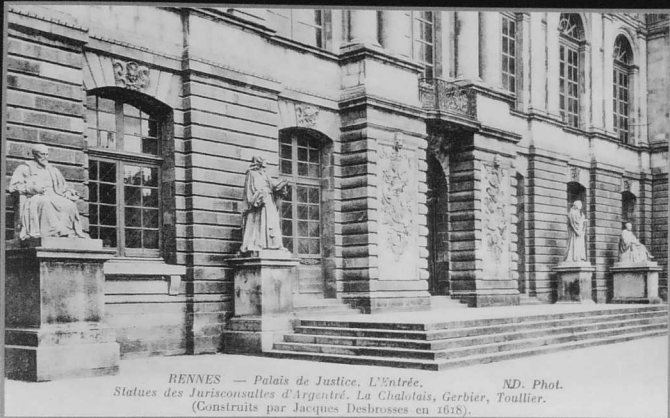


*Hôtel du présidente La Bourdonnaye de Blossac*

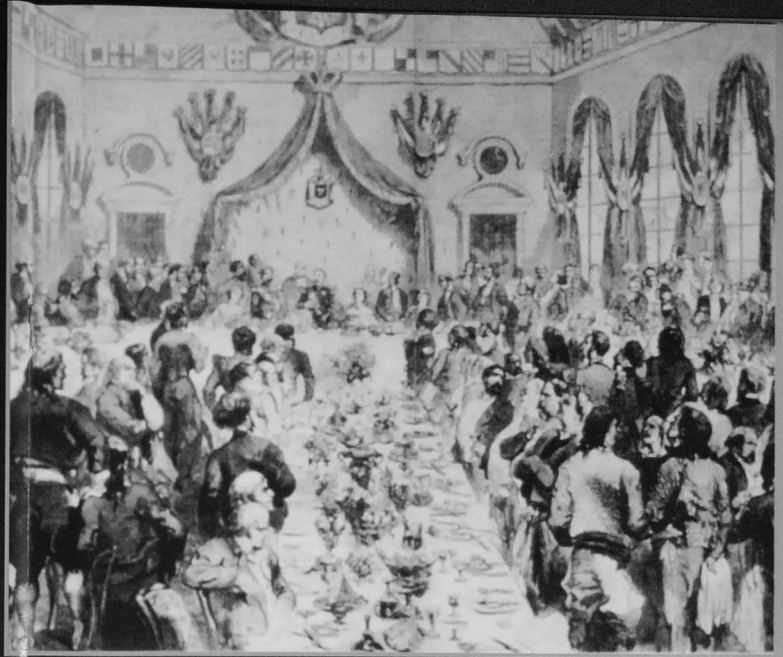


*Château du procureur de La Chalotais*

# Le palais du parlement au XIX<sup>e</sup> siècle

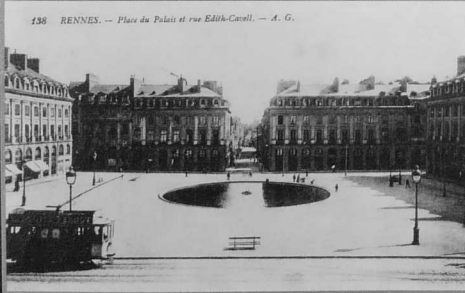


RENNES — Palais de Justice. L'entrée. ND. Phot.  
Statues des Jurisconsultes d'Argentré, La Chalotais, Gerbier, Toullier.  
(Construits par Jacques Desbrosses en 1618).



HISTOIRE DU PARLEMENT DE BRETAGNE

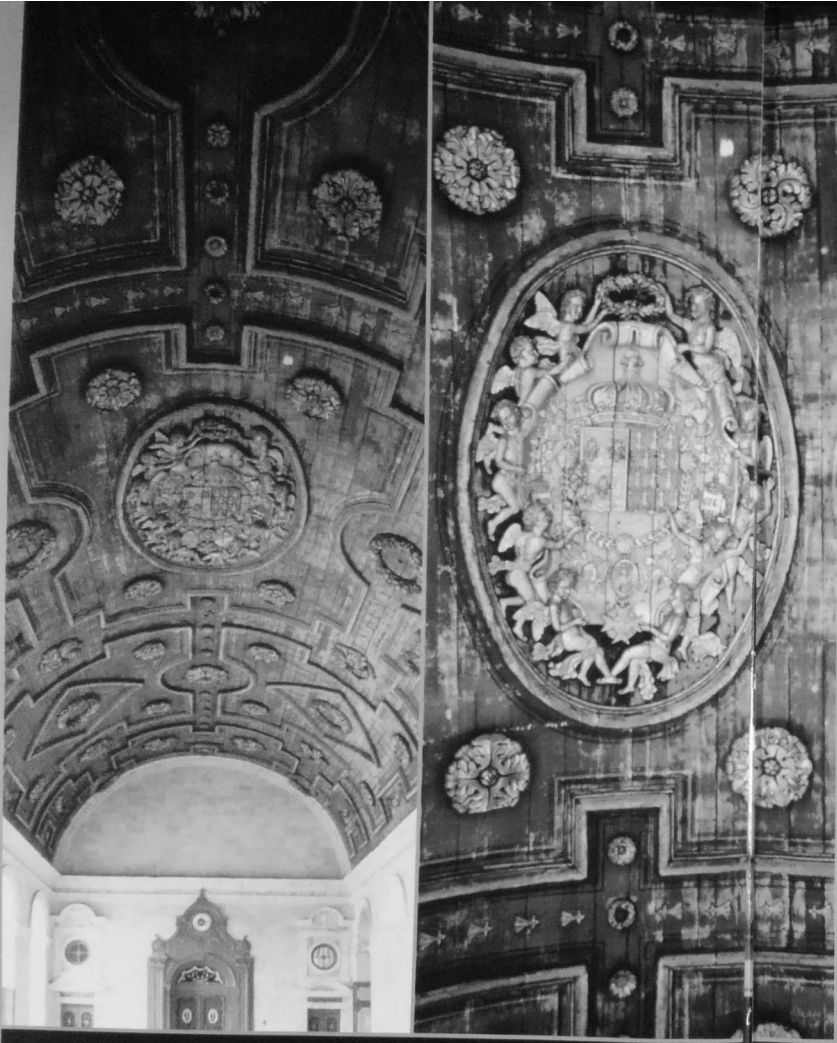
BANQUET DANS LA SALLE  
DES PROCUREURS,  
LORS DE L'INAUGURATION  
DE LA GARE EN 1857.



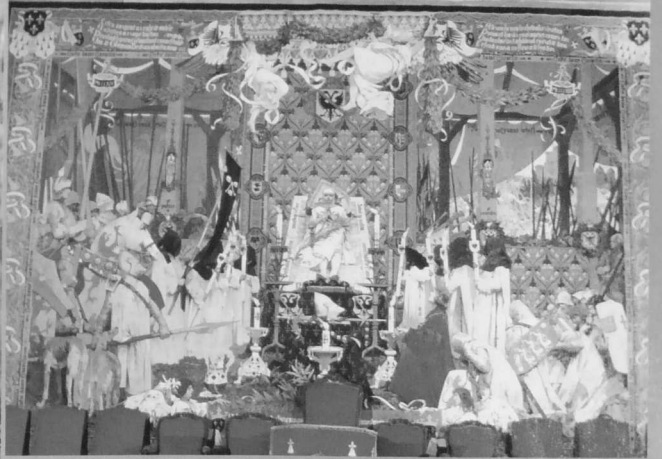
138 RENNES. — Place du Palais et rue Edith-Cavell. — A. G.



L'architecte de la ville, Charles Millardet, place devant la façade les statues des 4 juristes : d'Argentré, La Chalotais, Gerbier et Toullier.  
Le centre de la place est doté d'un jet d'eau central particulièrement harmonieux.



L'ancienne voûte de la salle des  
Procureurs ou salle des pas perdus  
détruite par l'incendie de 1994.



Les tapisseries des Gobelins  
dans un style art nouveau  
*La mort de Duguesclin sur le mur nord de la Grand-Chambre*





**La GRAND-CHAMBRE**

*Le plafond en bois doré à caissons est réalisé dans les ateliers du Louvre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et acheminé par canaux à Rennes.*

*Toiles du grand maître Charles Errard et de Noël Coypel.*



**L'ANCIENNE CHANCELLERIE**

*Le plafond est sculpté par Jean-Baptiste Barré et peint par Félix-Armand Jobbé-Duval en 1867.*



**La toile centrale du Plafond de la SECONDE CHAMBRE CIVILE,**  
*ancienne chambre des enquêtes par le peintre Ferdinand Elle. Réalisée en 1706, elle figure la justice implorant la religion.*



*Le mariage d'Anne de Bretagne au château de Langeais, sur le mur sud de la Grand-Chambre*

Les tapisseries de la Grand-Chambre, réalisées au début du XX<sup>e</sup> siècle par la Manufacture des Gobelins sur les cartons d'Edouard Toudouze, racontent l'histoire de la Bretagne.

Les tapisseries des Gobelins et les épisodes marquants de la Bretagne : le combat des Trente, la prédication d'Abelard et ci-dessous le sacre de Nominoë.

*La moitié de ces tapisseries a brûlé lors de l'incendie de l'atelier de restauration auquel elles avaient été confiées en 1994.*



# Les étapes de La RECONSTRUCTION



*L'incendie du 4 au 5 février 1994*

## UN SITE INTERNET SUR LE PARLEMENT

Dans la nuit du 4 au 5 février 1994, le parlement de Bretagne s'embrase.

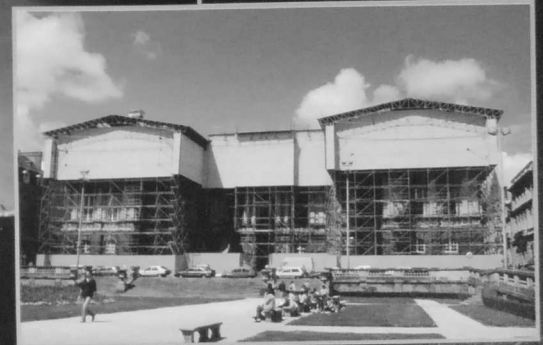
Une catastrophe pour un patrimoine unique.

Le site, conçu par TC Multimédia, société basée à Rennes, relate rigoureusement les faits et retrace le chantier et la restauration. Des liens nous font découvrir l'histoire du bâtiment, son édification, ses architectes, ainsi que les grandes heures du parlement. Un site agréable à consulter, très bien illustré de documents et de gravures anciennes. La visite guidée virtuelle est aussi très bien réalisée. Un plan nous aide à visualiser les différentes salles (Salle des pas perdus, Grand'Chambre, bibliothèque, salle des Assises... pour n'en citer que quelques-unes). Des photos nous montrent l'état du monument avant et après incendie et force détails de tapisserie et de peintures couvrant le tout.

Un site à consulter - [www.france-ouest.com/parlement](http://www.france-ouest.com/parlement)



*Etat après l'incendie*



*Couverture provisoire*



*Couverture définitive*

## UNE RENTRÉE SOLENNELLE DE LA COUR D'APPEL DANS LA GRAND-CHAMBRE



**Le Nouvel Ouest**



Le Nouvel Ouest - N° 47 - 21 janvier 2000

## La restauration des décors DU PALAIS DU PARLEMENT DE BRETAGNE



Maitre d'ouvrage : ministère de la Culture - Direction régionale des Affaires culturelles de Bretagne  
Maitre d'œuvre : Alain-Charles Perrot, Architecte en Chef des Monuments historiques

Coût total de la restauration des décors : 130 MF

Financement :

- Ministère de la Culture
- Ministère de la Justice
- Association pour la Renaissance du Palais du Parlement de Bretagne (ARP)

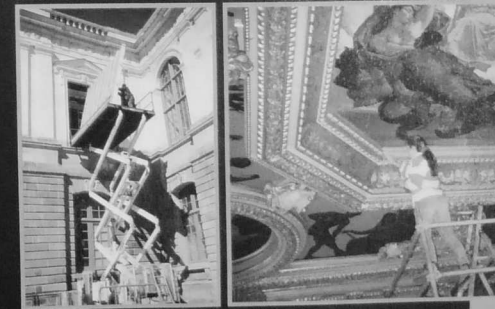
Des premiers jours qui ont suivi l'incendie, les membres fondateurs de l'ARP expriment leur souhait de voir toutes les œuvres d'art restaurées sur place à Rennes. Ainsi, en novembre 1994, une convention est signée entre le ministère de la Culture, le ministère de la Justice et l'ARP qui prévoit les dispositions suivantes : tous les décors (toiles, lambris, boiseries) seront restaurés dans un atelier installé, par l'ARP à Rennes. L'ARP participera si possible au tiers du coût de la restauration, dans la limite de ses ressources disponibles, les deux ministères prenant à leur charge à parité les deux tiers restant.

## etat d'avancement DES TRAVAUX DE RESTAURATION DES DÉCORS

Travaux réalisés depuis 1995 :

- Toiles
- Entre juin 1995 et mars 1998 : les 47 toiles qui ornaient les plafonds des salles décorées sont toutes restaurées et sont exposées au Musée des Beaux-Arts de Rennes en novembre et décembre 1998
- Salles restaurées :
- Mars 1999 : la Chambre des Enquêtes devenue la III<sup>e</sup> Chambre
- Juin 1999 : la Salle des Assises
- Juin 1999 : la Chapelle
- Octobre 1999 : l'Ancienne Chancellerie devenue la salle Jobbé Duval
- Travaux en cours :
- Restauration du Conseil de la Tournelle devenu le Bureau du 1<sup>er</sup> Président, qui sera terminée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2000
- le Conseil de la Grand'Chambre devenu la 1<sup>re</sup> Chambre civile
- Travaux restant à réaliser :
- les panneaux de Coppel (qui ornaient le plafond de la Grand'Chambre)
- la Grand'Chambre
- les Galeries
- le plafond de la Grand'Chambre

Fin prévisionnelle des travaux : début 2002



Le Nouvel Ouest - N° 47 - 21 janvier 2000



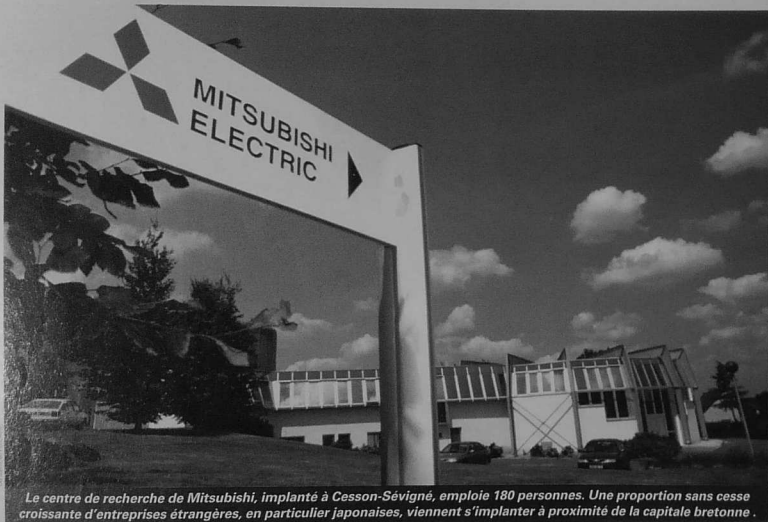


**L'**Ille-et-Vilaine est la porte d'entrée de la Bretagne. Et aussi la porte de sortie vers la France et l'Europe. Entre une façade maritime réduite et encore peu dynamique, si ce n'est sur le plan du tourisme, et la métropole en plein développement de Nantes-Saint-Nazaire, l'Ille-et-Vilaine cherche à se tailler une place à sa mesure. En promouvant un développement équilibré du territoire, et en évitant le piège d'une capitale bretonne perdue au milieu d'un désert rural, l'Ille-et-Vilaine a dû prendre conscience de ses faiblesses et développer ses atouts. Dossier réalisé par Hervé KERROS

L'Ouest des départements  
N°6 **Ille-et-Vilaine**

Département tampon entre la Bretagne et la France, l'Ille-et-Vilaine, malgré les atouts que constituent son industrie agroalimentaire, automobile ou le secteur de la recherche, n'a pas une identité aussi forte que les autres départements bretons. Poste avancé de la Bretagne, ce département a pourtant un rôle essentiel : rattacher la Bretagne à la France et à l'Europe.

# La locomotive de la Bretagne



Le centre de recherche de Mitsubishi, implanté à Cesson-Sévigné, emploie 180 personnes. Une proportion sans cesse croissante d'entreprises étrangères, en particulier japonaises, viennent s'implanter à proximité de la capitale bretonne.

**P**roche de Paris, trait d'union entre la capitale et le reste de la Bretagne, pôle universitaire, pôle technologique, carrefour de communications, démographie dynamique... les atouts ne manquent pas dans ce département. La suprématie rennaise, bien que très marquée, n'a pas empêché l'ensemble du territoire de se développer de manière équilibrée et homogène. Un résultat dû en très grande par-

tie aux infrastructures routières qui désenclavent un département laissé à l'écart des grands flux européens.

## Une démographie dynamique

Depuis 20 ans, la démographie en Ille-et-Vilaine suit une courbe croissante ininterrompue. Sa population est passée de 746 798 habitants en 1982 à 866 748 en 1999. Une progression essentiellement due à celle du district de Rennes, et qui fait de l'Ille-et-Vi-

laine le département le plus peuplé de la Bretagne (2,9 millions d'habitants au total). Rennes, en tant que capitale bretonne, est d'ailleurs dans les faits le chef de file de la région. Et les villes capables de lui faire de l'ombre ne sont pas Quimper, Brest ou Saint-Brieuc, mais la métropole Nantes-Saint-Nazaire. Hormis Rennes, l'Ille-et-Vilaine compte une seule ville de plus de 50 000 habitants (Saint-Malo), cinq villes de plus de 10 000 habitants (Fougères, Vitré, Cesson-Sévigné, Bruz et

Dinard) et 22 villes de 5 000 à 10 000 habitants. La progression démographique est essentiellement due à la progression du bassin d'emploi rennais, dopé par la technopole de Rennes Atalante.

## Un pôle universitaire reconnu

Principal pôle universitaire de l'Ouest, pôle technologique et de recherche en télécommunications, reconnu à travers la France, l'Ille-et-Vilaine draine toute une population de chercheurs, d'ingé-

nieurs et d'entreprises de haute technologie.

Les implantations dans la technopole de Rennes Atalante sont si nombreuses que le marché local de la formation n'arrive pas à fournir la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises, qui doivent souvent recruter hors de la Bretagne. Si l'essentiel des entreprises implantées en Ille-et-Vilaine restent françaises, une proportion sans cesse croissante d'entreprises étrangères, en particulier japonaises, mais aussi américaines, viennent s'implanter à proximité de la capitale bretonne : Lucent Technologies, Mitsubishi, Canon, Kenwood...

Pourtant, le vent commence à tourner. Et de Rennes, les entreprises ont de plus en plus tendance à se tourner vers Nantes. Cette dernière a accueilli l'année dernière un plus grand nombre d'implantations ou de délocalisations que Rennes. Et l'université de Nantes, même si elle accueille deux fois moins d'étudiants, est en plein essor par rapport à Rennes. Le renouvellement des équipes de chercheurs est un des défis majeurs que devra relever l'université bretonne dans l'avenir. Le nombre de DEA et le nombre d'étudiants étrangers accueillis est en proportion déjà beaucoup plus important à Nantes qu'à Rennes.

## Des atouts pour le présent

À moins de deux heures de Paris en TGV et 350 kilomètres par autoroute, Rennes est un carrefour de communications pour l'Ouest. L'achèvement de ses rocares et le développement des voies rapides – à l'exception de la route du centre, la RN 164 – lui permettent

de desservir l'ensemble du pourtour de la Bretagne, de Saint-Malo à Vannes.

La politique dynamique du département en matière d'infrastructures routières a permis de désenclaver totalement la campagne. Aucune bourgade, aujourd'hui ou dans un proche avenir, n'est ou ne sera à moins de dix minutes d'une voie rapide.

L'achèvement, prévu pour l'an 2000, de l'autoroute des estuaires devrait permettre de désenclaver totalement le département, qui sera ainsi relié à l'Europe du Nord et à l'Espagne, sans passer par Paris.

L'aéroport de Rennes Saint-Jacques, qui doit être agrandi dans les prochaines années en raison de l'augmentation de son trafic (500 000 passagers par an prévus dans deux ou trois ans), confirme la place de Rennes comme carrefour important de l'Ouest. Le développement de cet aéroport ne devrait pas être entravé par le projet d'aéroport international à Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique.

## Le plein emploi

L'ensemble des activités agroalimentaires et de l'industrie automobile en Ille-et-Vilaine continue de créer en moyenne 200 à 300 emplois par an, quelle que soit la conjoncture nationale ou internationale. Ces deux piliers de l'économie du département connaissent cependant des évolutions contrastées. Si PSA a créé cette année plus de 600 emplois sur son site de la Janais – ce qui revêt un caractère exceptionnel – l'agroalimentaire, pour sa part, subit les effets de la crise. En particulier dans la filière porcine (l'Ille-et-Vilaine



Saint-Malo et la côte d'Emeraude attirent touristes et étrangers. Un million d'Anglais y transitent chaque année.



Salon Space 98 (salon agricole rennais). L'Ille-et-Vilaine est le premier département laitier de France.

a un cheptel de 1,3 million d'unités pour près de 8 millions sur l'ensemble de la Bretagne). De même, le département ne produit que 9,5 millions des 113,4 millions de volailles élevées en Bretagne. Loin d'être en tête des départements bretons, l'Ille-et-Vilaine subit néanmoins la crise de plein foudroiement.

Vitré, Cesson-Sévigné sont autant de villes autour de Rennes qui ont su reconverter leurs activités en passant, en moins d'une génération, de la terre à l'industrie. Elles connaissent un taux de chômage autour de 5%. Un taux

considéré comme quasi incompressible par les spécialistes. À Vitré, la moyenne de recherche de travail est de 242 jours contre 428 à Saint-Malo ou 415 dans la région de Rennes. Une situation qui ne va pas sans créer quelques problèmes. Nombre d'employeurs ont effectivement du mal à trouver du personnel. Reste que le taux de 5% fait rêver plus d'une commune. L'ambition de Pierre Méhaignerie, président du conseil général, est de faire converger l'ensemble du département vers ce taux.

**Président du conseil général depuis 1982, Pierre Méhaignerie veut confiant sur l'évolution et l'avenir de son département. Mis en cause dans le procès du financement du CDS, sa majorité inquiétée par l'invalidation de l'élection du canton de Bruz, Pierre Méhaignerie aurait pu voir son avenir menacé. Aujourd'hui, il semble plus que jamais décidé à tenir les rênes de l'Ille-et-Vilaine, en particulier dans le cadre de projets de création de Pays.**

## Pierre Méhaignerie « Les dynamismes locaux et régionaux doivent profiter au Grand Ouest »

**Q**uel bilan faites-vous de la situation et de l'évolution du département ? Comment voyez-vous son avenir ?

Au regard du dynamisme démographique, de l'emploi, des implantations industrielles, de l'équilibre du territoire, on peut dire, dans l'ensemble, que le département se porte bien.

En ce qui concerne l'emploi, nous sommes sur la bonne voie. Sur les dix dernières années, en terme de création d'emplois, l'Ille-et-Vilaine se situe entre le second et le cinquième rang. La démographie du département est en progression. L'instauration de la taxe professionnelle nous assure un accroissement de nos ressources sans avoir à faire appel à une augmentation d'impôts, voire en les baissant.

Mais ce qui fait surtout la particularité du département, c'est sa politique de répartition de l'emploi industriel. Elle est équilibrée sur l'ensemble du territoire. Nous avons su éviter une excessive concentration de la main-d'œuvre sur telle ou telle zone, à l'inverse de la Loire-Atlantique, où tout est concentré sur l'axe Nantes - Saint-Nazaire. Reste à faire le plus difficile : obtenir le même résultat, demain, pour le secteur tertiaire et les services. Cet objectif est à notre portée grâce au réseau autoroutier que nous avons mis en place et développé dans le département. Dans les années à venir, neuf pénétrantes autour-

tières arriveront et partiront de Rennes, assurant la desserte rapide de tous les points du territoire qui resteront ainsi proches de la capitale bretonne. Cela nous donne la possibilité d'offrir aux familles les éléments nécessaires à la dispersion de leurs activités sur le territoire.

Dans les années à venir, le département aura encore des efforts à faire. Le conseil général se fixe trois ambitions prioritaires. En premier lieu, améliorer la situation

permis à l'Ille-et-Vilaine d'être reconnue à sa juste valeur.

Il faut cependant prendre en compte nos faiblesses, car évidemment nous en avons aussi. L'Ille-et-Vilaine est un département excentré par rapport au grand marché. Nous sommes confrontés aux problèmes d'éloignement des sièges sociaux et des centres de décision, qu'il s'agisse de la politique, de l'économie, de la culture ou encore des médias. Ici, comme ailleurs, nous souffrons de l'excès de centralisation fran-

et-Vilaine, en matière de tourisme, offre effectivement moins d'identité que le Finistère ou que le golfe du Morbihan. Le tourisme est peut-être notre faiblesse, mais nous sommes l'élément d'un ensemble. Les départements bretons doivent jouer collectif.

Ne craignez-vous pas que la proximité d'une métropole dynamique, en plein développement, à cent kilomètres de Rennes, fasse de l'ombre à l'Ille-et-Vilaine ?

Je sais que cette peur existe. Mais ce n'est pas la mienne. Nous avons tout intérêt à développer nos complémentarités. Pour que l'ensemble des dynamismes locaux ou régionaux soient profitables au Grand Ouest, il faut rechercher l'équilibre du développement et jouer gagnant gagnant. Si Nantes - Saint-Nazaire gagne un point, que Rennes la soutienne dans ses projets, et vice versa. Nous n'avons rien à gagner dans un duel où l'on raisonnerait gagnant/perdant. Ce serait un jeu stérile, inutile, et de surcroît dangereux pour notre capacité à nous affirmer face à Paris ou à Bruxelles. Il faut absolument rester unis. C'est d'ailleurs la raison qui m'a poussé à soutenir le projet d'aéroport international de Notre-Dame-des-Landes. Même s'il ne se situe pas en Ille-et-Vilaine, il est mille fois plus profitable à notre département si l'on considère que, sans lui, il faudrait continuer à aller à Paris dès qu'on voudrait sortir de France par avion. Il est dommage que tout le monde n'ait

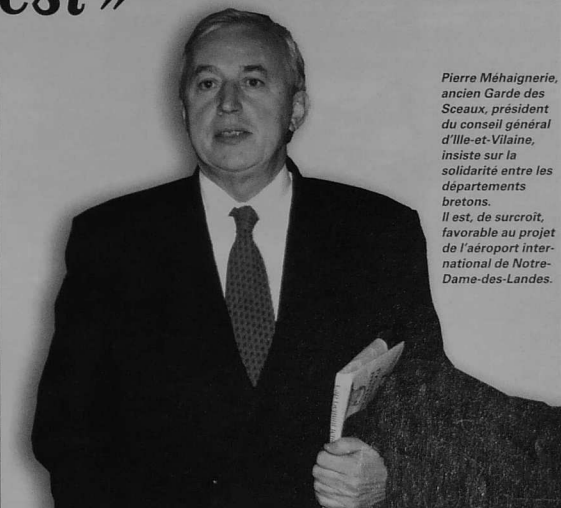
pas encore bien saisi ce point. Nous devons être solidaires.

L'Ille-et-Vilaine est un territoire d'exemple pour l'intercommunalité, bien plus avancé qu'ailleurs. Comment le département envisage-t-il ses futures relations avec les Pays ?

Depuis le début des années quatre-vingt, nous avons poussé et accompagné le développement de structures intercommunales. Elles permettent d'agir avec plus de moyens et plus d'efficacité dans des domaines comme la santé, l'environnement, la culture... Tous ces domaines où les réponses à l'échelle communale ne pouvaient qu'être limitées. En outre, l'harmonie du territoire que nous recherchons passe nécessairement par la capacité d'aménagement des zones rurales, donc par l'intercommunalité.

Les différentes étapes qui ont marqué la constitution de Pays ont été réalisées avec le soutien financier et technique du Département. Aujourd'hui, nous sommes fiers du résultat : l'ensemble de l'Ille-et-Vilaine est couvert par des structures intercommunales.

Lorsqu'est née, ou plutôt lorsqu'est revenue l'idée de Pays, nombreux sont les maires qui ont pris peur de voir un nouvel échelon administratif se mettre en place. Ils craignaient beaucoup de voir leur pouvoir se diluer ou s'éloigner des communes. Aussi, avons-nous très vite posé une limite. Le Pays ne peut pas être et ne sera pas une structure administrative supplémentaire. Il est censé dé-



**Pierre Méhaignerie, ancien Garde des Sceaux, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, insiste sur la solidarité entre les départements bretons. Il est, de surcroît, favorable au projet de l'aéroport international de Notre-Dame-des-Landes.**

**« Nous souffrons de l'excès de centralisation française. Plus l'Ouest sera uni et fort, plus il sera à même de sécréter ses propres centres de décision. »**

de l'emploi par le développement économique et l'aménagement du territoire. En second lieu, faire de l'Ille-et-Vilaine un département solidaire et innovant en matière sociale. Enfin, améliorer la qualité de vie et préserver l'environnement. L'Ille-et-Vilaine doit être un département où il fait bon vivre.

Quels sont les grands atouts du département pour mettre en œuvre et tenir ses ambitions ?

La puissance de son secteur agroalimentaire, bien sûr. Mais aussi ses centres de recherche, son industrie automobile, les télécommunications, l'attrait de sa côte d'Emeraude, et l'éthique de travail des hommes et des femmes qui ont fait de ce département ce qu'il est. Autant d'éléments de dynamisme économique qui ont

permis à l'Ille-et-Vilaine d'être reconnue à sa juste valeur. Plus l'Ouest sera uni et fort, plus il sera à même de sécréter ses propres centres de décision.

Le tourisme ne constitue-t-il pas un autre point faible du département ? Malgré l'attrait de Dinard et de Saint-Malo, l'identité culturelle bretonne est tout de même plus à l'Ouest ?

Il ne faut pas oublier qu'un million d'Anglais transitent chaque année à Saint-Malo ; ni que l'année dernière l'Ille-et-Vilaine est classée en tête des départements bretons en terme de nuitées. Mais il faut bien rendre à César ce qui lui appartient. Le Mont-Saint-Michel n'est pas chez nous, pas plus que la pointe du Raz. L'Ille-

veloper, autour d'un projet collectif, les moyens d'actions des communes trop petites pour y parvenir seules. Aujourd'hui, six Pays en Ille-et-Vilaine sont constitués ou en cours de constitution. Seuls trois cantons ne sont pas encore rattachés à l'un d'entre eux.

Ne craignez-vous pas que le Département perde de ses prérogatives ?

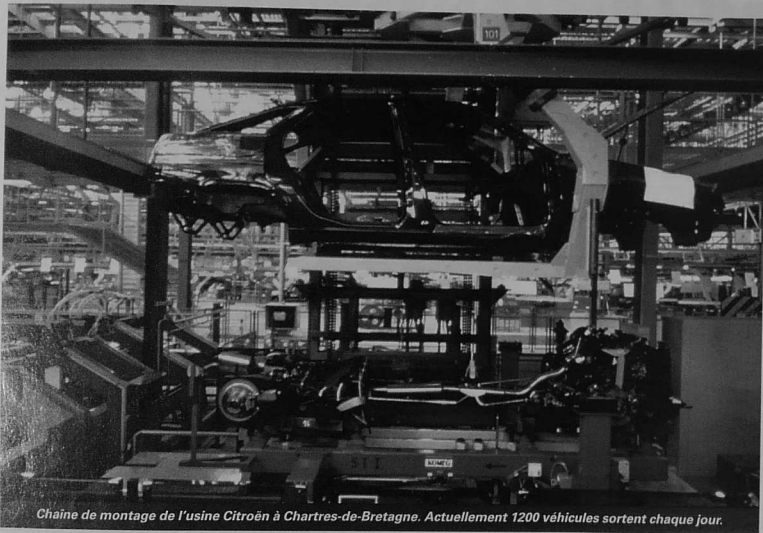
Un Département n'est pas fait, à mon avis, pour exister sous

la même forme, identique à lui-même, immobile pendant des décennies. Si demain les communautés de communes ou les communautés urbaines sont élues au suffrage universel, le Département pourrait très bien devenir une sorte de Sénat des collectivités locales. Les conseillers généraux seraient les représentants des communautés de communes. L'essentiel, c'est de trouver une forme d'administration du Département qui soit lisible et compréhensible par l'électeur, sans qu'il y ait de

chevauchements d'échelons administratifs qui dilueraient les compétences ou de partage des moyens d'action. En Ille-et-Vilaine, nous jouons la coopération. On ne peut pas ignorer la nécessité d'évolution des structures à terme. Sur les problèmes sociaux par exemple. Mieux vaut que le département confie ses tâches aux Pays si ceux-ci peuvent agir avec plus d'efficacité, parce qu'ils sont plus proches du terrain et des réalités locales.

Aux portes de Rennes, au cœur de l'Ille-et-Vilaine, les usines Citroën constituent un pôle d'emploi très important. Plus de 10 000 salariés. Après une décennie de stagnation, le complexe renoue avec une politique d'embauche.

# Citroën Un moteur dans le département



Chaîne de montage de l'usine Citroën à Chartres-de-Bretagne. Actuellement 1200 véhicules sortent chaque jour.

1961. C'est l'époque de la décentralisation. De l'essor de la production automobile aussi. Les constructeurs français ne peuvent rester concentrés à Boulogne-Billancourt, Sochaux ou quai de la Javel. Comme les autres, Citroën implante en province un nouveau site de production. Ce sera le site de Rennes-la-Janais. Quatre décennies plus tard, ce sont 8,8 millions de véhicules qui sont sortis de l'usine et neuf

**Sur 240 hectares au total, dont 80 couverts, Citroën, devenu PSA, emploie 9 000 personnes et un peu plus de 1 000 intérimaires.**

modèles différents lancés à Rennes, parmi lesquels l'Ami 8, la GS, la BX, la XM ou encore la Xsara. Sur 240 hectares au total, dont 80 couverts, Citroën, devenu PSA, emploie 9 000 personnes et un peu plus de 1 000 intérimaires. Il y a dix ans, le site en employait 2 000 de plus. Mais le lancement pas très heureux de la XM et la mauvaise conjoncture économique avaient lancé l'usine dans un cycle de baisse des effectifs. Une tendance qui s'inverse enfin aujourd'hui. En 1999, le site de

Rennes-la-Janais a embauché 627 personnes.

### Un nouvel atelier de ferrage

L'essentiel de ces 627 personnes a été embauché suite à l'installation à Rennes de l'atelier de ferrage qui se trouvait jusqu'à présent à Aulnay, en région parisienne. Le ferrage est l'ensemble des opérations qui consistent à donner son armature, son squelette à la voiture. Une opération extrêmement robotisée. Si du matériel a

été récupéré à Aulnay, un investissement de 400 MF a permis de doter la chaîne de construction de robots du tout dernier modèle (196 robots au total dont 157 dédiés aux opérations de soudure). Et d'un «geollexor», sorte de coquille d'œuf dans laquelle est enfermée la voiture et où la conformité de la caisse est automatiquement vérifiée avant soudure des principaux éléments. La géométrie est ensuite contrôlée par laser.

La décision de ce transfert, prise en 1998, a été très vite transcrite dans les faits, et l'atelier tourne aujourd'hui aux trois quarts de sa cadence. Les 100 % doivent être atteints en l'an 2000. 500 postes ont été créés pour ce seul atelier, essentiellement des opérateurs, électromécaniciens et mécaniciens. L'activité de cet atelier ferrage est orientée vers les véhicules haut de gamme : XM, Xantia et Xsara. Les petites et moyennes gammes

restent, elles, fabriquées à Aulnay et Poissy.

### Le fonctionnement en trois équipes

Déjà testé à Aulnay dans le cadre du passage aux 35 heures, le fonctionnement en trois équipes a supposé la mise en place d'un vaste plan de formation pour assurer la qualification des jeunes embauchés. 120 000 heures ont ainsi été dispensées au total. Les jeunes sont ensuite rattachés à un profes-

sionnel expérimenté qui, après la formation théorique, leur assure une formation pratique.

Trois équipes, dont une de nuit, se succèdent dans l'atelier ferrage. Une organisation qui présente l'avantage de concilier et d'optimiser la productivité, l'entretien des machines et l'aménagement du temps de travail. Elle permet de faire sortir des usines, actuellement, 1 200 véhicules par jour, soit un toutes les une minute et quarante secondes.

## Carte des principales implantations industrielles en Ile-et-Vilaine

Société	Site	Employés en Ile-et-Vilaine
Citroën	Chartres-de-Bretagne	10 858
Société vitrénienne d'abattage	Vitré	1 750
Mitsubishi (Japon)	Etreilles	1 050
Transports Gautier	Noyal-sur-Vilaine	1 153
Docks des matériaux de l'Ouest	Rennes	1 000
Groupe Roullier	Saint-Malo	1 000
Comptoirs Modernes	Cesson-Sévigné	1 000
Pigeon Entreprise	Argentière-du-Plessis	992
Agralco	La Selle-en-Luitré	825
Canon Bretagne (Japon)	Liffré	718
SAGEM	Fougères	715
Sorep - Erulec	Châteaubourg	700
Unicopa	Bécherel	670
Magasins bleus	Le Rheu	503
Grand Saloir Saint-Nicolas	Bédée	500
Ouest-France	Rennes	500
Legris Industries	Rennes	478
Lacroix Softel Electronique	Vern-sur-Seiche	450
SA Texier	Vitré	417
Transports Lahaye	Vern-sur-Seiche	414
Panavi	Torcé	400
Pinault	Pacé	400
LAB	Pleurtaut	387
Groupama Bretagne	Cesson-Sévigné	300
Sanden (Japon)	Tinténiac	200
Le Duff	Rennes	200



627 personnes ont été embauchées suite à l'installation à Rennes de l'atelier de ferrage qui se trouvait jusqu'à présent à Aulnay, en région parisienne.



En 1984, à l'initiative du District de Rennes, le premier site de Rennes Atalante ouvre ses portes aux entreprises françaises et étrangères. 15 ans plus tard, la technopole rennaise accueille 121 entreprises et 5 896 emplois. Un succès qui ne connaît pas de ralentissement.

## Rennes Atalante Quinze ans de succès

La technopole de Rennes Atalante est l'une des premières à être apparues en France, avec celles de Grenoble et Nancy. En 1984, sous l'impulsion de son président, Edmond Hervé, le District de Rennes décide de créer des sites pour accueillir des entreprises et promouvoir l'image de Rennes dans le créneau de la haute technologie.

Afin de faciliter les échanges entre l'enseignement supérieur, la recherche, le développement et le milieu industriel, il est décidé que chacun des sites de la technopole s'installe près d'une université. Une politique qui permet d'imbriquer ces différents milieux complémentaires. Rennes Atalante Beaulieu, qui accueille les entreprises de haute technologie, et qui est le site phare de la technopole, ne comptait en 1984 que six entreprises, totalisant 680 emplois. Aujourd'hui, le nombre d'entreprises présentes en fait — après Citroën — la deuxième plus importante source de revenus pour le District, en terme de taxe professionnelle.

### La spécialisation des sites

Avant de pouvoir s'installer sur la technopole, toute entreprise doit recevoir un agrément du District, qui surveille ainsi la concordance entre les activités de l'entreprise et la spécialisation du site. Les divers campus universitaires de Rennes ont tous cédé, à un prix défiant toute concurrence, des ter-



Le poids et la qualité de l'enseignement supérieur à Rennes ont largement contribué à attirer vers la capitale bretonne les entreprises recherchant de la main-d'œuvre qualifiée.

rains au District pour y accueillir les entreprises. Une démarche qui prouve la concordance de bonnes volontés dans le projet Rennes Atalante. Ainsi le site de Rennes Atalante Beaulieu accueille-t-il les entreprises de télécommunications et de haute technologie, celui de Rennes Atalante Villejean, proche du CHU, accueille les entreprises spécialisées dans la santé et la recherche médicale, et celui de Rennes Atalante Champeaux les entreprises agroalimentaires et l'Inra, à proximité de l'école d'agronomie. Un quatrième point, le site d'Orchis, était

trop à l'écart, à l'ouest de Rennes, pour qu'il pût vraiment décoller, et peu de grosses entreprises s'y sont installées. Mais une pépinière d'entreprises s'y est peu à peu développée, et l'on ne trouve actuellement aucun bureau disponible.

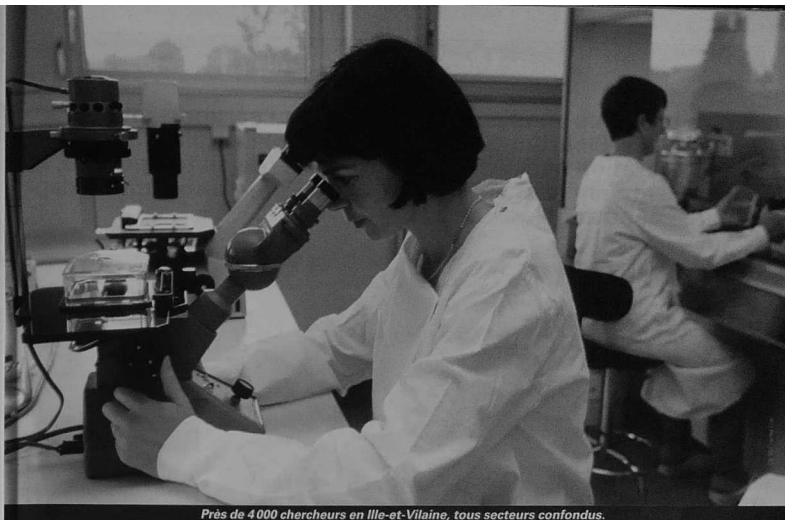
Le poids et la qualité de l'enseignement supérieur à Rennes, reconnu de longue date, ont largement contribué à attirer vers la capitale bretonne les entreprises recherchant de la main-d'œuvre qualifiée. La présence de ces écoles leur assure de trouver des ingénieurs sur place, tout en profitant du

savoir-faire des chercheurs universitaires.

En 1999, des permis de construire ont été délivrés, totalisant 40 000 mètres carrés de nouvelles surfaces, présageant un fort développement en 2000.

### Le boom de 1999

Le site de Rennes Atalante Beaulieu compte de nombreux poids lourds du secteur des télécommunications. Thomson, déjà présent avant la création de la technopole, y emploie près de 700 personnes, dont plus de la moitié dans son centre de recherche et



Près de 4 000 chercheurs en Ile-et-Vilaine, tous secteurs confondus.

développement (Thomson en compte cinq dans le monde, mais un seul en France).

En 1984, 30 hectares ont été mis à la disposition du District sur le site de Beaulieu. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul terrain disponible. Deux extensions sont prévues, qui seront commercialisées en 2000. 40 hectares du côté de la route de Fougères, et 10 autres du côté de Saint-Sulpice. Transpac a déjà posé une option sur l'un de ces deux terrains. Sur le site de Rennes Atalante, Transpac emploie déjà 1 000 personnes, ce qui en fait le plus gros employeur de la technopole. Ses perspectives de développement sont en outre très importantes, avec un recrutement orienté vers les ingénieurs à 80 %.

Mitsubishi est une de ces entreprises étrangères qui ont choisi de s'implanter en France, et qui se sont tournées vers la Bretagne en 1997. Le centre de recherche et développement emploie 180 personnes. Le centre de recherche sur les télécommunications du futur en emploie 30, et Mitsubishi, face à la croissance du marché de la téléphonie mobile, a choisi de s'étendre sur un nouveau terrain, toujours à Rennes Atalante. Un

agrandissement qui passera par un nouveau recrutement : 300 à 350 ingénieurs.

Malgré les crises et les difficultés qui ont pu survenir dans le courant des années quatre-vingt-dix, le complexe Rennes Atalante s'est toujours bien porté. Globalement, il y a toujours eu, en terme d'emplois, des soldes positifs. Au total, le complexe Rennes Atalante accueille 121 entreprises

privées, dont un dixième étrangères. Près de la moitié de ces entreprises ont un effectif en augmentation. 66 % se situent à Beaulieu, 8 % à Villejean, 7 % à Champeaux et 19 % à Orchis. Elles représentent en tout 5 896 emplois, 8 916 avec les entreprises publiques.

En 1999, 908 nouveaux emplois ont été créés dans les entreprises privées de Rennes Atalante, contre 489 l'année précédente.

### L'association Rennes Atalante

L'association Rennes Atalante a été créée en même temps que la technopole pour promouvoir celle-ci et y attirer les entreprises. Sous la présidence de Jacques de Certaines, elle assure aujourd'hui les relations entre les mondes industriel et scientifique, pour assurer une synergie entre les deux secteurs. Appuyant les créations ou implantations d'entreprises dans la technopole, elle oriente, accompagne et aide celles-ci à trouver les bons partenaires et les financements nécessaires. L'association organise des manifestations et des débats à Rennes, mais s'occupe aussi de promouvoir l'image de la technopole à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis. Elle compte 168 adhérents.

### Les innovations nées sur la technopole de Rennes Atalante Beaulieu

40% de la recherche française en télécommunications est localisée en Bretagne. Rennes Atalante Beaulieu est désormais reconnue comme un grand pôle européen de ce secteur. Un grand nombre d'innovations technologiques ont vu le jour sur ce site qui compte aujourd'hui près de 4 000 chercheurs, toutes entreprises confondues.

1974 → Transpac (transmission de données)

1974 → Les verres fluorés

1978 → Les services avec carte à puce

1980 → Le Minitel

1987 → Les services Numéris

1991 → Les services ATM

1991 → Le son numérique

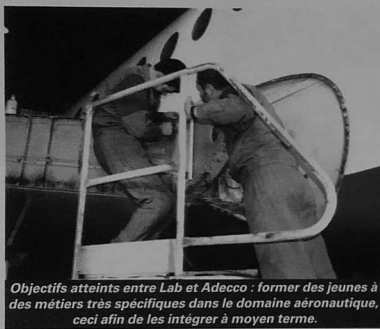
1994 → La première chaîne complète au monde de diffusion de télévision numérique par câble et par satellite

Depuis plusieurs années, LAB, installé sur l'aéroport international de Dinard-Pleurtuit-Saint-Malo, mise sur l'emploi des jeunes. En collaboration avec Adecco, société de travail temporaire, le groupe vient d'embaucher 18 personnes à l'issue d'un contrat d'adaptation et contrat de qualification.

## Avec Adecco, LAB mise sur l'emploi des jeunes

L'activité aéronautique se porte bien. Le groupe LAB, qui emploie plus de 500 personnes, a mis en place depuis 1998 un plan de recrutement ambitieux pour accompagner cette forte reprise d'activité. « Ce sont plus de quarante personnes qui ont été embauchées dans l'année sur des postes de techniciens aéronautiques, mécaniciens, assistants de chantiers ou magasiniers, dont 8 apprentis, rappelle Philippe Pinquie, directeur des affaires sociales et de la communication. Notre activité, fortement dépendante des conjonctures aériennes, est soumise à d'importantes variations qui, en général, sont difficilement prévisibles. Nous collaborons donc depuis plusieurs années avec Adecco qui connaît bien nos besoins et nos spécificités. »

En mai 1998, LAB sollicite Adecco pour faire face à une opération de recrutement massive. « L'objectif, explique Patrick Bastide, directeur de l'agence Adecco de Saint-Malo, était de former des jeunes à des métiers très spécifiques dans le domaine aéronautique, ceci afin de les intégrer à moyen terme dans l'entreprise. En étroite collaboration, nous avons mis en place des plans de formation adaptés, consulté les centres de formation compétents, mis en place des modules de formation en fonction des métiers, et assuré le suivi pendant la durée du contrat. » Durant plus de six mois, vingt et une personnes (7 en contrat d'adaptation, 14 en contrat de qualification) suivent ainsi une qualification de mécanicien aéronautique spécialisé, d'aide mécanicien, d'assistant de



Objectifs atteints entre Lab et Adecco : former des jeunes à des métiers très spécifiques dans le domaine aéronautique, ceci afin de les intégrer à moyen terme.

chantiers pour la maintenance aéronautique, de magasinier en outillage technique aéronautique, en distribution de pièces détachées aéronautiques ou en réception et expédition de pièces détachées aéronautiques. En partenariat avec les organismes compétents (Air Liberté formation, ESMA, Amaury Lagrange, centre AFPA de Saint-Malo), une formation est élaborée, s'étalant sur 11 228 heures : 1 209 heures financées sur le plan de formation Adecco et 10 019 heures financées dans le cadre de la formation en alternance Adecco. Au programme, des modules de formation adaptés en fonction des objectifs définis pour chacune des qualifications : mécanique aéronautique, anglais technique, réglementation, menuiserie, pose de moquette, électricité, culture aéronautique, magasinier, permis

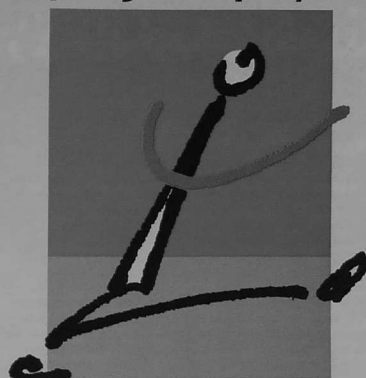
cariste, informatique industrielle. « En dépit de la complexité et la lourdeur administrative et juridique du contrat en alternance, de la grande diversité des métiers et modules de formation, poursuit M. Bastide, l'initiative se révèle très positive, se traduisant concrètement par l'embauche de 18 personnes en CDI. » Pour M. Pinquie, « ceci est dû à l'excellente adéquation qui existe entre Adecco et nous, également grâce au tutorat assuré par les professionnels de nos équipes. Le contrat de qualification est une formule très positive pour tout le monde. » Les jeunes ont reçu officiellement leur qualification le 23 décembre dernier en présence de M. Bernardini, directeur-adjoint de LAB représentant Alain Corbel, P-dg, Philippe Pinquie, Jacques Tesson, directeur de secteur Adecco, et plusieurs cadres de l'entreprise. ■

Tugdual RUELLAN

### Maintenance aéronautique dans le monde du groupe LAB

LAB et ses filiales HYDREP (Hydraulic Repair and Support) et ASP (Aircraft Stripping and Painting) composent le pôle de maintenance aéronautique du groupe TAT. Leader de la maintenance des avions jusqu'à 180 places, le groupe s'est spécialisé dans les services fournis aux compagnies aériennes avec la location et le financement d'aéronefs, la gestion de la flotte, l'expertise et le conseil, la maintenance aéronautique, la fourniture de pièces de rechange. Depuis 1994, la filiale LAB Asia Pacific commercialise le savoir-faire du groupe en Asie par l'intermédiaire des comptoirs de Singapour et Djakarta. Depuis 1997, un centre de stockage et de distribution opère 24 heures sur 24 sur l'aéroport de Paris Charles-de-Gaulle ; les délais d'expédition et de livraison des pièces de rechange sont ainsi considérablement raccourcis. Bombardier, troisième constructeur aéronautique civil mondial, a retenu le groupe LAB pour gérer son nouveau centre de réparation et de distribution de pièces de rechange pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient pour deux types d'avion : Canadair régional jet et le Dash 8.

## projets pays



## ille et vilaine

### pour mieux partager l'avenir

L'Ille-et-Vilaine est le premier département breton à avoir défini les contours de ses pays.

Pays de Saint-Malo, pays de Vitry, pays de Rennes, pays de Redon, pays de Fougères et pays de Brocéliande, partout, les acteurs se mobilisent et définissent des projets d'avenir.

L'échelle du pays, territoire de projets, est celle qui permet de mieux rassembler les énergies et les moyens, d'éviter la dispersion et les concurrences néfastes. Bref de se serrer les coudes pour, demain, mieux vivre en Ille-et-Vilaine.

Pour en savoir plus : Cellule prospective du Conseil général - 02 99 02 35 15.





## Art de vivre

La chronique de Georges Paineau\*

# Petite revue de fin et de début de siècle

### Mondialisation

L'effet de la mondialisation, qui est un phénomène nouveau et incontournable, a traversé les cuisines, et on commence à parler autour des fourneaux « d'influences internationales » au niveau des recettes et au niveau des goûts. Certains remettent en cause la notion de terroir. Surprenant !

J'ai bien peur que l'on soit en train de mélanger les choses et les genres (vous me direz que le mélange est un des principes fondamentaux de la cuisine et qu'il en sort toujours quelque chose de bon... à voir).

De tout temps, la cuisine a été soumise à influences, et ceci depuis que le grand voyageur vénitien Marco Polo traversa l'Asie (au XIII<sup>e</sup> siècle) et en ramena des richesses inestimables, tant sur le plan ethnographique que culinaire (cette va ensemble).

Marco Polo fut le premier Européen à découvrir les épices. Bien d'autres les ont réintroduites depuis, au travers de la « route » qui porte leur nom.

Cet ingrédient fut un véritable média qui raconte encore, de nos jours, l'évolution de certaines civilisations. Il devint, comme le cacao chez les Incas, une monnaie; et comme toute monnaie, fut un moyen de corruption de la justice dans certains procès au XVII<sup>e</sup> siècle.

Les « mis en examen » de l'époque devaient s'acquitter, par le biais de dons d'épices, d'une sorte de taxe de « jugement » que l'on pourrait comparer à ce que l'on ap-

pelle aujourd'hui les frais de justice ou la caution. Certains justiciables ont réussi à souder les juges en augmentant les versements exigés. C'est peut-être cette habitude qui a créé, par déviation écrite ou orale, l'expression « paiement en espèces »...

Les cuisiniers sont devenus aussi de grands voyageurs. L'aura de la cuisine française leur a permis de circuler d'Est en Ouest et de porter la bonne parole et le culinairement correct de notre

vice de salle, sommellerie... avec une telle efficacité, un tel sens de la profession et de l'entreprise que la meilleure école hôtelière de France ou d'Europe ne peut lui être comparée. A noter que tous les professeurs sont français...

L'après-scolarité des enseignants est suivie encore pendant trois années et les cent élèves qu'elle représente (pas trois cents comme dans la plupart des établissements français) sont assurés de voir leur carrière chapeauté par

Le cuisinier que je suis est donc rassuré quant à la pérennité de la production du diamant noir. Sachant qu'il faut entre vingt et trente ans de patience avant qu'un jeune chène produise, une destruction importante du parc aurait privé pratiquement toute une génération des chaudes et puissantes effluves de l'or périgourdin et les prix auraient atteint des sommets vertigineux et inaccessibles.

La récolte a été bonne et les cours se sont tenus. Seule petite anicroche, les animaux – chiens et cochons – ont refusé de « travailler » quand le sol était trop humide. Pas bêtes les animaux ! Truffes contre truffes, chacun a le droit de faire valoir ses sentiments. Et les intempéries (jours chômés) ne sont pas faites (que) pour les hommes !

**Noir, c'est noir, il nous reste l'espoir...**

La truffe va bien. Réjouissons-nous, un autre champignon noirâtre prolifère désormais sur nos côtes tentant de créer un nouveau littoral et nous obligeant à un travail de fourmi. Je suis sûr qu'on en viendra à bout encore une fois.

Quoi qu'il en soit, embrassons les gueules noires des glaneurs de « brut » et des nettoyeurs de plumes. Honte aux fautifs qui se reconnaîtront, et qui, grâce à certaines complicités, sont prêts à recommencer.

Meilleur 2000 à l'Ouest !  
\*Chef du restaurant « Le Bretagne » à Questembert (56).

### Bénévoles et non bénévoles nous ont assurés aux derniers jours de l'année de l'authenticité de la solidarité et de la fraternité.

art national, de Pékin à Los Angeles.

Ils ont reçu au cours de ces voyages (ils s'en défendent parfois) des influences, principalement de la cuisine asiatique.

Ils ont fait des émules un peu partout, et particulièrement aux Etats-Unis, pays qui vient de découvrir l'intérêt économique et social de la restauration.

Récemment a été créé à New York un institut – le french culinary Institute – dont nous n'avons pas l'équivalent en France, que ce soit en structures, en organisation, en niveau d'éducation et, bien sûr, en résultats.

Cet institut forme des élèves dans toutes les disciplines de la restauration : cuisine, ser-

l'institut aussi longtemps qu'il leur plaira. A méditer...

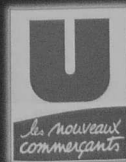
### La truffe Que de bonnes nouvelles de la tuber melanosporum

A la suite de la tempête qui a mis notre pays au tapis en deux rounds (un round à la face, l'autre au « buffet »), j'avais quelques inquiétudes au sujet de l'état des allées de chènes truffiers du Périgord (chacun son stress !). L'enquête menée auprès des gens qui font autorité en matière de truffes montre qu'on ne déplore aucun sinistre. La petite tresse des arbres, la défoliation naturelle saisonnière et le bon enrancement ont protégé les plantations.

Les nouveaux  
commerçants  
vous souhaitent une

# Bonne Année

# 2000



**HYPER U - SUPER U - MARCHÉ U**

Labus d'alcool est dangereux pour la santé.

**Environnement • SOS OCEANS – STOP – UNE COQUE NOIRE CONTRE LES MAREES NOIRES – STOP – JO LE GUEN RAME DANS LE PACIFIQUE SUD – STOP – NE SALISSEZ PLUS NOS MERS – STOP – JO LE GUEN**

# Jo Le Guen rame sur la mer et pour la mer

Le 25 janvier, Jo Le Guen part sur un frêle esquif tout noir sur l'un des océans les plus délicats du monde : le Pacifique sud. Il a décidé de le traverser à la rame, en solitaire et sans assistance, non pas seulement pour la beauté de l'exploit, mais aussi pour sensibiliser la planète à l'avenir de nos mers. Un pari très difficile et encore jamais tenté que Jo Le Guen avait lancé bien avant la marée noire de l'*Erika*. Son combat n'en a malheureusement pris que plus de relief depuis, et la couleur de son bateau devient encore plus parlante.

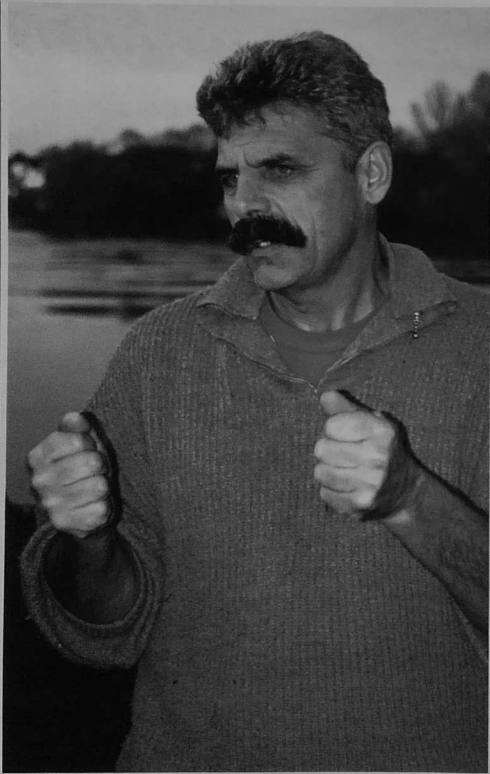
« *L'Amoco*, déjà, je n'avais pas supporté, confie Jo Le Guen. Puis, en 1998, Mario Soares a sorti son rapport sur l'état des océans où il déclarait qu'il fallait miser sur la mobilisation publique. Alors, au lieu de continuer à en parler, j'ai décidé, pour être en accord avec moi-même, d'agir à mon niveau et avec ce que je sais faire : ramer. »

Jo, le bûcheron des mers, s'est donc mis au travail pour bâtir le projet *Keep it blue* (« Gardez-la bleue »). Le bateau avec lequel il avait traversé l'Atlantique nord en 1995 vient de servir à Peggy Bouchet pour boucler sa traversée. Le défi *Keep it blue* n'est donc pas le premier pour ce Breton de Molène, costaud et moustachu, ni le dernier d'ailleurs. Il fallait un autre bateau, bénéficiant des améliorations apportées par l'expérience, plus jone mais ne pesant pas plus d'une tonne. Deux cabines encadrent le rameur, un espace de vie et un local de stockage, le tout étant insubmersible et autoredressable. Balise Argos, liaison radio pour un communiqué quotidien, tout est prévu. C'est le chantier Alu-Bat de Bouguenais, près de Nantes, qui l'a fabriqué.

## « Ferme ta gueule et rame »

Surprise, la coque ne comporte la marque d'aucun sponsor. « Je ne me sentais pas ramer pour une marque commerciale », avoue Jo Le Guen qui avait besoin d'une autre carotte pour galérer pendant près de trois mois sur l'une des mers les plus difficiles et agitées du monde. « Ramer huit heures par jour, c'est une discipline de fer. C'est un peu ferme ta gueule et rame. C'est parfaitement chiant, il faut être clair. »

Mais alors pourquoi partir ? Un éclair de malice, ou de rêve peut-être, s'allume dans ses yeux. « C'est difficile, mais c'est beau. P... c'est beau ! », éclate l'ours au cœur d'oursin, évoquant les orques épaulards qui vont le draguer, et ce paysage de désert toujours changeant. « Là-bas, tu



Jo Le Guen, un solide Breton de Molène, dont le cœur bat pour la grande bleue.



C'est le chantier Alu-Bat de Bouguenais qui a construit le bateau de Jo Le Guen. Chargé, cela représente plus d'une tonne à tirer à chaque coup de rame.

es coupé du monde. Personne ne peut te venir en aide. Tu te demandes même si le reste existe. »

« On ne vit pas toujours des choses exaltantes dans la vie, quand on peut, il faut en profiter. » L'ancien employé de banque de Saint-Nazaire sait de quoi il parle. Il a fui cette vie rangée pour faire du convoyage et des courses de bateaux, pour s'installer ensuite pendant deux ans au Mexique. Il y a vécu une vie toute simple à fabriquer des gâteaux. Il a goûté également aux charmes de Bora Bora où il promenait les touristes sur un cata. « Je n'aime pas l'immobilisme, la résignation. » Mais, la peur, la crainte ? « Je n'ai pas d'appréhension, même si j'ai parfaitement mesuré les risques. Non, je n'ai peur que d'une chose : ne pas finir. » Pour « être en accord avec lui-même », Jo ramera donc pour les océans.

Comment a-t-il trouvé l'argent pour l'aventure ? « Tout simplement, nous avons demandé à plusieurs musiciens du monde entier de nous aider à enregistrer un disque. Nous proposons aux gens de le acheter, et c'est le produit de la vente qui financera l'opération. » Un site web très bien fait

(keepitblue.net), où l'on peut découvrir les aventures de Koum le pélican, permet d'assurer la diffusion de l'information ainsi que la vente du disque.

Le parrain inattendu de la traversée est un indien d'Amazonie, Jikiti Bunama, très sensibilisé aux menaces qui pèsent sur cet océan végétal qu'est la forêt amazonienne. Il a convaincu Jo Le Guen de s'embarquer dans une autre aventure, dès que le Pacifique sera avalé : la descente de l'Amazonie en pirogue, soit 8 000 kilomètres du Machu Picchu à l'Atlantique !

Ces jours-ci, Jo rame, rame. De la Nouvelle-Zélande au cap Horn il devra franchir 9 000 kilomètres de vagues pas toujours aimables dans cette région du globe, à raison de 10 000 coups d'avirons par jour, soit au bas mot 1,2 million de coups d'aviron. Combat pacifique sur le Pacifique : Jo Le Guen, à raison de 2 à 3 nœuds, va tirer ce siècle à bout de souffle pour tenter de l'emmener vers plus d'espoir, vers un horizon bleu comme l'océan. ■

Olivier FABEDOUX

www.keepitblue.net

## Raphaëla Le Gouvello Partira en février en planche à voile

Les Bretons, décidément, n'attendent pas l'été pour se jeter à l'eau ! Après Jo Le Guen, c'est Raphaëla

léphone satellite, caméras. Avec les vivres et le reste de l'équipement cette planche hors normes atteindra les 450 kg.

Le Gouvello qui partira en février pour tenter une traversée de l'Atlantique en planche à voile. La première tentative féminine.

Cette mince jeune femme, vétérinaire en aquaculture, est originaire de Pénestin dans le Morbihan. Elle y a créé sa propre entreprise, Stermor, dans un domaine où les spécialistes sont rares. Petite dernière d'une famille nombreuse (11 enfants), elle s'est signalée très tôt par une grosse et forte tête. Elle avait les diplômes aussi vite que les vagues ; la planche à voile étant le seul remède à un caractère un peu turbulent. Ah, un petit force 7 pour enfin sortir la planche et entailler la mer !

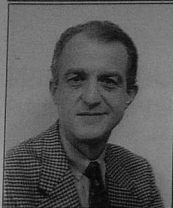
Sa planche sera celle de Stéphane Peyron lors de sa traversée de 1987, totalement remaniée et modernisée : 7,5 m de long, 1,3 m de large. Panneaux solaires pour fournir l'énergie, GPS, balise Argos, détecteur radar, radio VHF, té-



Raphaëla Le Gouvello partira en février de Dakar pour rejoindre Pointe-à-Pitre 35 jours plus tard.

En profitant des alizés, Raphaëla Le Gouvello partira d'un port de pêche près de Dakar pour atteindre Pointe-à-Pitre 35 jours plus tard, si tout va bien, soit 4 000 kilomètres à parcourir.





## Société

Docteur Hervé Lerat

# Faim d'informations !

Les débuts d'année sont l'occasion des vœux à autrui et des résolutions à soi-même. Chacun voudrait bien s'assurer par avance de sa fidélité à ses résolutions pour améliorer sa santé : pratiquer régulièrement un sport, modifier ses habitudes alimentaires... témoignage de la reconnaissance du rôle primordial de l'exercice et de l'alimentation dans la protection de la santé.

Pour se sentir aidé dans l'atteinte de ses objectifs, chacun puisera sans peine dans la presse l'information parmi la multitude de rubriques et témoignages se rapprochant le mieux de sa propre situation. Le choix ne manque pas parmi la vingtaine de titres de la presse santé et les 25 millions d'exemplaires édités chaque année.

### Que vaut l'information santé ?

Au-delà des articles habituels, mais attendus, comme le régime amaigrissant avant l'été, détoxifiants après les agapes ou préparateurs à l'exercice physique des sports d'hiver, la variété de l'information en matière de santé, et surtout d'alimentation, ne peut pas échapper aux critiques.

Nous sommes passés d'une information hygiéniste à une information plus personnalisée, individuelle, plus proche de la santé publique qui semble nous appeler à être acteur de notre destin.

Les rubriques santé des magazines oublient parfois l'essentiel.

73 % des Français déclarent que leur alimentation est équilibrée. Les Américains, tellement plus et mieux in-

formés, comptent le plus d'obèses. Ce fait soutient que la connaissance ne suffit pas à corriger les problèmes comportementaux à l'origine des désordres nutritionnels, surtout quand les contraintes de la vie en société s'opposent souvent à des modifications des habitudes alimentaires.

Beaucoup veulent lire encore et toujours sur l'équilibre alimentaire, alors que le choix réel et profond des aliments se fait essentiellement sur leur goût et leur coût !

Puis de vingt ans d'articles relatifs à la santé n'ont pas significativement accru le ni-

Le support organique du choix des aliments est complexe, c'est la valeur motivante d'un aliment qui fait qu'on le préfère et choisit de le manger; on choisit ce que l'on préfère. Cette préférence repose sur des circuits neuro-naux d'adaptation.

Chacun entretient avec la nourriture une relation personnelle et difficile à changer. Végétarien, végétalien et autres régimes de type macrobiotique ou zen concernent moins de 3 % de la population, mais occupent un pourcentage beaucoup plus important dans les chroniques santé traitant de l'alimentation.

moins doivent pouvoir se conserver. Pour obtenir ce résultat, il a suffi de modifier les gènes de la salade afin qu'ils rejettent les nitrates. On obtient ainsi des produits bio sans culture bio... De ces salades qui sont des OGM, on ne sait pas ce que deviendront les gènes transférés, manipulés, modifiés, dispersés dans la nature. Le bio n'exclut pas les OGM !

Partager l'avis d'Hippocrate sur l'alimentation qui serait notre première médecine, ne justifie pas la surinformation pseudo-médicale, chacun ayant tendance à gérer sa vie en fonction d'une culture médicale résumée à des interdits, liés aux facteurs de risques plus souvent suspectés que prouvés. L'obsession du bien manger et du vivre vieux est culpabilisante. Mal manger, c'est porter atteinte à son espérance de vie; prendre trop de sel, c'est risquer l'hypertension; trop de graisse, c'est boucher ses artères. L'information en matière de santé a définitivement rendu coupable la gourmandise alors qu'on ne connaît pas tous les facteurs de risque et que ceux que l'on suspecte restent des moyennes par rapport à des populations.

Dans l'alimentation, c'est la diversité qui garantit l'équilibre. Dans l'information, ce n'est pas l'abondance qui garantit la formation.

Dans l'alimentation, c'est la diversité qui garantit l'équilibre. Dans l'information, ce n'est pas l'abondance qui garantit la formation.

veau d'éducation de la majorité des lecteurs; à croire que la connaissance ne peut dépasser le stade du lait riche en calcium, des protéines du poisson et des bonnes et mauvaises graisses !

Dans un contexte de surabondance alimentaire, au sein d'un monde intolérant à la frustration, parler de restriction calorique et de contrôle du poids restera longtemps une gageure. Au bout du compte ne restera que l'habitude partagée de 40 % des Français de se peser chaque semaine !

### Ce que l'on ne vous dit pas...

Les raisons de l'achat d'un aliment plutôt qu'un autre tiennent aussi au goût attendu, au temps de préparation et aux moyens financiers.

Vouloir modifier son alimentation, c'est trop souvent tenter de ressembler aux critères véhiculés par la mode.

Il est de rigueur d'être mince pour attester physiquement son contrôle de soi. Croire simplement qu'il y a des aliments sains et d'autres nuisibles, c'est adhérer naïvement à des théories simplistes et oublier seulement qu'il existe des équilibres à respecter. Il n'existe, à ce jour, aucune différence significative pour la santé de l'homme entre un produit bio et un produit ordinaire. Les produits bio ne sont pas synonymes de naturel et de pureté. Prenons l'exemple des salades bio qui ne doivent pas être cultivées avec des composés chimiques, ni contenir trop de nitrates, mais néan-

## Les livres de l'Ouest

Par Jean-Yves Paumier

### Gloires littéraires

## Cher Stendhal

Voici un essai sur Stendhal qui irritera peut-être plus d'un spécialiste. Les analyses sérieuses succèdent aux anecdotes croustillantes, sans aucun souci de la chronologie. Malgré une pseudo-préface d'un professeur émérite à l'université de Grenoble, le résultat est d'une parfaite rigueur, complété par une idée originale, celle de mettre tout l'appareil critique sur Internet — <http://www.alpes-net.fr/~reysset> — ainsi que le dossier préparatoire. Un savant désordre cache la volonté de montrer « le caractère moderne de l'auteur du Rouge... sa proximité avec la sensibilité de notre temps ». Un succulent portrait impressionniste, par petites touches, où l'humour s'accorde avec l'érudition.

De nombreux sujets sont abordés dans cet ouvrage inclassable, composé de près de

soixante-dix chapitres comportant de deux à huit pages. Se côtoient ainsi des thèmes très variés. Popeye, Stendhal et Saint-Simon, tous trois ayant en commun un goût prononcé pour les épinars. La liste des privilèges que Stendhal aurait aimé obtenir d'un dieu bienveillant, et dont un seul lui sera accordé,

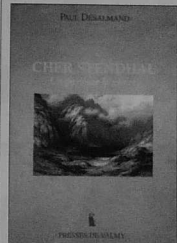
inspirera le roman, malheureusement inachevé, *Le rose et le vert*, cette attirance pour le vert n'étant pas sans rappeler sa rocambolesque aventure avec Métilde, une Milanaise dont il était tombé amoureux et qu'il poursuivra dans sa villégiature près de Florence affublé de lunettes vertes pour ne pas être reconnu !

c'est là, et là seulement, que Stendhal est irremplaçable, car pour quelques heures il vous le restitue.»

## « L'homme d'esprit est celui qui dit des choses agréables, nouvelles pour vous et pour lui. »

celui de mourir sans trop de souffrance. Un constant besoin d'invention et d'improvisation, et notamment à l'occasion des voyages qu'il affectionnait : « L'imprévu, le divin imprévu peut se trouver chez l'autre. » Il relate ainsi dans *Mémoires d'un touriste* sa vision, près de Nantes « le pays des rencontres », de la demoiselle au chapeau vert qui

« Il faut tremper sa plume dans l'encre de celui dont on parle » disait Sainte-Beuve. Paul Desalmand a fait sienne cette maxime pour écrire ce livre à la gloire d'un grand écrivain dont Julien Gracq a dit « Quand on n'a plus, pour une raison ou pour une autre, suffisamment en soi de cette musique (pour faire danser la vie selon le mot de Céline),



Paul Desalmand *Cher Stendhal*, un pari sur la gloire Presses de la Vairie 288 p., 120 F.

Le Nouvel Ouest

# Ne manquez pas dans notre prochain numéro

**Spécial implantation d'entreprises.** Comment l'Ouest attire-t-il les entreprises ? Quelles sont les villes qui tirent leur épingle du jeu ? Comités d'expansion, Chambres de commerce, agences de développement, comment s'y retrouver, qui fait quoi ?

**Dossier Côtes-d'Armor.** Une côte magnifique pour le tourisme, mais une image environnementale fragile. Une industrie agroalimentaire dynamique, des voies de communication y compris aériennes en progrès. Une situation loin de tout, mais ouverte sur la mer. Des initiatives locales à succès.

## Parution le 4 février

Réservez dès maintenant votre emplacement publicitaire !  
Mediacap Tél. : 02 40 14 09 19

Le Nouvel Ouest, BP 81 408, 44014 Nantes cedex 1  
Tél. 02 40 73 31 31. Fax : 02 40 73 88 40

Roman • Avec «*Devant douze fusils*», son dernier roman paru chez France-Empire, Philippe Mestre, ancien ministre et ancien député de la Vendée, casse les vieux manichéismes. Au risque de provoquer, chez certains, quelques démangaisons douloureuses...

# Philippe Mestre ou le roman des fidélités contrastées...



Après s'être intéressé aux guerres de Vendée et au Consulat dans ses deux premiers romans, Philippe Mestre aborde sa propre histoire avec la résistance, l'Indochine et l'Algérie.

**A**vec *Devant douze fusils*, son dernier roman publié chez France-Empire, Philippe Mestre, ancien ministre des Anciens combattants, ancien directeur de cabinet de Raymond Barre à Matignon et ancien député de la Vendée, revient sur une pé-

riode de l'histoire de France, encore douloureuse, et dont les cicatrices n'ont pas encore totalement disparu : l'Algérie française. Condamné à mort par l'OAS, l'ancien délégué à l'information du gouvernement gaulliste, qui était sur un char Leclerc à la Libération, n'est pas suspect d'amitiés putschistes. Et pourtant, à l'exemple d'un

Hélie de Saint Marc, il brosse un portrait de cette époque peu manichéen, au risque de faire tous- ser certains vieux godillots en voie de canonisation...

**Une vision de l'Histoire**  
Dans ce beau roman d'amitié et de fidélité (à des idées, à des femmes et à des hommes rencontrés), Phi-

lippe Mestre ajoute à une vision de l'Histoire, quelque peu nouvelle, une réflexion et une psychologie sur l'éternelle aventure humaine faite de courage et de médiocrité. En choisissant une époque proche de nous (les années soixante) et en les reliant à la Libération, à l'Indochine, mais aussi aux événements de la Commune de Paris,

l'ancien administrateur de la France d'Outre-Mer profite de son roman bien construit pour nous offrir sa philosophie des événements tragiques ou intimes qui révèlent certains êtres à toutes les époques. En cela, son roman, à la plume élégante et alerte, est, dans la forme, d'un grand classicisme, et, dans le fond, d'une profonde et réelle originalité.

«*Quand je fis connaissance de Frédéric, dans les premiers jours d'août 1944, il était mort depuis plus de soixante ans...*» dit son héros, qui lui ressemble, à la première page du livre. Philippe Mestre campe ainsi deux aventures en parallèle : celle de Frédéric Rambert, militaire mort au Tonkin en 1880 et celle de Xavier Larrieu, officier perdu, incarcéré à la Santé sous l'accusation fallacieuse de complicité dans l'attentat du Petit-Clamart contre le général De Gaulle. Plus de quatre-vingts ans séparent ces deux existences qui vont à tout moment se croiser, grâce à un récit méthodiquement élaboré...

### Juger est impossible...

Quand Philippe Mestre met en exergue de son roman une phrase de Malraux tirée des *Antimémoires*, «*Un destin qui s'achevait en face d'une douzaine de fusils, parmi tant d'autres destins, aussi fugitifs que la terre*», on a envie de répondre par une autre citation de l'auteur de *Lazare* : «*Juger est impossible, car pour juger il faut comprendre, et lorsque l'on a compris on ne peut plus juger.*»

Frédéric Rambert, passée la Commune, par amour et par idéal, avait choisi d'emprunter des che-

mins perdus comme Xavier Larrieu, passé de la Résistance la plus authentique au combat pour l'Algérie française. Avec, en filigrane, gravé dans une montre gousset, un portrait quasi identique de la femme aimée, qu'elle s'appelle Clara ou Sylvie.

Le roman permet cette magie singulière de mélanger en permanence le vrai et le faux, de construire des personnages et des

«**Juger est impossible, car pour juger il faut comprendre, et lorsque l'on a compris on ne peut plus juger.**» André Malraux

époques qui empruntent tantôt à la mémoire vive de l'auteur ou à son imaginaire clairvoyant. Dans le cas précis de *Devant douze fusils*, Philippe Mestre, qui revient à la littérature après deux ouvrages *Quand Flambait le Bocage* sur les guerres de Vendée et *Demain rue Saint-Nicolas* sur le Premier consul, aborde, de la Commune aux accords d'Évian en passant par la libération de la France, des tranches d'histoire qui ont visiblement sa préférence.

### Le refus des manichéismes

Même si Xavier Larrieu (en dehors de la Résistance) fait un autre choix que l'auteur au moment des événements algériens, Philippe Mestre, dont l'un de ses meilleurs amis avait rejoint le combat de l'OAS, casse le discours convenu pour tenter de justifier (via son roman) l'authenticité et le courage de ceux qui voulaient garder l'Algérie dans la communauté française.

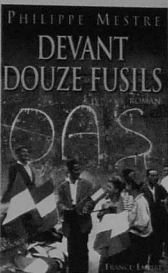
Xavier Larrieu ressemble à Philippe Mestre. Même détermination, même sang-froid, même humanité. Tout roman étant par nature autobiographique, on a du mal en le lisant à ne pas déceler une vive admiration pour ce jeune héros au choix final divergent.

Le Paris de 40, la Vendée de 60 sont pour Philippe Mestre, parisiens et vendéens à la fois, de merveilleux lieux d'observation.

La peinture sociale et politique de ces époques, l'analyse extrêmement fine des psychologies militantes et amoureuses et des passions donnent à *Devant douze fusils* une tonalité différente de la production littéraire ambiante. Certains trouveront le roman trop convenu, d'autres le jugeront difficile à lire, personne ne remettra en cause l'originalité de la démarche et la grande liberté de ton qui s'en dégagent. Car Philippe Mestre veut nous apprendre à nous méfier des manichéismes à la petite semaine.

Celui qui aurait pu diriger les services secrets français (si Giscard avait été réélu en 1981) nous apporte aujourd'hui la démonstration de son réel talent d'écrivain, en même temps que sa parfaite loyauté envers ses idées de toujours. Ce gaulliste-là, qu'on le sache, dans une période où tout se brade, n'est pas à vendre... ●

Hervé LOUBOUTIN



Un beau roman d'amitié et de fidélité.

### Philippe Mestre dans l'Ouest les 7 et 8 février

Philippe Mestre viendra présenter son roman *Devant douze fusils* (Éditions France-Empire) à Nantes et à La Roche-sur-Yon, les 7 et 8 février prochains.

À l'invitation du *Nouvel Ouest*, du CCO et du Cercle, l'ancien ministre des Anciens combattants rencontrera ses lecteurs le lundi 7 février, à partir de 18h30, au Centre de communication de l'Ouest, place Bretagne, à Nantes. Il participera ensuite à un dîner-débat au château de la Poterie (La Chapelle-sur-Érdre en Loire-Atlantique) à partir de 20 heures...

Le lendemain, mardi 8 février, à l'hôtel Mercure de La Roche-sur-Yon (ville dont il fut le député), il signera son livre à partir de 19h15.

Pour tous renseignements Tel. 02 40 73 31 31

**Portrait • Edouard de Frotté porte un nom particulièrement chargé d'histoire. Louis de Frotté fut un grand nom de la chouannerie normande, comme Cadoudal en Bretagne ou de Charette en Vendée. Toutefois, ses racines familiales renvoient à des tranches de l'Histoire qui ont contribué à façonner la France.**

Edouard de Frotté, maire de Couterne (Orne)

# Du tracteur à la rédaction en chef de « La France Agricole »



Edouard de Frotté devant son château de Couterne, propriété située sur la commune de Couterne (Orne), à quelques kilomètres de la station thermale de Bagnoles de l'Orne.

Edouard de Frotté est marquis. Et notre marquis est homme abordable. Convivial et attachant. Ayant un sens de l'urbanité exquise, Edouard de Frotté débordait toujours d'activité. Tant dans sa vie professionnelle que désormais à l'heure de la retraite: journaliste, rédacteur en chef et agriculteur, maire de sa commune, etc. Chez lui, les registres sont variés. Plein d'humanité, Edouard de Frotté sait être

attentif aux autres. Il sait le prix de la vie: deux de ses frères sont morts en déportation. Au démeurant, un de ses illustres ancêtres fut exécuté aux confins de l'Orne, près de Verneuil-sur-Avre, sur ordre de Napoléon I<sup>er</sup>, lequel non content de l'exécution du prince de Condé ajouta au martyrologe des Vendéens ce crime supplémentaire, crime parfaitement injustifié et contraire aux règles de l'Honneur. Journaliste, Edouard de Frotté a été le rédacteur en chef

de *La France Agricole*, la première revue du monde rural de l'Hexagone, (plus de 200 000 exemplaires chaque semaine), et ce de 1976 à 1992, année de sa retraite. Depuis, Edouard de Frotté est conseiller éditorial de la revue d'un président particulièrement attaché au département de la Loire-Atlantique; j'ai nommé Claudius-Petit.

**A l'écoute de ses concitoyens**  
A la faveur de la retraite, Edouard

de Frotté est plus souvent sur ses terres ornaises qu'à son bureau parisien. Une grâce du ciel qui lui permet de veiller à l'entretien de son château si cher à son cœur, en raison notamment du caractère remarquable de cette propriété. De sorte qu'Edouard de Frotté est devenu tout naturellement le délégué ornaise de la demeure historique.

En 1995, alors qu'il ne manifestait pas de velléités débridées pour la chose publique, le feu-teuil de premier magistrat de sa commune lui échoit.

A l'écoute de ses concitoyens Edouard de Frotté, *nolens volens*, trouve le zeste d'imagination nécessaire pour assurer les montages financiers qui permettent les réalisations escomptées par ses administrés. Bref, des projets qui ont capacité d'avenir.

Sensible à l'art, Edouard de Frotté, avec son conseil municipal, s'est attaché tout récemment à redonner une vie à l'ancien presbytère de la commune. Ce petit patrimoine devenu évanescant au fil des années présente désormais de splendides toiles du XVIII<sup>e</sup> siècle; toiles peintes définitivement arrachées à une désolante décrépitude. Voire. Le maire, dans une démarche analogue, entend aussi sauver une chapelle qui menace ruine. Il s'agit de la chapelle de Notre-Dame de Lignou, lieu de pèlerinage.

Forte d'un bon millier

d'âmes, la commune de Couterne (canton de La Ferté-Macé) est située à une encablure de Bagnoles-de-l'Orne, la seule station thermale du Grand Ouest. Outre les destinées de sa commune, le maire de Couterne est aussi président du syndicat de l'aérodrome de Bagnoles-Couterne - La Ferté-Macé. Il ne vous cachera pas que l'allongement de la piste actuelle est à l'étude. Non pas pour Edouard de Frotté une manière de prendre de l'altitude, mais plutôt d'être en symbiose avec l'administrateur qu'il est aussi de la Société d'agriculture de France dont la devise est d'être un laboratoire d'idées.

Au château de Couterne, au milieu de ce bocage profond, avec ce maillage de haies encore à l'abri du rouleau compresseur qu'est le remembrement, dans sa magnifique bibliothèque, la vie a souvent tuteuré l'Histoire. Yvonne regard à certains moments de tensions politiques, au gré des siècles, elle ne fut pas - loin s'en faut - un long fleuve tranquille.

En parfait honnête homme du XX<sup>e</sup> siècle, Edouard de Frotté maintient les traditions sans se départir de modernité. Philosophe, et regardant par-delà la majestueuse avenue de chênes rouges d'Amérique menant à son château, il peut aisément faire sienne cette formule latine « *castigat ridendo mores* » (Il corrige les mœurs en souriant) ●

Pierre BOULLE

## Les livres

### Histoire de la fin du monde



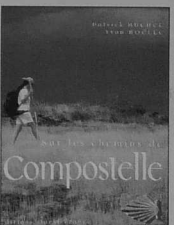
**D**e tout temps, les hommes ont médité, avec une fascination angoissée, sur le destin final de l'univers, leur demeure familière. Les peuples de nos régions, durant des millénaires, ont tenté de décrire ce moment ultime à travers des cosmogonies et des mythes empreints d'une farouche poésie. Puis est venu le christia-

nisme dont les Livres saints - Apocalypse notamment - ont imposé le modèle d'une fin du monde effrayante et grandiose, prélude aux béatitudes infinies. Les savants et les mystiques, depuis, ont cherché, en de fiévreux calculs, à deviner la date de cette échéance suprême. Aujourd'hui encore, alors que la science permet mieux que jamais d'embrasser du regard le devenir inéluctable du cosmos, les mêmes interrogations sont toujours d'actualité: quand? comment? et, en arrière-plan, pourquoi?

Enfin, au seuil du troisième millénaire, se pose la question la plus immédiatement aiguë: la fin du monde est-elle pour demain?

Marc Décœur  
*Histoire de la fin du monde*  
Editions Ouest-France

### Sur les chemins de Compostelle



**A** l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les pèlerins de Compostelle ne sont plus nombreux, les anciennes voies qui se sont dessinées au fil des siècles, pour rejoindre la ville sainte de Galice, Santiago.

Sur les chemins de Compostelle nous ouvre tout d'abord les grandes pages d'une histoire très riche: comment est né ce fabuleux pèlerinage? Quelles étaient les quatre grandes voies sillonnant la France? Comment vivaient les « jacquets »?...

Patrick Huchet et Yvon Boëlle nous invitent ensuite à les suivre

sur les sentiers de France et d'Espagne, entre paysages somptueux (l'Aubrac, la Meseta) et merveilles romanes (Conques, Moissac, Puy de la Reina, Torres del Rio...)

Le livre de culture et de découverte, cet ouvrage se veut d'abord et avant tout une invitation à partir sur le « chemin de l'étoile ». L'auteur, Patrick Huchet, a suivi des études d'histoire avant de se tourner vers la recherche historique et l'écriture. Passionné d'art roman, amoureux des grands espaces et des paysages de montagne, il a su traduire son enthousiasme dans cet ouvrage.

Yvon Boëlle, photographe passionné par le sujet, a réalisé dans cet ouvrage de magnifiques photographies tout au long du parcours, à la recherche tant des symboles que de la lumière exceptionnelle des lieux.

Auteur Patrick Huchet  
Photographies Yvon Boëlle  
*Sur les chemins de Compostelle*  
Editions Ouest-France  
400 documents, 256 p. + 1 disque compact, 179 F.

## Nouvel Ouest

Nantes  
5, rue Bouteau - BP 81408  
44124 Nantes CEDEX 1  
Tél. : 02 40 73 31 31 - Fax : 02 40 73 98 40  
Numéros : 02 40 73 37 23

Remises  
Henri Kerros  
9 B, rue de Vincennes  
35000 Rennes  
Tél. Fax : 02 23 20 15 52  
henrikerros@lenouvelouest.com

Caen  
Tél. : 02 31 08 00 60  
Poitiers  
Tél. : 02 49 42 74 30

Directeur de la publication  
Henri Louzon  
Président du comité éditorial  
Jean-François Bourrier  
Rédacteur en chef  
Vincent Cornu  
Grand reporter  
Frédéric Barraud  
Rédaction de Rennes  
Henri Kerros  
Secrétariat de rédaction  
Christiane Buisson

Conception maquette et mise en page  
Daniel Guignard

Ont collaboré à ce numéro  
Nicolas Bouleau, Pierre Boule, Olivier Fabeaud, Ségolène Huelin

Photographe  
Guy Verzo-Passon

Agence  
Agence France Presse

Chroniqueurs  
Jean-Benoît, Catherine Decours, Alain Favellu, Hervé Larat, Georges Planès,

Jean-Yves Pournier, Jean-François Pout, Alfred Quillard-Frédéric, Michel Rogier, Philippe de Saint-Robert, Philippe Tourant

Régie publicitaire  
Christiane Buisson  
3, rue Desaix  
BP 21028 44022 Nantes Cedex 1  
Tél. : 02 40 14 03 59  
Fax : 02 40 14 06 64  
E-mail : mediacap@publinter.com

Administration Publique  
Finances/BSP  
Abonnements  
Daniel Louzon  
Photographe  
Impression rayonnage  
OJD / Leuk  
Diffusion H&RP  
Commission paritaire N° 1023K 76064

La reproduction même partielle des articles et illustrations est interdite.

Le Nouvel Ouest est inscrit au répertoire des publications.

Le Nouvel Ouest est distribué en SA Le Nouvel Ouest, société anonyme au capital de 3 111 000 F.

5 Rue Bouteau - BP 81408 - 44124 Nantes CEDEX 1

Président du directeur: Henri Louzon

Président du Conseil de surveillance: Christian Couteau

Principaux associés: Henri Louzon, IPO, OJD, Pompage Investissements, Prognov

REG: num. 8146161815

Internet:

www.lenouvelouest.com

E-mail:

• redaction@lenouvelouest.com

• abonnement@lenouvelouest.com

• publite@lenouvelouest.com

• direction@lenouvelouest.com



Billet

Catherine Decours à « La Dame des Verts » :

« Nous avons le droit de vous juger ! »

La marée noire continue d'arriver par vagues sur nos côtes. L'aide est enfin venue et nous ne remercierons jamais assez ceux qui travaillent courageusement avec nous.

disait-on. Il vint au Nord où rien n'était en place. Le pays avait été, entre-temps, ravagé par deux ouragans, nos dirigeants, émus par ce « qu'ils avaient vu à la télé » (on n'ose penser à ce qu'il serait arrivé s'ils en avaient été privés) étaient revenus, à commencer par madame Voynet qui, nettement moins souriante, prit le ton de la maîtresse d'école qu'on a dérangée inutilement. « Ce n'est pas la catastrophe

Bendit riant doucement : « Elle a eu une réaction d'infirmière » glissait-il, ce qui n'était pas gentil pour les infirmières. Madame Voynet corrigea : elle est médecin anesthésiste réanimateur, donc habituée à voir du sang. Une marée noire, bien sûr, ça manque d'hémoglobine. Nous sommes demeurés fort naïfs dans notre FarWest, aussi pensions-nous qu'une dame qui était la championne des Verts allait prendre fait et cause pour l'environ-

qu'elle est une politique au mauvais sens du terme, qu'elle utilise l'écologie et donne fort l'impression de ne pas plus se soucier de la cause qu'elle paraît défendre que de son premier stéthoscope. Il faut dire qu'elle n'est pas la seule, et qu'on n'a pas beaucoup vu ni entendu les Verts dans les désastres de fin décembre, pas plus devant nos côtes goudronnées que devant nos forêts lancées comme des jeux de mikado. C'étaient écologistes que vent emporte. Alors, deux tempêtes ! Le plus grave a été cette phrase lâchée par madame Voynet à un journaliste le 27 décembre, phrase qui avait de quoi réveiller le grovache qui sommeille en chacun de nous. « Vous n'avez pas le droit de me juger » a-t-elle lancé. Que si, madame, nous avons le droit de dire ce que nous pensons de nos dirigeants, et si nous ne l'avions plus, nous le prendrions, car ce jour-là, nous ne serions plus en démocratie. Si un ministre de la République ignore cela, il doit suivre l'indication que donnait Jean-Pierre Chevènement lors de la guerre du Golfe : fermer son bec ou s'en aller. Rien n'empêche de faire les deux.

« Comme nous ne sommes ni des phoques ni des bécasses, tant pis pour nous. »

du siècle», mais madame, nous ne faisons pas le concours ! « C'est moins grave que le Venezuela. » La pelle nous en est tombée des mains. Nous en venions à nous demander si cette dame n'était pas un peu retournée au pétard de sa jeunesse, quand elle en a rajouté. « Les pêcheurs blancs de l'île d'Yeu méritent-ils plus d'attention que les pêcheurs un peu bronzés des Antilles ? » déclarait-elle à Libé. Nous n'avons pas ici la tête près du bonnet et sommes plutôt lents à la colère, mais il ne faut pas exagérer dans la provocation et trop venir nous piétiner les sabots. Le procès d'intention était aussi odieux que déplacé, et cet antiracisme agressif et injuste venait au mauvais moment. Mieux vaut que madame Voynet n'ait pas entendu ce qu'on a dit au Café du Port et dans les chaumières. Daniel Cohn-

nement. Les Verts, n'étaient-ce pas ceux qui protégeaient les phoques massacrés sur la banquise et les bécasses traquées par les chasseurs ? Il faut croire que l'indignation verte est sélective. Comme nous ne sommes ni des phoques ni des bécasses, tant pis pour nous. Alors, les cent mille oiseaux déjà morts, les parcs à huîtres et les bouchots détruits, les marais salants barricadés, les bateaux cloués dans les ports, les rochers goudronnés jusque dans les moindres anfractuosités, nos plages mazoutées sur plus de 450 kilomètres, les emplois perdus et ceux qui sont menacés, les angoisses pour la saison touristique et le reste, nous sommes priés de ne pas en faire une histoire. Qu'est-ce que tout cela signifie ? Que madame Voynet n'est pas si verte que ça,

Nouvel Ouest

Abonnez-vous ! et retrouvez tous les 15 jours l'actualité de votre région Economie, art de vivre, culture, Nouvel Ouest chez vous pour être au cœur de l'info du grand Ouest

349F (23 numéros) au lieu de 421F\* soit 2 mois de lecture gratuite

Vos avantages

- La garantie de votre tarif pendant toute la durée de votre abonnement
La livraison de votre magazine à domicile sans manquer un seul numéro
Le tarif avantageux de l'abonnement soit 2 mois de lecture gratuite
La possibilité d'assister aux réunions et colloques organisés par le Nouvel Ouest et devenir ainsi décideur privilégié



Bulletin d'abonnement Je profite de votre offre exceptionnelle et je m'abonne au magazine Nouvel Ouest pour seulement 349 francs TTC, et je renvoie le coupon ci-dessous accompagné de mon règlement à l'ordre de : LE NOUVEL OUEST, 5 Rue Boileau, BP 81408, 44014 Nantes Cedex 1

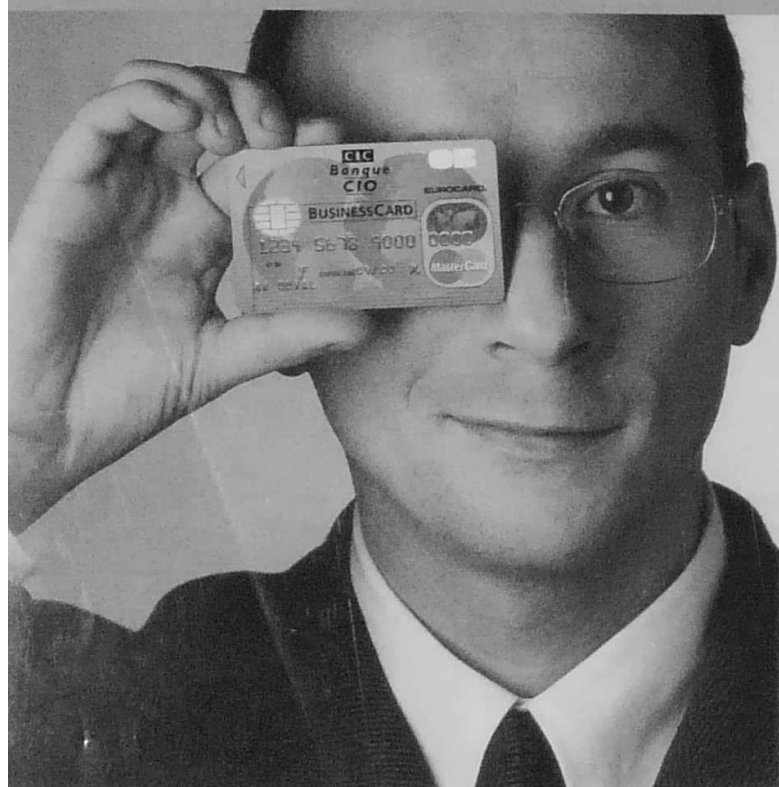
Form fields for name, address, postal code, number of subscriptions, payment method, and signature.

\* Prix de vente au numéro (TVA : 2,10%) Conformément à la loi « Informatique et Libertés », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.



CARTES BUSINESS ET PREMIER :

naturellement  
faites pour vous  
faciliter la vie  
professionnelle !



OFFRE SPECIALE

6 mois d'essai  
GRATUIT\*

\*Offre valable jusqu'au 30 juin 2000, sous réserve d'acceptation.

Pour en savoir plus

**N° Vert 0 800 304 303**

**CIC Banque CIO**